

**L'opposition démocratique
menace de boycotter
le référendum en Espagne**

LIBRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA : Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, \$ 0,65 ; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 10 dr. ; Iran, 45 rs. ; Italie, 300 L. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts. ; Yougoslavie, 10 d. din.
Taux des abonnements page 19

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6207-23 Paris
Tél. Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Une opposition officielle en Égypte

Dans un monde arabe où les régimes « pluralistes » sont l'exception, les élections qui viennent de se dérouler en Égypte ont apporté une note encourageante. Répondant à une campagne très animée, elles ont en effet permis, dans les limites évidemment étroites du système, l'expression des vœux et des courants qui imprègnent un peu partout la classe moyenne et le plébe du parti unique.

Le président Sadate a toutes raisons d'être satisfait des résultats de la consultation et de la victoire de « ses » candidats de la « tribune du centre » au sein de l'Union socialiste arabe. Il est heureux d'avoir été surpris par un tel résultat. En 1971, lorsque, en vue des élections législatives, il proposa la création des « tribunes », le R.A.S. avait en effet fait surgir dans l'Union socialiste arabe une « opposition constructive et loyale » sur les deux ailes de la majorité qui soutenaient sa politique.

A la gauche du parti, ce n'est pas le scénario qui a prévalu. Le R.A.S. espérait qu'un nombre réduit de personnalités connues pour leurs idées marxistes donneraient à son régime une caution populaire et démocratique. Or, la formation, en avril dernier, de la « tribune » s'est présentée comme une alliance des forces démocratiques et de gauche dans laquelle les marxistes étaient minoritaires. Ce regroupement se refusait à être une opposition « constructive » et critiquait durement les options fondamentales du pouvoir, notamment face à la grave crise économique que connaît le pays.

La campagne électorale n'est, de ce fait, transformée en une véritable épreuve de force entre le centre et tous ceux qui, à l'instar de la gauche, médisaient l'accent sur la crise économique et les profits réalisés par les classes possédantes et parasitaires aux dépens des masses populaires. La partie de toute manière était trop légitime, le centre gouvernait mental disposant du contrôle de la majeure partie des moyens d'information. Le président Sadate n'a d'ailleurs pas hésité le 25 septembre — à quelques jours de l'ouverture officielle de la campagne électorale — à ériger, dans un discours public, « les marxistes et la gauche qui demandent le droit à la grève et espèrent les souffrances des masses ». Le quotidien « Al Akhbar », dont le rédacteur en chef dirigeait officiellement la campagne électorale du centre, tenait quotidiennement les candidats de gauche et les « indépendants » de communisme et d'athéisme. Le cheikh de l'université Al Azhar est entré lui-même dans la bataille avec tout son poids moral en appelant les électeurs à voter contre les candidats « communistes ».

Succombant sous ces attaques, la gauche n'aura que deux députés. Son corollaire et les résultats modestes qu'obtiennent la droite libérale et la gauche libérale ont évidemment ébranlé la position de l'expérience démocratique tentée par le président Sadate. Il n'en reste pas moins que désormais une cinquantaine de candidats élus comme « indépendants » échappent au contrôle du parti unique. C'est de leur attitude et de la nature même de l'indépendance dont ils se réclament que dépendra, en définitive, le succès de l'expérience tentée au Caire.

(Lire nos informations page 4.)

LA GRÈVE DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS EST ENTRÉE DANS SON DEUXIÈME MOIS.

Un test pour le gouvernement ?

(Lire page 27.)

ITALIE : le gouvernement Andreotti s'apprête à prendre de nouvelles mesures d'austérité

L'Italie ne sort pas de la crise économique en dépit du rétablissement d'une production industrielle qui a progressé de plus de 10 % durant les neuf premiers mois de cette année. L'inflation pourrait même engendrer et atteindre 20 % en 1977, selon le ministre italien du Trésor, M. Gaetano Stomati. Aussi, d'après le quotidien « Repubblica », le gouvernement de Rome s'apprête-t-il à prendre de nouvelles mesures d'austérité, ce qui lui permettrait en outre d'obtenir un supplément d'aide internationale. Cependant, certaines décisions prises en Italie mécontentent les partenaires commerciaux : ainsi le patronat français estime inadéquates et dangereuses les restrictions aux importations et demande, à l'occasion du conseil des ministres européens, le 8 novembre, leur modification.

Dans cette conjoncture difficile, M.M. Andreotti, chef du gouvernement, et Berlinguer, secrétaire général du parti communiste, doivent continuer à coopérer en dépit des critiques que font leurs amis à cette politique de « compromis historique rompu ».

L'étrange ménage

par ROBERT SOLE

Editorialiste de talent, Forattini n'écrit jamais une ligne. Il se contente de dessiner dans la « Repubblica » la situation politique en Italie. Dans l'une de ses dernières œuvres, il montre un Berlinguer avec un grand papillon, immobilisé au milieu d'une scène de théâtre. Le public, furieux, lance des tomates au secrétaire général du P.C.I., tandis que derrière le rideau, bien à l'abri, quatre démocrates-chrétiens observent le spectacle d'un œil fripon.

C'est une image à peine simplifiée de la vie politique actuelle. Même si les situations provisoires ont en Italie une curieuse tendance à durer, le parti communiste ne peut porter ses espoirs trop longtemps le poids de la crise économique, alors qu'il n'est pas au pouvoir. Et la démocratie chrétienne ne peut avoir pour seule politique de le regarder s'embourber, alors qu'elle tient tous les rouages du gouvernement.

Aucun observateur sérieux ne se hasarde cependant à prédire l'avenir. Où sera le parti communiste au printemps prochain ? Rêve-t-il de chaises, comme aujourd'hui ? Dans l'opposition, comme le réclame l'extrême gauche ? Au gouvernement, comme le désirent ses dirigeants ? Sur les places, en train de préparer les élections anticipées que des stratèges démocrates-chrétiens auraient habilement provoquées ?

Les paradoxes actuels ont des sources anciennes. Ils tiennent à l'histoire de l'Italie, au caractère de ses habitants et à la stratégie à long terme du P.C.I.

(Lire la suite page 2.)

LA GRÈVE DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS EST ENTRÉE DANS SON DEUXIÈME MOIS.

Un test pour le gouvernement ?

(Lire page 27.)

la crise DE L'ÉTAT

Sous la direction de NICOS POULANTZAS

la crise ECONOMIQUE et la société AMERICAINE

MANUEL CASTELS

pufl

la crise DE L'ÉTAT

Sous la direction de NICOS POULANTZAS

la crise ECONOMIQUE et la société AMERICAINE

MANUEL CASTELS

pufl

la crise DE L'ÉTAT

Sous la direction de NICOS POULANTZAS

la crise ECONOMIQUE et la société AMERICAINE

MANUEL CASTELS

pufl

DEUX PAYS EUROPÉENS EN CRISE

GRANDE-BRETAGNE : il sera difficile de réduire le déficit budgétaire nous déclare M. Healey

Après la perte de deux sièges aux élections partielles du 4 novembre, le gouvernement travailliste se trouve dans une situation délicate au Parlement. Le leader de l'opposition, Mme Thatcher, a immédiatement demandé l'organisation d'élections anticipées, mais le premier ministre, M. Callaghan, a répondu que le gouvernement resterait en place « jusqu'à ce qu'il ait terminé sa tâche ».

A la veille des réunions des ministres des finances des Neuf à Bruxelles et des gouverneurs de banques centrales à Bâle, au cours desquelles sera sans doute évoquée la situation économique et monétaire de la Grande-Bretagne, M. Healey estime, dans une déclaration au Monde, qu'il n'y a plus aucune chance de ramener la hausse des prix à 7 % l'an d'ici à fin de 1977 et qu'il sera difficile de réduire le déficit budgétaire. Selon le Financial Times, ce déficit atteindrait 11 milliards de livres l'an prochain. La Banque d'Angleterre a annoncé ce vendredi l'émission de deux emprunts totalisant 1,2 milliard de livres pour faciliter le financement de l'impasse budgétaire.

« Monsieur le Chancelier, je voudrais d'abord vous poser une question de caractère général. Depuis maintenant deux ans, la Grande-Bretagne pratique une politique des revenus « exemplaire », à travers laquelle les salaires britanniques, dans leur ensemble, acceptent que leurs rémunérations croissent d'un tiers moins vite que le coût de la vie. Dans ces conditions, n'avez-vous pas éprouvé une véritable déception à voir le livre chuter et la hausse des prix intérieurs recommencer à s'accroître ?

— Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut avoir à l'esprit que la stabilité de la livre constatée au cours de l'année 1974 et pendant la première partie de 1975 ne reflétait pas tous les éléments de la situation. À l'époque, l'inflation était plus forte en Grande-Bretagne que dans la plupart des autres grands pays industrialisés et la balance des paiements accumulait un déficit très important. Cependant, la valeur de la livre a été soutenue, en tout cas en partie, à la fois par la faiblesse dont faisait preuve à l'époque le dollar et par l'afflux des capitaux en provenance des pays producteurs de pétrole dont les revenus étaient considérablement accrus.

« A partir du moment où le marché commençait à être déterminé par les facteurs fondamentaux — les salaires et les dépenses — la balance de la livre était inévitable. Ce qui m'a déçu, c'est l'ampleur de cette baisse qui est allée bien au-delà de ce qui est justifié objectivement par le jeu des forces à l'œuvre. La chute a été telle qu'elle a surpris les gouvernements et les gouverneurs de banques centrales du monde entier. Elle paraît une illustration des vœux exprimés par l'ancien directeur de la banque fédérale de New-York, M. Charles Cooke, selon qui le marché tend à exagérer les variations et à ne prendre qu'une vue à court terme des phénomènes qui agissent sur lui.

Propos recueillis par PAUL FABRA.

(Lire la suite page 2.)

Enfants d'aujourd'hui

IV. — PÈRE ET MÈRE MÊME COMBAT !

par BRUNO FRAPPAT

Les enfants d'aujourd'hui sont les victimes muettes d'une civilisation de compétition et de précipitation.

La vie urbaine à laquelle sont soumis la grande majorité des jeunes Français est-elle compatible avec la croissance de l'individu ? Il suffit de regarder autour de soi. Rares sont, dans Paris, les pelouses publiques où les enfants puissent s'ébattre. Aux oiseaux l'herbe verte, aux gamins la poussière des allées. On nous a même signalé dans le quinzième arrondissement une résidence de grand standing dans laquelle le jardin dispose d'une pelouse où les chiens peuvent jouer mais pas les enfants.

Les autos d'abord

Au moins leur reste-t-il les trottoirs ! Oui, quand ceux-ci ne sont pas souillés d'excréments canins et envahis par les automobiles, les enfants peuvent en prendre possession. A condition de ne pas indisposer les ménages qui passent avec leur carrosse et dont la trajectoire ne peut souffrir d'interférence. Tracer à la craie un plan de manœuvre est devenu un exploit ou, en certains lieux, un sacrilège aussitôt effacé.

Partout, dans le centre et les banlieues, la place occupée par les automobiles immobilisées restreint d'autant celle des aires de jeu des enfants. On sait combien de conflits locaux sont provoqués par les ballons qui rebondissent sur les tôles sacrées, les vélos qui frottent les carrosseries, les blessures contre des pare-chocs. L'enfant dans l'auto-bus fait toujours « du volume » comme disent les braves gens. Dans le train, ses allées et venues indisposent. On pourrait multiplier les exemples : l'enfant n'est presque jamais à sa place à où il se trouve. Que fait-il donc dans nos jambes ?

Que l'enfant ait son mot à dire, c'est, pour beaucoup, une nécessité subversive. On a tort : l'enfant s'exprime indirectement. Petites malades, absences et échecs scolaires, prédelinquance, troubles de la personnalité, sont autant de symptômes qu'il faut analyser avant qu'il ne cherche à les révéler. Loin d'être les rois de la société à qui tout est permis,

VASTE AFFAIRE DE FRAUDE FISCALE A TOULON

Une importante affaire de fraude fiscale vient d'être découverte à Toulon, après une enquête de quatre mois des services des impôts et de la police judiciaire. Elle met en cause la plus importante agence immobilière de la région, l'agence Mollard, spécialisée dans la vente de résidences secondaires.

L'enquête a établi que, par des jeux d'écriture, le directeur de l'agence, M. Roger Mollard, avait soustrait au fisc, en trois ans, 3 millions de francs sur le montant de ses commissions. Mille cinq cents clients de toute la France ont également bénéficié de dissimulation sur les transactions pour une somme qui atteindrait 50 millions de francs.

De notre correspondant

Marseille. — Les fonctionnaires de la brigade de recherches et de contrôle des impôts ont mis au jour, à Toulon, une importante affaire de fraude fiscale, qui trouve son origine dans la dissimulation d'une partie du montant des transactions effectuées depuis trois ans par l'agence immobilière Mollard. Cette agence, dont le siège central est situé rue de la Paix à Toulon, a été fondée par M. Roger Mollard, âgé de cinquante-huit ans, et elle possède, en outre, une douzaine de succursales dans la région toulonnaise et sur le littoral varois. Comptant une cinquantaine d'employés, son chiffre d'affaires était estimé à 7 millions de francs par mois. Elle s'était spécialisée dans la vente de résidences secondaires.

Une comptabilité occulte sur un cahier d'écolier

Le 8 juillet dernier, une quinzaine de policiers de la brigade financière et de la police judiciaire ont investi par surprise le siège central, dès l'ouverture, et ont procédé à une fouille minutieuse, empêchant le personnel en place de quitter les lieux. A son arrivée, le directeur, M. Mollard, a fait, lui aussi, l'objet d'une fouille qui a permis aux policiers de mettre la main sur un cahier d'écolier. Celui-ci contenait près de mille cinq cents noms de clients de la France entière et constituait la comptabilité occulte du directeur de l'agence. En face de chaque nom, en effet, le montant officiel de la transaction était porté sur une colonne surmontée du titre « factures ». Sous la rubrique « dépenses », une seconde colonne indiquait le chiffre réel de la transaction, naturellement bien supérieur au premier.

JEAN CONTRUCCI.

(Lire la suite page 20.)

LA NOSTALGIE N'EST PLUS CE QU'ELLE ÉTAIT

La traversée de Simone Signoret

« Je n'ai jamais eu les épaules pour être ce qu'on appelle une star, la discipline, et tout. Je ne vois même plus à la première d'un film. Je bute dans le tapis, je ne suis pas à mon aise et j'ai l'air désagréable. Non, je ne suis pas faire cela. »

Vendredi soir, à « Apostrophes », l'émission littéraire de Bernard Pivot sur Antenne 2, Simone Signoret présentait son livre, « La nostalgie n'est plus ce qu'elle était », en même temps que Jean-Pierre Aumont, « le Soleil et les Ombres », et Jean-François Josselin, « Quand j'étais star ». Le thème de l'émission, c'était « La vie des stars ». Débat agréable, charmant même, et qui, sans la présence de Simone Signoret, aurait peut-être tout bonnement tourné au parisianisme. Mais elle, avec ses cheveux gris, son visage simple et franc, son chemisier blanc sous une veste noire et sa cigarette au bout des

JACQUES SCLIER.

(Lire la suite page 10.)

EUROPE

Grande-Bretagne

Les déclarations de M. Healey

(Suite de la première page.)

— Vous n'êtes donc pas d'accord avec l'auteur de l'article du Sunday Times paru le 24 octobre et qui avait mis le feu aux poudres en annonçant que le Fonds monétaire s'accorderait avec l'Angleterre que si les autorités monétaires britanniques laissaient « filer » la livre jusqu'au cours de 1,50 dollar.

— Le Sunday Times avait rapporté une fausse rumeur qui circulait aux Etats-Unis au sujet de la politique du Fonds monétaire et ce journal avait d'ailleurs exprimé une opinion tout à fait contraire en critiquant le gouvernement britannique pour ne pas avoir dépensé assez d'argent pour maintenir le taux de la livre à un niveau plus élevé.

— Une fois que le marché aura repris son calme, le taux de change se stabilisera, peut-être à un niveau plus élevé que celui des cours actuels.

— Est-ce là ce que vous prévoyez ?

— Cela me paraît possible, mais je ne le parierais pas.

— Il est beaucoup question, dans la presse anglaise et internationale, d'un nouveau prêt que vous voudriez obtenir des Etats-Unis et de l'Allemagne fédérale en sus du crédit de 5,9 milliards de dollars que vous avez officiellement demandé au Fonds monétaire. Qu'en est-il en réalité ?

— Laissez-moi d'abord vous dire qu'un des facteurs qui ont conduit à la baisse excessive de la livre sterling a été la menace que font constamment peser sur le marché les balances sterling détenues par des non-résidents. Nous pensons qu'il est souhaitable de trouver un moyen propre à neutraliser cette menace. Nous serions heureux que soit mis fin au rôle de la livre comme monnaie de réserve. Il existe plusieurs techniques pour y parvenir : toutes requièrent la coopération internationale.

— Des négociations ont-elles déjà été engagées à ce sujet ?

— Des négociations, non. Simplement quelques discussions de caractère informel ont eu lieu avec les institutions compétentes. Mon sentiment est que ces dernières veulent d'abord être satisfaites des résultats de la négociation avec le Fonds monétaire. Bien sûr, si la simultanéité était possible, cela serait la meilleure issue possible.

— Il est hors de question qu'un prêteur ne pose aucune condition au prêt qu'on lui demande. Cependant, dans vos récents discours, vous semblez indiquer que les mesures déjà prises par le gouvernement britannique doivent donner au Fonds monétaire toutes les assurances qu'il exige de ses débiteurs. Ces propos sont-ils seulement destinés à l'opinion publique britannique ?

— L'objectif central est le rétablissement de l'équilibre de notre balance des paiements dans un délai raisonnable. Ce qui intéresse le Fonds monétaire, c'est que nous menions une politique propre à nous mettre en mesure de lui rembourser les crédits qu'il nous accorde. Nous pensons que nous pouvons lui donner satisfaction dans le cadre de la politique actuellement en vigueur. Pour ce qui concerne la réalisation de notre principal objectif, je pense que le Fonds monétaire peut s'intéresser aux objectifs intermédiaires que nous nous sommes fixés au sujet des besoins d'emprunt du secteur public (1), au sujet de l'expansion du crédit intérieur (Domestic Credit Expansion) et de la croissance de la masse monétaire.

— La Fonds monétaire, dit-on, pourrait demander à la Grande-Bretagne de réduire les besoins d'emprunt du secteur public. Êtes-vous disposé aussi à nous prêter à cette discussion ?

— Dans le budget de l'exercice en cours, ces besoins d'emprunts qui mesurent au sens large les dépenses du secteur public ont été estimés à quelque 11,5 milliards de livres sterling, chiffre qui devrait être réduit à 9 milliards au cours de l'exercice budgétaire qui commencera le 1^{er} avril 1977. L'objectif est aussi, pendant l'année budgétaire 1977-1978, de ramener progressivement de 6 % à 2 % du produit national brut les besoins d'emprunts généraux du gouvernement, notion qui correspond mieux à ce que dans les autres pays on désigne sous le nom de déficit budgétaire. Cependant, comme la croissance économique n'atteindra probablement pas le rythme qui était initialement attendu, et comme le chômage ne diminue pas, il sera plus difficile de réduire le déficit.

— Une éventuelle décision de réduire les besoins d'emprunts du secteur public soit par relèvement des taxes et impôts, soit par réduction des dépenses, soit par les deux moyens à la fois, dépendra des résultats de la politique du Trésor en matière de vente de titres de la dette publique (gilt). Le financement du déficit n'est inflationniste que dans la mesure où les bons et obligations émis par le Trésor sont achetés par les banques. Tout dépend donc de la capacité du Trésor à placer les titres de ses emprunts auprès du public. Après les mesures restrictives prises au début de septembre,

— le Trésor avait pu placer 1 milliard de livres d'obligations auprès du public. Il a pu de nouveau vendre d'importantes quantités dont le montant n'est pas, pour l'instant, publié, après que le minimum lending rate a été à nouveau relevé — au niveau de 15 % — et que le pourcentage des dépôts spéciaux a été relevé.

— Le niveau actuel du loyer de l'argent ne met-il pas en danger la « stratégie industrielle » du gouvernement ?

— Cette stratégie reste fondamentale car elle doit à souffrir le Royaume-Uni, c'est du retard de sa production industrielle sur les autres pays. La baisse actuelle du taux de l'intérêt n'aurait d'effet dommageable sur notre stratégie industrielle que s'il était maintenu pour une longue période.

— Les mesures déjà prises dans ce domaine, notamment en ce qui concerne le crédit, sont extrêmement sévères. Chaque gouvernement se trouve devant la nécessité de réajuster les décisions qu'il a prises en vue de les adapter à des circonstances nouvelles et aux objectifs qu'il s'assigne. C'est dans ce contexte que nous sommes prêts à discuter avec le Fonds monétaire de notre politique.

Aucune chance d'atteindre l'objectif de limitation de la hausse des prix

— Au mois d'avril dernier, vous avez indiqué que l'objectif du gouvernement était de ramener le rythme de hausse des prix — hausse qu'on a fort du reste de désigner sous le nom de taux d'inflation — de 14 % environ à 7 % d'ici à la fin de 1977. Estimez-vous que cet objectif est toujours réalisable ?

— Il n'y a, en effet, plus aucune chance de réaliser cet objectif dans le délai imparti et cela pour trois raisons principales.

1) Parce que les prix des matières premières importées ont augmenté plus qu'il n'était prévu.

2) A cause des conséquences de la sécheresse sur le prix des produits alimentaires ;

3) A cause de la hausse de la livre.

— Aujourd'hui, le renchérissement des produits importés compte pour 50 % dans la hausse du niveau général des prix en Grande-Bretagne ; les augmentations de salaires pour 30 % seulement, au lieu de 60 % en 1974. Quant aux 20 % restants, ils sont imputables à la dévaluation que j'ai prise de supprimer les subventions qui maintenaient à un niveau artificiellement bas les prix de vente de certains produits de grande consommation. Cela montre qu'il est important de faire la distinction entre d'une part la hausse des prix et de l'autre l'inflation, car l'abolition de subventions qui a pour effet de faire monter les prix, fait partie de la lutte contre l'inflation.

— Quel est le principal objectif de la limitation des hausses de salaire en vertu du « contrat social » : diminuer le rythme de renchérissement du coût de la vie ou réduire la part de la consommation pour apporter des ressources supplémentaires aux entreprises dans le cadre de la « stratégie industrielle » ?

— L'objectif de la politique des rémunérations est de réduire le taux de l'inflation. Mais nous avons besoin aussi de transférer des ressources à l'industrie.

— Envisagez-vous de modifier les normes admises pour l'augmentation des salaires (limitées à 4,5 % pour la période allant de juillet 1976 à juillet 1977), afin de tenir compte du renversement — dans un sens défavorable — de la tendance des prix à la consommation ?

— Les besoins d'emprunts du secteur public (Public sector borrowing requirements) permettent de mesurer le déficit du secteur public au sens large. Ils englobent, outre les déficits des administrations locales, les déficits des entreprises nationales, le marché des entreprises nationales.

— Il n'en est pas question et les syndicats restent plus persuadés que jamais de la nécessité de réduire l'inflation dans ce pays. Ce qu'il convient de préparer, c'est le régime qui sera mis en vigueur après juillet 1977. Les Trade Unions sont également tout à fait convaincus qu'il faut éviter le retour au « chacun pour soi ». Nous avons encore neuf mois pour définir une nouvelle politique plus souple que celle qui est appliquée actuellement.

— La Grande-Bretagne pourra-t-elle, selon vous, éviter de prendre des mesures restrictives sur les importations ?

— Quelles détestables mesures ! J'espère qu'on pourra éviter d'y avoir recours. La condition pour cela est que l'industrie britannique montre une aptitude à savoir utiliser sa capacité de production. Il ne faut pas oublier que jamais les performances à l'exportation n'ont été si grandes qu'aujourd'hui. Les prix britanniques sont très compétitifs. Nous devons aussi nous rappeler que la dépréciation de la livre équivaut à un relèvement des tarifs douaniers et, par conséquent, assure par elle-même un certain degré de protection.

Propos recueillis par PAUL FABRA.

(Suite de la première page.)

Celui-ci ne veut pas arracher le pouvoir avec 51 % des voix, mais réaliser le « compromis historique », c'est-à-dire l'alliance des catholiques, des communistes et des socialistes, pour changer la société. Deux événements immédiats expliquent cependant cet étrange automne 1976 : les élections législatives de juin dernier et la manière brutale dont la crise économique vient d'être perçue.

En juin, le P.C.I. avait gagné trop de suffrages pour rester dans l'opposition, mais pas assez pour entrer d'office au gouvernement. S'il était arrivé le premier, et si les socialistes avaient eu aussi progressé, il aurait probablement été amené, sous la pression de la base, à changer de cible et à tenter de former un gouvernement d'union de la gauche, ouvert aux dissidents des partis du centre. Les urnes en ont décidé autrement. La démocratie chrétienne a distancé le P.C.I. d'une courte tête (38,7 % des suffrages exprimés contre 34,4 %), et l'ensemble de la gauche n'a pas atteint 47 %.

Un parti trop grand ?

Un gouvernement d'union nationale ? La démocratie chrétienne n'en voulait pas. Dans ces conditions, M. Berlinguer a choisi une fois de plus la politique des petits pas, donc l'ambiguïté : en échange de la présidence de la chambre des députés et de diverses promesses de réformes, son parti ne s'opposera pas au gouvernement démocrate-chrétien de M. Giulio Andreotti. Ce vote de « non-défiance » n'était évidemment, aux yeux du dirigeant communiste, qu'une étape — la dernière peut-être — sur le chemin du pouvoir. Pendant quelques semaines, les deux principaux partis d'Italie ont alors donné l'impression de gouverner ensemble, parfois au grand jour, plus souvent en catimini. Furieuse et surtout inquiète, les autres formations politiques n'ont pas réussi à torpiller ce modus vivendi. Les syndicats, eux-mêmes, paraissent

Italie

L'étrange ménage

(Suite de la première page.)

hors jeu. Le « compromis rampant » s'est installé.

La gravité, brusquement apparue, de la situation économique allait changer le climat. L'Italie a toujours deux maux très tristes, le premier et le dernier. D'octobre à mars, les achats de pétrole déséquilibrent sa balance des paiements, alors qu'on ne peut compter sur les rentrées de devises dues au tourisme printanier puis estival. La livre baisse. On prend des mesures partielles à seule fin d'affronter la boursasque en attendant le printemps.

Cette fois, les choses se présentent autrement. D'abord, les données de la crise sont plus graves : les dettes de l'Italie ont augmenté (plus de 18 milliards de dollars), le déficit du secteur public s'aggrave, la fuite des capitaux s'est accentuée et les investissements ont diminué en conséquence.

D'autre part, la manière de percevoir ces déséquilibres a changé, et c'est peut-être le plus important : en quelques semaines, les Italiens se sont convaincus que leur pays était au bord de la faillite. Faut-il y voir le résultat d'une campagne de dramatisation habilement menée par le président du conseil, avec le concours du parti communiste ? Le fait est que, de toutes parts, on s'est mis à parler de la « nécessaire austérité ».

Comme si, brusquement, l'Italie entière s'apercevait qu'elle vivait au-dessus de ses moyens, consommant trop, ne produisant pas assez, et que l'inflation était le danger numéro un.

Les dirigeants communistes ont adopté ce langage. On les a entendus prôner des « sacrifices » et dénoncer d'irresponsables « démagogues ». Cela leur a valu les compliments de M. Ugo La Malfa, le vieux leader républicain qui prêche l'austérité depuis plus d'une décennie, mais aussi les vives critiques de la base ouvrière qui n'a pas compris tant de sagesse, et les a suspectés d'arrière-pensées politiques. Les émissaires du parti, dans les principales régions industrielles, ont pu mesurer la gravité de ces protestations auxquelles le longidit lui-même, M. Luigi Longo, allait faire écho au comité central du 18 octobre.

Le parti de M. Berlinguer ne peut avoir pour seules préoccupations celles de sa base ouvrière. Avec près de 35 % de l'électorat, il présente désormais des couches sociales diverses, dont les intérêts sont parfois opposés. C'est une situation sans précédent.

Le P.C.I. ne peut oublier non plus que les vrais pauvres en Italie ne sont pas les ouvriers, même non qualifiés, mais les centaines de milliers de « sous-occupés » dont la situation est dramatique en période de récession. Ni employés ni vraiment chômeurs, ils constituent un immense sous-prolétariat : plusieurs des conquêtes sociales des dernières années sont pour eux des conséquences néfastes : les industries ne veulent plus investir dans ces conditions, et ne créent pas d'emplois nouveaux. Les experts du P.C.I. sont bien placés pour savoir que seule une restructuration de l'économie nationale, impliquant des sacrifices, peut remédier à cet état de choses.

Bref, il n'est pas facile d'être un parti communiste quand on représente 35 % de l'électorat et qu'on ne se cantonne pas dans une opposition systématique. Toute autre formation politique ayant à faire face à de telles difficultés se serait désintégrée. M. Berlinguer, lui, peut compter sur un parti qui a encore beaucoup à faire au chapitre de la démocratie interne, mais dont la discipline est extrêmement utile en ces temps agités. Il profite également du désordre régnant dans les autres formations, même si celles-ci ne lui font pas la vie facile.

A propos des « sacrifices », la démocratie chrétienne a su, chaque fois qu'il le fallait, retourner le fer dans la plaie.

Les socialistes entretiennent avec habileté l'agitation dans le monde syndical, doublant sur la gauche M. Luciano Lama, le Séguy italien. Pour être eux-mêmes en crise permanente, le mouvement révolutionnaire n'en tirent pas moins à boulets rouges sur les dirigeants communistes tandis qu'à l'autre extrême, les néo-fascistes du Mouvement social italien, au bord de la scission, ne sont d'accord entre eux que pour condamner le « gouvernement Andreotti-Berlinguer ».

M. Andreotti et M. Berlinguer sont engagés chacun sur une voie difficile. Le premier s'efforce de gérer avec une grande énergie un Etat déficient. Il est contraint de collaborer avec les communistes et de méconter en même temps les syndicats, sans pour autant s'attirer la sympathie des industriels qui le critiquent violemment.

— Pour Berlinguer comme pour Andreotti, écrit-il, il y a quelques jours le Corriere della Sera, le risque majeur est de poursuivre sa route : aucun des deux ne peut s'arrêter au milieu du gué. C'est vrai surtout du dirigeant communiste : il a si bien conduit, jusqu'à présent, sa stratégie de « compromis historique » qu'une rupture politique de rechamps ne semble exister. Seules quelques corrections de tir — comme au dernier comité central qui a obligé M. Berlinguer à se « gauchir » légèrement — paraissent possibles dans l'immédiat. Bien entendu l'extrême gauche conteste une telle analyse en disant qu'il est toujours temps pour les marxistes de rejoindre leur camp naturel et de mener un combat de classes.

Cependant le « compromis historique » est jugé inéluctable par certains hommes politiques du centre et de la droite qui n'y croient pas du tout. Il y a encore deux ans. Comme cet ancien ministre social-démocrate fonctionnait anti-communiste, à qui nous demandions quel était, selon lui, le meilleur moyen de s'opposer au P.C.I. Sa réponse est significative : « Il n'y a plus rien à faire, nous avons perdu la partie. On peut tout juste espérer qu'Enrico Berlinguer et ses amis entreront le marxisme et deviendront des démocrates. »

ROBERT SOLÉ.

Espagne

L'OPPOSITION DÉMOCRATIQUE BOYCOTTERA LE RÉFÉRENDUM SI LE PARTI COMMUNISTE N'EST PAS LÉGALISÉ

De notre correspondant

Madrid. — La commission exécutive de la plate-forme des organisations démocratiques, réunie à Las Palmas de Grande-Canarie, les 4 et 5 novembre, a annoncé qu'elle se prononcera pour l'abstention au prochain référendum sur la forme politique si le gouvernement n'offre pas un minimum de garanties de liberté.

Parmi les conditions présentées par la plate-forme pour le référendum, qui devrait se dérouler

dans la troisième semaine de décembre, figurent la légalisation de tous les partis et de toutes les organisations syndicales sans exception (cela vise spécialement la légalisation du parti communiste, qui, après le succès de M. Carlier aux Etats-Unis, pourrait être « reconstruite » par le gouvernement), et l'égalité d'accès de tous les partis à la radio et à la télévision d'Etat pour la campagne.

Portugal

LA RÉFORME AGRAIRE POURRAIT ÊTRE RÉVISÉE

De notre correspondant

Lisbonne (A.F.P.). — Plusieurs discours prononcés, le vendredi 5 novembre par les plus hautes autorités, à l'occasion de l'investiture de M. Antonio Barreto comme nouveau ministre de l'Agriculture, donnent à penser que la loi sur la réforme agraire pourrait être révisée ou, du moins, « réajustée ».

M. Mario Soares a renouvelé les attaques qu'il avait portées lors du congrès du parti socialiste contre les « perversions totalitaires » qui menacent la réforme agraire. Le premier ministre a implicitement critiqué le parti communiste et les syndicats des travailleurs agricoles de l'Alentejo, déclarant qu'il n'accepterait pas « une politique du fait accompli » par la force. Il a précisé que la démission de M. Lopes Cardoso était une conséquence de la « clarification » qu'il s'était produite lors du congrès du P.S. Il a enfin indiqué que le changement de ministre ne signifiait pas un changement dans l'« orientation de fond » de la politique agraire.

Le président de la République, pour sa part, a déclaré qu'il n'accepterait pas la « création d'Etats dans l'Etat ». Le ministre de l'Agriculture a, quant à lui, attaqué « ceux qui veulent se substituer aux anciens patrons », visant implicitement les syndicats de travailleurs agricoles.

Enfin, une offensive se dessine actuellement au sein de l'armée portugaise contre le commandant Melo Antunes. Le président de la commission constitutionnelle avait, dans son récent discours d'investiture, affirmé « le caractère politique marqué » des responsabilités de l'organisme qu'il dirige, ainsi que du Conseil de la révolution lui-même. Il avait également critiqué le « verbalisme idéologique » des partis.

La réplique lui a été donnée par le général Morais E Silva, chef d'état-major de l'armée de l'air et porte-parole des officiers conservateurs. Selon l'hebdomadaire Expresso, il aurait, en compagnie d'autres officiers, de la marine notamment, fait une démarche auprès du président de la République pour attirer son attention sur la gravité des propos du commandant Melo Antunes « à un moment où l'on prétend faire avancer le Portugal vers la démocratie ». Toujours selon Expresso, ces officiers auraient exigé, et obtenu, contre l'avis du général Espinosa, un débat sur le rôle constitutionnel du Conseil de la révolution.

Protégez-vous contre les cambriolages, mais attention protégez-vous bien !

Les organisations professionnelles nationales et parisiennes de METALLIERS-SERRURIERS conscientes du danger que représentent pour la population, la multiplication inquiétante des cambriolages et la publicité faite par des organismes NON QUALIFIÉS pour y remédier VOUS METTENT EN GARDE.

- Chaque installation de protection est un cas particulier qui doit être étudié et ne peut être mise en place CORRECTEMENT que par une entreprise de serrurerie titulaire de la QUALIFICATION "410 - MÉTALLERIE SERRURERIE" délivrée par l'O.P.Q.C.B. (*) sous le contrôle des Pouvoirs Publics.
- PRENEZ CONNAISSANCE de la brochure "AU VOLEUR" éditée par le Ministère de l'Intérieur avec la collaboration des professionnels et des compagnies d'assurances.
 - NE CONFIEZ PAS A N'IMPORTE QUEL le blindage de vos portes et leur équipement en serrures de haute sécurité,
 - EXIGEZ de l'entreprise que vous allez consulter qu'elle possède bien sa carte de qualification "410-Métallier Serrurier" et qu'elle vous la montre,
- c'est votre meilleure garantie d'un travail sérieux et efficace.

(*) Organisme Professionnel de Qualification et de Classification du Bâtiment.

مركز الاموال

EUROPE

U.R.S.S.

A L'OCCASION DU 59^e ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION

M. Koulakov affirme que l'Union soviétique veut avoir de bonnes relations avec la Chine et les États-Unis

Moscou. — L'Union soviétique a réaffirmé, vendredi 5 octobre, sa volonté de normaliser ses relations avec Pékin. Cette nouvelle déclaration a été faite par M. Koulakov, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, au cours de la séance solennelle qui a eu lieu au Palais des congrès à l'occasion du cinquante-neuvième anniversaire de la révolution. C'est M. Koulakov, un homme auquel certains « kreninologues » promettent un bel avenir, qui a présenté le rapport d'activité du parti à cette occasion.

La cérémonie de vendredi a été marquée par un « non-événement » significatif : contrairement à ce qui se passait depuis une dizaine d'années, le représentant diplomatique de Pékin n'a pas quitté la salle au moment où ont été abordées les relations soviéto-chinoises. Il est vrai que, pour la première fois depuis une dizaine d'années, la Chine n'a pas été attaquée. « Nous considérons comme injustifié et pas naturel », a simplement affirmé M. Koulakov, le fait que, depuis presque quinze ans, les relations d'amitié soient rompues — et pas par notre faute — entre l'U.R.S.S. et la Chine. Leonid Brejnev a clairement exposé notre position dans le discours qu'il a prononcé devant la session plénière du comité central en octobre dernier. Nous préférons systématiquement le rétablissement des rapports de bon voisinage et d'amitié entre les

De notre correspondant

peuples soviétiques et chinois, ce qui répond aux intérêts de notre pays et au principe de l'internationalisme socialiste. » M. Koulakov a également réaffirmé la volonté de l'Union soviétique de développer ses relations avec la nouvelle administration américaine. Mais il l'a fait d'une manière indirecte, rappelant également que Washington devrait respecter les accords d'Helsinki. Faisant un curieux amalgame entre les élections italiennes, occidentales et américaines, M. Koulakov a notamment déclaré à ce sujet : « Les élections en Italie et en Allemagne fédérale, les élections présidentielles aux États-Unis, de multiples sondages montrent que la majorité de la population des pays de l'Ouest se rallie aux tendances réalistes dans la politique internationale. On attendait espérer que les gouvernements de ces pays se conformeraient aux accords conclus antérieurement, notamment à l'acte final d'Helsinki, qu'ils prendraient les mesures nécessaires pour continuer à développer les relations interétatiques fondées sur les principes de la coexistence pacifique, dans l'intérêt de la paix et d'une coopération mutuellement avantageuse. » Ainsi se confirme la nouvelle interprétation de la victoire de M. Carter : le candidat démocrate l'a emporté parce que M. Ford se serait discrédité auprès de

l'électorat américain en abandonnant toute référence à la politique de détente.

Moins de trois semaines après le discours de M. Brejnev devant le plénum du comité central, M. Koulakov ne pouvait guère apporter d'éléments réellement nouveaux. Il a cependant laissé prévoir que 1976 serait sans doute marqué par une récolte-record de céréales. Au 1^{er} novembre, a-t-il dit, la récolte atteignait 230 millions de tonnes et la moisson se poursuivait encore dans certaines régions méridionales du pays. La récolte-record de 1975 était de 222 millions de tonnes. Fidèle à la nouvelle tradition, M. Koulakov a, d'entre autres, mentionné son rapport d'activités personnelles aux dirigeants soviétiques, notamment à la « sagesse politique, la lucidité, l'action habilement équilibrée et persévérante » du secrétaire général, dont on fêtera le 19 décembre le soixante-dixième anniversaire. « Les réalisations importantes dans la construction de la société communiste en U.R.S.S. et les changements positifs dans le monde sont liés au nom de Leonid Brejnev », a dit M. Koulakov.

Pour l'essentiel, M. Koulakov a repris les thèmes habituels de l'Union soviétique, insistant beaucoup cependant sur la crise du « capitalisme décadent » (le développement de la coopération entre pays socialistes, la nécessité de pratiquer l'internationalisme prolétarien), une notion idéologiquement abandonnée en juin dernier, lors de la conférence des pays communistes européens à Berlin-Est. Il a rappelé, d'autre part, les progrès réalisés par l'U.R.S.S. en matière de désarmement et condamné une nouvelle fois les « ennemis de la détente ».

JACQUES AMALRIC.

Pologne

Des ouvriers demandent la réintégration de leurs camarades licenciés après les manifestations de juin

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Dans une lettre envoyée le 4 novembre à M. Edward Gierek, premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais, huit cent quatre-vingt-neuf travailleurs de l'usine de tracteurs d'Ursus ont demandé la réintégration de tous les membres de l'entreprise licenciés à la suite des manifestations de juin. Cette démarche a été rendue publique par le comité de soutien aux victimes de la répression créé par quatorze intellectuels connus. Le comité précise que l'initiative de cette pétition ne lui revient pas, mais qu'il en a été informé par des signataires de la requête.

Selon des indications récemment données par le comité, quelque deux cent licenciés ont été congédiés de l'usine d'Ursus après les troubles du 25 juin. Les huit cent quatre-vingt-neuf signataires de la lettre font valoir que l'usine ne pourra pas remplir les objectifs du plan puisque des travailleurs expérimentés manquent à leurs postes. Le retour des ouvriers licenciés, ajoutent-ils, est nécessaire en raison de la situation difficile que traverse le pays.

Les signataires demandent au chef du parti de veiller à ce que les personnes frappées par la répression puissent retrouver leur emploi aux conditions antérieures aux sanctions dont ils ont été

victimés. Ils exigent aussi que leur salaire leur soit versé pour le temps où ils ont été considérés au chômage. « Nous sommes convaincus que, dans ces conditions, nous pourrions améliorer la situation économique difficile dans laquelle se trouve notre patrie », concluent les auteurs de la lettre. — M.L.

DIPLOMATIE

La visite à Paris du ministre turc des Affaires étrangères

M. Caglayangil a eu avec M. Giscard d'Estaing un entretien « franc et ouvert »

M. Caglayangil, ministre turc des affaires étrangères, a été reçu en audience, vendredi 5 novembre, pendant quarante-cinq minutes, par M. Giscard d'Estaing. L'entretien, qui s'est déroulé dans une « atmosphère de grande cordialité », a été « franc et ouvert », a-t-on précisé à l'Élysée à l'issue de la conversation. Le ministre turc a été ensuite reçu par le premier ministre, M. Barre, avant de quitter Paris dans la soirée pour Ankara.

Kamal Ataturk et de Venizelos, pendant laquelle les deux pays ont décidé de réconcilier. Il avait affirmé aussi que seules « les aspirations démocratiques de la Grèce sur la mer Égée, où elle possède trois mille kilomètres de côtes, avaient empêché un accord à ce sujet ».

Repondant ensuite aux questions des journalistes, M. Caglayangil a précisé que, en ce qui concerne la mer Égée, aucun accord ne serait possible si l'on adoptait l'une ou l'autre des deux définitions du plateau continental datant de 1958 : continuation sous la mer d'une terre émergée ou extension du plateau à partir de chaque île. Les Turcs « devraient », si l'on adoptait la seconde définition, entrer dans la mer (Méditerranée) avec leur passeport à la main. (...) Si l'on adoptait la première, il ne resterait rien aux Grecs et les îles grecques deviendraient des îles étrangères sur un plateau continental turc. Il fallait donc « trouver une solution politique ou recourir, comme le gouvernement turc l'avait proposé, à une exploitation et une exploitation communes ».

Aux Nations unies

LA FRANCE ET QUATRE PAYS CONDAMNÉS POUR « COLLABORATION NUCLEAIRE ET MILITAIRE AVEC L'AFRIQUE DU SUD »

New-York (Nations unies). (A.F.P.). — L'Assemblée des Nations unies a ratifié vendredi 5 novembre, par 98 voix contre 9, et 19 abstentions, une résolution qui « condamne la collaboration dans les domaines nucléaire et militaire entre le régime de minorité raciste d'Afrique du Sud et tous les pays, en particulier les États-Unis, la France, Israël, la République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni ». Le texte demande à tous les États de mettre fin à toutes les relations économiques, financières ou commerciales avec l'Afrique du Sud et d'inviter le Conseil de sécurité à examiner les moyens de réaliser cet objectif.

Ont voté contre les pays nommés ci-dessus, plus la Belgique, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. D'autre part, un dixième projet de résolution sur l'apartheid a été déposé vendredi, demandant la suspension de nouveaux investissements en Afrique du Sud et invitant le Conseil de sécurité à examiner les moyens de réaliser cet objectif.

Un groupe d'intellectuels français vient de créer un comité de solidarité avec les travailleurs polonais. Ce comité lance un appel aux autorités polonaises pour « la libération immédiate des personnes emprisonnées à la suite des événements du 25 juin 1976, la réintégration des ouvriers licenciés, sans perte de salaire ni de qualification, et l'arrêt de toute répression, en particulier les brutalités policières contre les intellectuels qui ont manifesté leur solidarité aux emprisonnés ». Le comité collecte aussi des fonds pour aider les ouvriers polonais licenciés ou poursuivis. L'appel est signé de Robert Badinter, Simone de Beauvoir, Maria Beylin-Pfeiffer, Michel de Certeau, François Chatelet, Jeanne Corrélier, Maurice Clavel, Pierre Dais, Dominique Desanti, Claire Echeverry, Michel Foucault, Roger Garaudy, André Glucksmann, Benoîte Groult, Daniel Guérin, André Gryn, Paul Guimard, Clara Haller, Marek Halpern, Marcel-François Kahn, Maxime Le Forestier, Claude Lefort, François London-Dais, Maurice Nadeau, Robert Péguy, Roger Portal, Nicos Poulantzas, Olivier Revault, d'Almonde, Philippe Robieux, Maxime Rodinson, Yvette Roudy, Claude Roy, Pierre Salama, Jean-Paul Sartre, René Thom, Jeanne Tiliard, Jean Toussaint Desanti, Jean-Marie Vincent.

Les personnes désirant s'associer à cet appel peuvent s'adresser au Comité de solidarité avec les travailleurs polonais. Adresse : « Cahiers du cinéma », 9, passage de la Boule-Blanche, 75012 Paris. Les fonds peuvent être adressés à Véronique Chabrol (maîtrise de la vie personnelle), C.C.P. 83 843 82, La Source.

ASIE

Chine

UNE SOMBRE HISTOIRE DE CINÉMA

Mme Chiang Ching aurait tenté d'empêcher la diffusion d'un film vantant l'indépendance économique

De notre correspondant

Pékin. — Tu t'es plaint de la vieille mère, eh bien, la vieille mère te donne aujourd'hui une leçon. Ces paroles prêtées à Mme Chiang Ching donnent le ton d'une sombre histoire de cinéma qui occupe, vendredi 5 novembre deux bonnes pages du Quotidien du peuple. Longue histoire commencée il y a près de deux ans avec la sortie d'un film consacré à l'exploitation pétrolière de Tacheng et intitulé *Entreprise*.

Le film, paraît-il, raconte comment la Chine, privée de l'aide soviétique, dut recourir à ses ressources pétrolières et, comment, « en comptant sur ses propres forces », elle mit en valeur son premier grand gisement de pétrole.

Le conflit, autour de cette œuvre du scénariste Chang Tien-min, s'est noué pendant l'hiver 1974-1975. La veuve de Mao, à en croire le Quotidien du peuple, aurait tenté par divers moyens d'en empêcher la diffusion, mais se serait heurtée à plus fort qu'elle : le premier ministre Chou En-lai. Le film fut projeté dans les cinémas, mais Mme Chiang Ching ne se tint pas pour battue, et dressa une liste des « crimes » qui devaient lui être imputés. Elle aurait affirmé qu'*Entreprise* constituait une apologie de Liu Xiaochi, et que « si l'on tournait des films de ce genre, on tomberait dans le révisionnisme ». Le film fut retiré des programmes.

Commence alors une sourde bagarre, dont le public, curieusement, semble avoir bien suivi les péripéties.

Chang Tien-min en appelle directement au président Mao qui estime que le film « n'a pas de défauts majeurs », qu'il « ne faut pas y rechercher des insuffisances sous prétexte de perfectionnisme » et que lui trouver tant de « crimes » n'est pas une manière de « favoriser le réajustement de la ligne du parti en matière d'art et de littérature ». Nous sommes le 25 juillet 1975. Mais Mme Chiang Ching s'obstine. En septembre, elle convoque à Tacheng où se tiennent les conférences nationales sur l'agriculture — les principaux réalisateurs du film et c'est là, nous raconte le Quotidien du peuple, que, dte leur descente du train, elle « les abruve

d'injures ». Ayant annoncé à Chang Tien-min que « la vieille mère » allait lui donner une leçon, elle l'aurait contraint à adresser une nouvelle lettre au président Mao, lui en dictant les termes, d'après lesquels le scénariste d'*Entreprise* avait « sûrement commis des erreurs et demandait la permission » de tourner une nouvelle version de son film.

Le rôle de Chou En-lai

Passons sur les détails, sur le rôle de M. Chiang Chun-chiao qui, en sa qualité de chef du département politique de l'armée, poursuit une revue littéraire et artistique de l'armée, coupable d'avoir parlé du film incriminé, sur la convocation à Pékin des réalisateurs d'*Entreprise*, afin d'y faire leur autocritique « sous la supervision directe de la bande des quatre », sur les « enquêtes » menées à Tacheng auprès des techniciens du pétrole qui avait collaboré au tournage, etc. Les querelles à propos de cinéma font partie de la vie politique chinoise. M. Teng Hsiao-ping, au printemps, était accusé d'être parti au milieu de la projection d'un film qu'il jugeait « gauchiste » ; Mme Chiang Ching, pour sa part, aurait quitté la salle après n'avoir vu qu'un tiers d'*Entreprise*. Le Quotidien du peuple reste discret sur le fond de la querelle, laissant seulement entendre quelle comporte des aspects encore inconnus. Tout indique jusqu'à preuve du contraire que la célébration d'une conquête d'ordre économique l'emporte sur les violences de la lutte des classes au sein du parti. A moins que des questions de personnes... Il est significatif en tout cas que le nom de Chou En-lai soit mêlé à cette histoire, car c'est la première fois que des faits concrets sont cités pour démontrer que Mme Chiang Ching et ses amis s'étaient effectivement posés en adversaires du premier ministre déchu. Il est également certain que le public ne manifeste aucune hésitation à prendre parti dans cette affaire. *Entreprise* est actuellement présenté dans de nombreux cinémas de Pékin,

qui tont tous saile comble. Ceux qui l'avaient déjà vu au début de l'année y retournent aujourd'hui avec un empressement qui ne laisse aucun doute sur leurs sympathies.

ALAIN JACOB.

« L'ÉCRASEMENT » DES « QUATRE » PAR LES « MASSES » DE TCHANGCHIA

(De notre envoyé spécial.)

Tchanchia. — Des tableaux ont été mis à la disposition de militants dans les écoles et les usines de Pékin pour qu'ils dénoncent par le dessin et par les paroles-mouches les « crimes » des « quatre ». Nous avons vu des tableaux identiques, avec les mêmes caricatures dessinées à la craie de couleur et les mêmes accusations vengereuses sur la place de nombreux villages.

A Tchanchia, ville de huit cent mille habitants et capitale de la province de Hunan, où naquit le président Mao, et où M. Hsu Kuo-fang a vécu longtemps, les dazibao, ces affiches murales sur lesquelles la population s'exprime « spontanément », ne se limitent pas à la mise en accusation rituelle des « quatre ». Ils dénoncent des personnes soupçonnées de complicité avec MM. Wan Hong-wen, Chang Chun-chiao, Yao Wen-yuan et Mme Chiang Ching.

« Les « quatre » étaient très faibles, très isolés. Il y a quelques jours, cinq cent mille personnes ont défilé dans notre ville pour célébrer leur désarmement et la nomination de Hsu Kuo-fang », nous dit un membre du comité révolutionnaire de la province. Mais, pressé de questions, il laisse entendre que les « quatre » avaient quelques partisans dans la ville. Pour le moment, personne n'a été démis de ses fonctions, mais quelques « enquêtes » sont en cours au sujet d'éventuels doutes.

Comment se déroulent ces enquêtes ? Les « masses » sont « mobilisées ». On travaille à élever leur niveau de conscience politique. Elles dénoncent les « brèves gauches » en s'exprimant sur des dazibao ou en envoyant des lettres « au comité du parti. Ce comité, qui agit sous la direction du comité central, vérifie le contenu des accusations. Il n'y a pas de commission d'enquête spéciale. Pour le moment, on ignore qui est sur la sellette, car les enquêtes ne sont pas terminées. Au demeurant, à Tchanchia, barloche de dazibao, « il est bien possible que les masses dénoncent des membres des comités révolutionnaires », dit notre interlocuteur.

Va-t-on assister à une vague d'arrestations ? A une épurée de l'administration ? Un autre responsable rencontré à Tchanchia, le directeur-adjoint de la radio-télévision locale, ne le pense pas : « Les « quatre » avaient surtout de l'influence à Changhaï. Là-bas, il faudra démasquer les mauvais éléments. Ici, dans notre province, ce n'est pas la même chose ».

Pourquoi, dans ces conditions, le radio et la télévision, qui, selon notre interlocuteur, sont écoutées ou regardées respectivement par 96 % et 80 % de la population de la province, font-elles tant de commentaires et diffusent-elles tant de slogans ayant trait aux « crimes » des « quatre » et aux mesures qu'ils appellent ? Le directeur-adjoint de la radio-télévision pense qu'« il faut permettre aux masses de comprendre en quoi les quatre » sont coupables ; il faut leur donner la possibilité de distinguer le vrai marxisme-léninisme du faux ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Le Vietnam et l'ONU. — Le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé de se réunir en consultation le 9 novembre pour examiner la demande d'admission du Vietnam. La France s'était en-tremise auprès de Hanoi, le mois dernier pour que le débat sur cette demande d'admission soit repoussé jusqu'après l'élection présidentielle américaine. Les États-Unis avaient opposé leur veto à la demande vietnamienne au cours du débat du Conseil de sécurité du 11 août 1976, arguant que Hanoi refusait de faire connaître le sort d'un certain nombre de soldats américains disparus. — (Corresp.)

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Carter devrait rencontrer M. Ford dans le courant du mois de novembre

Washington (U.P.I., A.P.). — M. Jimmy Carter devrait rencontrer M. Gerald Ford dans le courant du mois de novembre a déclaré vendredi 5 novembre M. Jack Watson, un conseiller du président des États-Unis, M. Watson, qui a été reçu par MM. Richard Cheney, secrétaire général de la Maison Blanche et Jack Marsh, conseiller de M. Ford estime que la passation des pouvoirs, le 20 janvier 1977, s'effectuera « sans accroc ».

De son côté, M. Ford a réuni vendredi son cabinet pour la première fois depuis sa défaite électorale. « Je désire remercier chacun de vous pour la qualité du travail accompli... Je pense sincèrement que durant ces deux années nous avons réalisé des progrès très importants », a-t-il déclaré à ses collaborateurs. « Nous avons perdu de peu... Jusqu'au 20 janvier nous continuerons à travailler à notre poste », a-t-il ajouté.

M. Ford quitte Washington dimanche pour aller se reposer pendant une dizaine de jours à Palm-Springs (Californie) dans la maison de M. Leonard Firestone, ancien ambassadeur des États-Unis en Belgique. Il y travaillera néanmoins à la préparation du budget qui doit être présenté à la mi-janvier, quelques jours avant la passation des pouvoirs.

Par ailleurs, M. Ford a nommé vendredi secrétaire de l'agriculture M. John Knebel qui était jusque-là sous-secrétaire à l'agriculture. M. Knebel remplace M. Earl Butz qui avait été obligé de démissionner au cours de la campagne électorale pour avoir tenu des propos désobligeants sur les Noirs américains (le Monde du 6 octobre). Le nouveau secrétaire assurera la période de transition avant la mise en place, en janvier, de l'équipe du président élu, M. Carter.

Précision. — Dans l'article sur « Le dossier économique » de M. Carter, publié dans le Monde du 6 novembre, il fallait lire : « Le présent (et non « prochain ») budget ayant été préparé... » Aux États-Unis, l'exercice budgétaire court, depuis cette année, du 1^{er} octobre au 30 septembre (précédemment, il s'étendait du 1^{er} juillet au 30 juin).

Rectification. — Dans l'article de Louis Wizenber : « La coalition de temps de Roosevelt s'est reformée à New-York », une ligne sautée a provoqué un contre sens. Il fallait lire : « Dans six États... les électeurs se sont prononcés contre les restrictions à la construction de centrales nucléaires ».

Aux États-Unis, le chômage a de nouveau augmenté en octobre, retrouvant son niveau d'août, soit 7,5 % de la population active contre 7,3 % en septembre. Le chômage, qui était tombé à 7,3 % en mai, touche 1,6 millions de personnes. — (A.F.P.)

Canada

M. Donald Jamieson, ministre des affaires étrangères, a annoncé vendredi 5 novembre, à Ottawa, qu'il s'opposerait à toute démarche française visant à favoriser l'obtention de droits spéciaux de pêche pour les autres pays du Marché commun le long des côtes atlantiques canadiennes. M. Jamieson avait évoqué cette question avec M. de Gubingaud, ministre français des affaires étrangères, lors de son voyage officiel en France mardi 3 et mercredi 4 novembre (le Monde du 4 novembre). — (A.F.P.)

Les trois personnes appréhendées mercredi 3 novembre à leur arrivée à Montréal n'ont rien à voir avec l'attentat commis le 2 novembre à Paris contre M. Homayoun Khyavonou, conseiller à l'ambassade d'Iran, a indiqué vendredi le ministère canadien de l'Immigration. Le quotidien le Journal de Montréal avait établi un lien entre ces arrestations et l'attentat, mais la police française avait manifesté son scepticisme (le Monde du 6 novembre).

AFRIQUE

LA CONFÉRENCE SUR LA RHODÉSIE

Il est impossible d'élaborer la moindre solution à Genève nous déclare M. Robert Mugabe porte-parole de l'armée de libération

Tandis que la conférence de Genève semble dans l'impasse, aucune date n'ayant été fixée pour une nouvelle séance plénière (nos dernières éditions d'hier), M. Ian Smith, premier ministre rhodésien, a déclaré le vendredi 5 novembre, à Salisbury, qu'il envisageait de s'adresser à l'opinion noire modérée et responsable pour trouver les moyens d'appliquer le plan Kissinger en cas d'échec de la

conférence de Genève. Toutefois, il a souligné qu'il y avait, à son sens, une chance de voir les discussions en cours aboutir, car « il y a de grandes pressions sur ceux qui y participent ». Proclamant son « peu d'estime » envers les nationalistes présents à Genève, il a cependant rendu hommage à l'évêque Muzorewa, « le plus responsable d'entre eux ».

De notre envoyé spécial

est impossible d'élaborer la moindre solution... Pourquoy voulez-vous donc que la date de l'indépendance du Zimbabwe soit fixée au 1^{er} septembre 1977 ?

Ce n'est qu'une suggestion. En réalité, ce que nous revendiquons, c'est la proclamation de l'indépendance du Zimbabwe dans un délai qui devra de toute façon ne pas excéder douze mois.

Quel pouvoir envisagez-vous d'établir ? Un gouvernement nationaliste et démocratique conforme aux vœux que le peuple aura exprimés et une société ne faisant aucune discrimination entre les races à aucun niveau.

Nous ne sommes animés par aucun esprit de revanche, mais personne ne bénéficiera au Zimbabwe d'aucun statut spécial, ni les Blancs ni les autres. Chacun y aura une chance égale.

Etes-vous d'accord pour que les Rhodésiens blancs qui voudront quitter le pays soient indemnisés ? Voilà un concept absolument dénué de sens. Les Blancs qui partent pourront emporter avec eux tout ce qu'ils veulent, et j'estime tout à fait mauvaise dans son principe l'idée d'une indemnisation en leur faveur.

Pensez-vous pourtant qu'un cessez-le-feu soit susceptible de faciliter les négociations en cours ? Certainement pas. Au contraire, si un cessez-le-feu venait à se produire, Smith cesserait de négocier.

Guinée

M. Diallo Telli a-t-il été exécuté ?

Depuis plusieurs jours déjà, des rumeurs circulent en France faisant état de l'exécution de l'ancien ministre guinéen M. Diallo Telli, arrêté en juillet dernier et accusé d'avoir été l'âme d'une conspiration contre le président Sekou Touré. L'ancien secrétaire général de l'Organisation africaine de la justice, aurait été assassiné sans autre forme de procès par ses collègues. M. Diallo Telli avait passé des années dans lesquels il présentait ses opinions « au peuple de Guinée et à son guide ». Cette antécédente, arrachée sous la contrainte, n'aurait

donc pas sauvé l'ancien ministre. An-déjà du cas personnel de M. Diallo Telli, auquel ses fonctions ont permis de nouer de nombreuses relations à travers le monde, c'est celui des milliers de militants politiques emprisonnés pour délit d'opinion, en Guinée, qui se trouve ouvertement posé, au moment même où l'ouvrage « Prison d'Afrique » de M. Jean-Paul Akata, relatant l'expérience de son auteur dans les bagues guinéennes, demeure interdit en France. (« Le Monde » du 2 novembre.)

Un réquisitoire de M. Sekou Touré contre les Peuls

L'hebdomadaire « Jeune Afrique » publie, dans son numéro daté du 12 novembre, le texte d'un discours prononcé le 22 août dernier par le président Sekou Touré, qui s'en prenait violemment aux Peuls de Guinée (« Le Monde » du 23 août), et à laquelle appartient M. Diallo Telli.

Évoquant l'attitude de cette ethnie à l'époque coloniale, il affirmait notamment qu'ils avaient démissionné du camp de la lutte, « dénonçant leur esprit raciste » et ajoutait : « Et, aujourd'hui, la Guinée ne peut s'entendre ni avec la Côte d'Ivoire ni avec le Sénégal, la responsabilité principale en incombe vraiment à qui ? A eux seuls, cadre peul ! »

C'est la déclaration de guerre. Ils veulent d'une guerre raciale ? Et bien ! nous sommes prêts : quant à nous, nous sommes d'accord et nous les attendons immédiatement non par une guerre raciale, mais par une guerre révolutionnaire radicale.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● VINGT-DEUX PERSONNES ONT PÉRI en quarante-huit heures, victimes de la vague de violence politique. Quinze militants de gauche, dont deux femmes, ont été tués le 5 novembre au cours de fusillades dans différents points du territoire, notamment à Rosario, à Buenos-Aires et à La Plata. L'avant-veille, les cadavres criblés de balles de sept personnes, dont trois femmes, avaient été retrouvés près de Córdoba. Elles avaient, apparemment, été victimes d'un « escadron de la mort ». Environ un millier de meurtres politiques ont été commis en Argentine depuis l'arrivée des militaires au pouvoir, en mars dernier. — (Reuters.)

Burundi

● PLUS DE TRENTÉ MILLE PERSONNES ont manifesté à

Bujumbura, jeudi 4 novembre, en faveur du nouveau régime militaire dirigé par le colonel Jean-Baptiste Bagaza. — (Reuters.)

Colombie

● TROIS PRÊTRES ET UNE RELIGIEUSE ONT ÉTÉ ARRÊTÉS en compagnie de vingt-huit autres personnes soupçonnées de faire partie d'une organisation de guérilla, a annoncé le 6 novembre le ministre colombien de la défense.

Japon

● M. UICHI NODA a été nommé samedi 6 novembre à la tête de l'agence de planification. Il remplace M. Fukuda, qui a donné sa démission. Membre depuis vingt-six ans de la Chambre haute, M. Noda a été vice-ministre des finances et ministre de la construction. — (U.P.I.)

PROCHE-ORIENT

Liban

LA DROITE ACCEPTE DES CONTINGENTS RÉDUITS DE LA FORCE ARABE SUR LE TERRITOIRE QU'ELLE CONTRÔLE.

(De notre correspondant.)

Beirut. — Pour la première fois depuis qu'il a été établi, il y a quinze jours, la cessez-le-feu a été rompu au cours de la journée du vendredi 5 novembre et de la nuit du 6 novembre à Beyrouth et, dans une moindre mesure, en province, à Tripoli, et dans la région d'Aley, en montagne. Jusqu'à présent, les violations étaient pratiquement toutes nocturnes.

Pour la première fois aussi depuis le début de la trêve, elles ont revêtu, entre autres, la forme de bombardements aveugles entre les quartiers conservateurs chrétiens et palestiniens progressistes de la capitale. Chaque partie accuse l'autre d'avoir provoqué l'escalade.

Il s'agit peut-être d'un dernier soubresaut avant l'entrée en scène de la force d'intervention arabe, que la droite chrétienne a fini par admettre officiellement vendredi. Toutefois, l'installation de cette force, déjà en retard de quarante-huit heures sur la date prévue à Ryad, n'est plus attendue avant quelques jours. D'autre part, l'acceptation de la droite est conditionnelle. Elle entend que les effectifs de la force arabe sur le territoire qu'elle contrôle soient très réduits, et même quasi symboliques en dehors de la ligne de front, où elle pourra déployer des contingents importants.

Les Palestiniens ayant protesté, de leur côté, contre la nomination du colonel Hajj à la tête de la force arabe, le président Sarkis a publié, vendredi, une mise au point rappelant qu'il assume personnellement le commandement de cette force. La résistance ne paraît pas devoir insister à ce sujet.

Quant à la gauche, elle reproche au président Sarkis et aux auteurs d'accords de Ryad de ne pas avoir tenu compte de son existence et de ne pas l'avoir consultée. Mais elle ne fait pas obstruction pour autant au déploiement de la force d'intervention arabe.

La Syrie, pour sa part, a mis à dater du 5 novembre, toutes ses troupes au Liban, soit vingt-deux mille hommes, à la disposition du président Sarkis dans le cadre de la force d'intervention arabe.

PHILIPPE DECAENE.

LUCIEN GEORGE.

Israël

Le général Conen estime que la « fuite » de Mme Josette Alia a été facilitée par des « milieux haut placés »

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — « Mme Josette Alia et le Nouvel Observateur ont été l'instrument d'une machination montée contre moi par des agents en Israël qui voulaient salir mon nom. Je veux et j'ai toujours voulu que le procès que je leur ai intenté ait lieu, et qu'il ait le maximum de publicité. On s'efforce de la sorte qui est à l'origine de la publication diffamante dans le journal français au lendemain de la guerre d'octobre 1973 (le Monde du 3 novembre). Cette diffamation a été reprise à l'époque par la plupart des journaux israéliens qui ont cité le Nouvel Observateur. Mais, alors que les journaux israéliens ont publié des excuses, l'hebdomadaire français a refusé de le faire. » Le général (cadre de réserve) Shmouel Conen nous a tenu ces propos quelques instants après avoir appris que Mme Josette Alia avait quitté Israël, où elle était attachée à demeurer par décision de justice jusqu'à sa comparution, dimanche 7 novembre, devant le tribunal de Haïfa.

Celui qui a commandé le front du Sinaï pendant la dernière guerre israélo-arabe se soucie peu, a-t-il affirmé, des 250 000 livres de dommages et intérêts que lui a accordés en avril 1975 le tribunal de Haïfa en l'absence de tout représentant de la défense. Il renoncera volontiers s'il pouvait faire, grâce au procès, toute la lumière sur l'origine — des « calomnies » dont il a été l'objet. Le général Conen est même persuadé que « des milieux haut placés » ont facilité ce qu'il a appelé la « fuite » de la journa-

liste française, jeudi 4 novembre. L'avocat israélien de cette dernière, M. Adam Frost, n'assistera pas, lui non plus, à l'audience de dimanche, mais se rendra ce jour-là à Paris afin, nous a-t-il déclaré, d'examiner avec ses clients l'éventualité de consentir à l'ouverture du procès.

Lorsque l'affaire a été appelée la première fois devant la justice, la direction du Nouvel Observateur avait préféré s'abstenir afin d'éviter l'immixtion d'un journal étranger dans une affaire qui passionnait à l'époque l'opinion israélienne, et qui était le surcroît l'objet d'une enquête approfondie de la commission Agranat, qui avait été désignée afin d'établir la responsabilité des revers subis par l'armée israélienne au début de la guerre de 1973. C'est ce qu'a notamment expliqué M. Hector de Galard, rédacteur en chef de l'hebdomadaire français, dans une interview à la radio de Jérusalem.

Cette attitude, que les Israéliens ne peuvent qu'approuver sur le plan politique, est difficilement défendable au regard de la procédure judiciaire. Des experts en la matière craignent que le refus du journal et de ses collaborateurs de répondre à toutes les convocations du tribunal et de donner la moindre suite aux arguments les condamnant ne puisse que compliquer considérablement le déroulement de cette affaire. Et ce n'est pas le départ de Mme Alia, trois jours avant sa comparution, qui va la simplifier.

ANDRÉ SCÉMAMA.

Egypte

Le nouveau parlement comportera une opposition

(De notre correspondant.)

Le Caire. — Dans un climat d'enthousiasme débridé, les Égyptiens ont élu, les 28 octobre et 4 novembre, pour la première fois depuis la révolution de 1952, un Parlement pluriel.

Le parti unique, l'Union socia-

liste arabe fondée par Nasser, avait éclaté en mars dernier en trois « tribunes » fonctionnant à peu de chose près comme des formations politiques autonomes. L'organisation arabe socialiste d'Égypte, ou tribune du centre, pro-gouvernementale, se taille la part du lion avec deux cent soixante-douze sièges sur trois cent soixante. L'organisation des libéraux socialistes, ou tribune de la droite néo-libérale, aura, sous la houlette de M. Mustapha Kamel Mourad, ancien « officier libre » de 1952, treize représentants dans le nouveau Conseil du peuple (Parlement). Le Rassemblement national progressiste et unioniste, ou tribune de la gauche marxiste nassérienne, en aura deux.

L'événement le plus important de ce scrutin réside dans l'élection de quarante-neuf députés « indépendants », parmi lesquels on compte un certain nombre de jeunes nassériens, dont le chef de file passe pour être M. Kamal Ahmed, cinquante ans, ancien travailleur manuel devenu responsable des relations extérieures d'une fabrique de détergents. Il a été élu à Alexandrie. On désigne sous le nom de jeunes nassériens, les tenants de l'œuvre du premier Raïs qui ont refusé d'intégrer à la tribune de gauche, parce que celle-ci est encadrée par des marxistes.

M. Khaled Mohieddine, rapporteur de la tribune de gauche, a été élu. Certains disent que c'est moins pour ses idées que parce qu'il se présentait dans le fin fond de sa famille. Le second député de la gauche, M. Oqabbat Abdallah Abdel Halim, autodidacte ayant séjourné en France, a été élu dans le centre du Caire.

Tous les ministres ou notables ayant rang de ministres, qui se présentaient, ont été élus sauf deux d'entre eux.

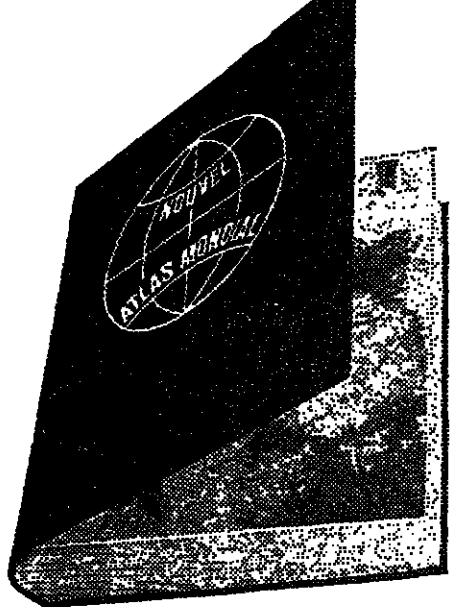
J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

DES INCIDENTS SANGLANTS

Le Caire (U.P.I., A.P.). — Le deuxième tour des élections législatives a été marqué par des incidents sanglants. A Dessouk, dans le nord du pays, la police a ouvert le feu contre des émeutiers rendus furieux par les résultats : trois personnes ont été tuées et treize autres blessées. A Kalyoub, à une quinzaine de kilomètres au nord du Caire, plusieurs dizaines de personnes ont été blessées par les policiers lors d'une attaque du poste de police de la ville : il s'agissait de partisans d'un candidat malheureux. D'autre part, les nombreux actes de violence qui avaient marqué la campagne électorale, qui a duré près de deux mois, avaient fait dix morts et plusieurs centaines de blessés.

Pour être toujours bien informé, on a besoin d'un bon atlas mondial

Format 35 x 27 x 4 cm
Cartes 34 x 52 cm



Aujourd'hui chacun veut et doit en savoir davantage sur un monde qui se renouvelle et change ses structures. En lisant son journal. En regardant la télévision. En écoutant la radio. Pour sa profession. A la table familiale. Partout et toujours, le Nouvel Atlas Mondial vous offre cette information sûre.

Vraiment tout à fait nouveau, tout à fait moderne. Avec 400 pages grand format, établies avec exactitude, imprimées avec précision, les cartes en dix couleurs, dont 26 pages d'extraordinaires cartes en relief de la France, de la Suisse, du Bénélux et de tous les continents (une présentation sans précédent) et 18 pages de cartes économiques fort instructives. Et un index géographique comportant plus de 100.000 noms, si judicieusement conçu que vous trouverez immédiatement la localité, la montagne, la vallée, le fleuve, le lac ou la région que vous cherchez. Pour vous. Pour vos enfants. Au bureau. Chaque jour. Pour être toujours bien informé. Et encore : cet atlas est un cadeau intelligent, sans cesse appelé à être consulté.

Rien ne manque, tout est d'une présentation admirable.

Le royaume Tonga dans les mers du Sud, les vraies frontières actuelles de l'Allemagne, les gisements de gaz en Sibérie, la structure des Pyrénées, l'extension actuelle de la Chine. Ainsi de suite. Et papier de première qualité. Reliure en véritable skivertex rouge, couverture et dos avec gaufrage or.

Vous avez besoin, vous aussi, d'un Nouvel Atlas Mondial.

- Pour connaître les nouvelles réalités de notre terre.
- Pour tenir à jour vos connaissances et vivre avec l'actualité.
- Pour situer les événements dont parlent votre journal, la radio ou la télévision.
- Pour aider à l'instruction de vos enfants par une documentation solide, précise, actuelle.

Mais écrivez sans tarder !

Association Européenne d'Édition, 71 bis, rue de Vaugirard, 75006 Paris
Je commande ex. du NOUVEL ATLAS MONDIAL, plus frais d'envoi 8 F

a) au prix comptant de 178 francs payable à la livraison; port en sus. Serv. 46

b) au prix crédit de 40 francs à la livraison, port en sus, et 8 mensualités consécutives de 20 francs, soit total 200 francs; le non paiement de deux acomptes rend exigible le montant total.

Biffer ce qui ne convient pas. — Ordres d'Outre-mer payables à la commande

Date..... M., Mme, Mlle.....

Adresse exacte.....

Signature.....

سكرا لى الامل

L'ÉLECTION LÉGISLATIVE DES YVELINES

La mauvaise humeur du « vieux Versailles » contre la ténacité d'un diplomate

Une fois de plus, M. Bernard Destremau, giscardien bon teint et versaillais d'adoption, va trouver sur son chemin, dans la ville royale, à l'occasion de l'élection partielle des 7 et 14 novembre, un représentant de ce clan centriste qui, depuis 1967, date de sa première élection, tente de la faire trébucher. L'ancien secrétaire d'Etat espérait bien — après la

démision de son suppléant à l'ouverture de la présente session parlementaire — que cette fois-ci la voie serait libre, puisque l'élection présidentielle de 1974 a, en principe, réunifié les modérés. C'était compter sans les réalités permanentes de la vie politique versaillaise : c'était compter aussi sans l'approche des élections municipales.

L'une des réalités qui s'imposent à M. Destremau, c'est le poids du « vieux Versailles », de ce milieu traditionnel et provincial au sein duquel les militaires en retraite, les hauts fonctionnaires, les avocats et les riches commerçants donnent le ton, de ces anciennes familles qui habitent le quartier historique, Notre-Dame ou le quartier résidentiel Châteauneuf. Ce Versailles-là ne s'est jamais tout à fait ouvert à M. Destremau et, s'il le tolère comme député, il n'entend surtout pas le voir s'emparer de la mairie. Telle est pourtant l'ambition déclarée de l'ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, qui a échoué en 1971 mais qui, avec la ténacité d'un diplomate, entend encore être présent l'an prochain pour recueillir la succession de M. André Migonot, maire (C.N.R.F.) depuis 1967, et qui, depuis quelque temps, par la maladie, c'est dans cette perspective qu'il a résolu de se représenter sans plus attendre à une élection législative.

Contre lui, le « vieux Versailles », à l'initiative de M. Edouard Bonnefous, sénateur (Gauche démocratique) et homme fort du département, a fait appel à un avocat de quarante-six ans, M. André Damien, que certains observateurs n'hésitent pas à présenter comme « la personnalité la plus connue de Versailles ». Cet homme rond et affable déploie en effet une activité débordante et multiforme. Bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de Versailles pendant plus de cinq ans, il préside des institutions aussi diverses que l'académie de Versailles, la caisse d'épargne ou l'association des officiers de réserve. Il est de toutes les manifestations, de toutes les inaugurations, de toutes les célébrations, de toutes les œuvres de bienfaisance. On le voit partout, on le voit partout, son désintéressement, son efficacité. Bref, le candidat idéal, à la fois homme neutre et notable estimé, dans le cadre du petit cercle des versaillais de souche.

M. Destremau ne le croit pas. L'ancien secrétaire d'Etat, dont l'allure sportive, la réputation d'honnêteté et les liens d'amitié avec M. Giscard d'Estaing séduisent plus particulièrement certaines couches d'électeurs nouveaux, pense que les quartiers périphériques, peuplés de cadres moyens et supérieurs, lui sont acquis. De plus, la cinquième circonscription des Yvelines ne se limite pas aux environs de Versailles. Elle englobe les communes de Saint-Cyr-l'Ecole, Bois-d'Arcy, Fontenay-le-Fleury et Rocquencourt, qui rassemblent plus du tiers des électeurs inscrits : la popularité de M. Destremau y est assurément plus grande que celle de son concurrent. C'est donc sur le milieu versaillais que le secrétaire d'Etat concentre ses efforts. Pas de réunions publiques (M. Damien n'en tient pas non plus, il préfère ce qu'il appelle des « réunions de salons »), pas d'agitation ni de propagande trop voyante, pas de profession de foi triomphante. Dans le climat feutré des hôtels particuliers ou des clubs de tennis se nouent ou se renouent des liens personnels, des relations privées, des contacts individuels. On fait tout pour les réseaux d'amis et d'obligés ; on s'abstient d'afficher son

étiquette politique, même si, sur le plan départemental, le C.D.S. soutient M. Damien et les républicains indépendants, bien entendu, M. Destremau ; on compte davantage sur les services rendus et les connaissances mondaines. Ce style n'est évidemment pas celui de la gauche. Son principal porte-parole est ici le représentant du parti communiste, M. Jean Cuguen, maire de Saint-Cyr-l'Ecole. Inamovible adversaire des candidats de la majorité depuis 1968, il les a, comme il dit, « tous essayés les uns après les autres ». M.M. Migonot en 1967, 1968 et 1973 (et même, en 1968, M. Courve de Murville dans la circonscription voisine qui devait éliminer M. Rocard). Il y a trois ans, il a obtenu au premier tour 22,22 % des suffrages exprimés et au second tour 41,17 %.

Cet homme ouvert et rassurant, qui incarne une image à la fois sérieuse et tolérante du communisme, s'appuie sur sa réussite à la tête de la municipalité — qu'il dirige depuis 1953 — pour offrir aux électeurs, avant tout, la figure d'un bon administrateur. Sa cote personnelle dépasse, incontestablement, celle du parti communiste en tant que tel. Si l'on ajoute que celui-ci détient aussi la mairie de Fontenay-le-Fleury et que, à Bois-d'Arcy, il y a vingt mois, à l'occasion d'une élection partielle, la liste d'union de la gauche conduite par le suppléant de M. Cuguen a enlevé les onze sièges en compétition (sur vingt-trois), on est conduit à penser que la gauche deviendra la majorité hors de Versailles. Du reste, le décapage de la circonscription n'a pas d'autre objet que la neutralisation de cette forte minorité à dominante communiste. Mais la population de Versailles stagne ou décroît quand celle de la périphérie augmente.

La « cible » du P.S.

La gauche, c'est aussi le parti socialiste, dont le candidat n'avait recueilli que 11,28 % des suffrages exprimés en 1973. « Parachutée » de Neuilly, Mme Nicole Questiaux a bon espoir d'améliorer notablement ce score, même si l'écart qui la sépare du P.C. lui interdit de renouveler l'opération de Châteauneuf, où Mme Edith Cresson avait réussi, en septembre 1975, à renverser la situation au profit du P.S. Mme Questiaux ne manque cependant pas d'atouts. D'abord la « sociologie » de cette population nouvelle qui correspond en principe à la cible du parti socialiste. Ensuite une campagne active renforcée par la participation des principaux dirigeants du P.S. et qui devrait même se prolonger hors de la circonscription, à Velizy, où travaillent bon nombre des habitants de Versailles et des communes avoisinantes.

Enfin la personnalité de la candidate. Maîtresse des requêtes au Conseil d'Etat — un titre qui peut en rassurer plus d'un, — Mme Questiaux — quarante-cinq ans, les cheveux blancs, le regard décidé et le sourire bienveillant — a présidé la « délégation nationale pour l'union des socialistes » qui fut chargée en 1971 de préparer le congrès d'Epinal, où naquit le nouveau parti. Connue des militants, elle a été choisie par eux notamment parce que, spécialiste des questions de politique étrangère, elle semblait bien placée pour donner la réplique à M. Destremau. Mais elle s'est vite aperçue que ces questions étaient loin d'être au centre des préoccupations de ses électeurs. Ce qu'elle a découvert, en revanche, avec une certaine candeur, c'est que leurs préoccupations illustraient bien les positions nationales du P.S.

Mme Questiaux devra compter avec plusieurs concurrents directs. M. Dominique Vastel, membre du bureau national des radicaux de gauche, tentera en effet de capter un courant radical qui, aux istères de la majorité et de l'opposition, cherche à s'affirmer dans le département. Mme Genrière, député socialiste de la Seine, tentera de capter un courant radical qui, aux istères de la majorité et de l'opposition, cherche à s'affirmer dans le département. Mme Genrière, député socialiste de la Seine, tentera de capter un courant radical qui, aux istères de la majorité et de l'opposition, cherche à s'affirmer dans le département.

Les 25 et 26 novembre

M. GISCARD D'ESTAING SE RENDRA A VERDUN, METZ NANCY ET STRASBOURG

M. Valéry Giscard d'Estaing se rendra dans l'est de la France les 25 et 26 novembre, à l'occasion de l'inauguration de l'autoroute Paris-Strasbourg. Le chef de l'Etat évoquera au cours de son voyage, a indiqué M. Jean-Philippe Leca, porte-parole de l'Elysée, « le problème des collectivités locales ».

Le programme de M. Giscard d'Estaing n'a pas été rendu public. On sait cependant qu'arrivé le 25 à Rizin (Meuse), le président de la République se rendra à Verdun, puis à Metz, où il déjeunera, et à Nancy. Il sera le 26 à Strasbourg.

(Publicité)

CERCLE GASTON CREMIEUX

13, rue du Cambodge, 75002

Au cinéma LE MARAIS, 20, rue du Temple, projection du film

de Robert Robert

Résumé provenant d'Allemagne,

opéra d'origine polonaise

produit par l'Institut National

de l'Audiovisuel

le dimanche 7 novembre

à 10 heures

La projection sera suivie d'un

débat avec le réalisateur.

Participation aux frais.

La station FR3 de Lille et M. Michel d'Ornano

De notre correspondant

Lille. — Venu vendredi à Lille présenter devant quelque cent cinquante personnes réunies par le club Perspectives et Réalités, le livre du président de la République, M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, a trouvé un auditoire beaucoup plus considérable que la station régionale de FR 3 qui lui a consacré la totalité de son émission d'information du soir. C'est la première fois qu'une telle formule était employée. Cette innovation suscitait certainement de nombreux commentaires. Elle peut cependant être intéressante — sous réserve que l'actualité régionale n'offre rien de très saillant et elle n'est pas pratiquée à sens unique.

Quatre films très courts de bonne qualité avaient été préparés sur les sujets qui préoccupent la région : le textile, le charbon, la sidérurgie et l'automobile, sur lesquels le rédacteur en chef de la station, M. Jean-Pol Guouven, par des interrogations très directes, sollicitait l'avis de M. d'Ornano.

Le ministre répondit surtout par des considérations générales qui ne manquaient certes pas d'intérêt, mais sans retenir pour autant toutes les questions qui lui étaient posées. A propos du textile, il a notamment déclaré qu'il fallait une volonté en France et surtout dans le Nord de maintenir un textile puissant. Qu'on

ne nous dise pas que cela n'est pas possible en raison de la concurrence des pays du tiers-monde. Il suffit de voir la force de l'industrie textile aux Etats-Unis... Pour sauver une entreprise en difficulté, trois conditions sont indispensables : trouver une direction valable, établir un plan fiable de redressement, trouver des industriels qui pourront investir des capitaux. Si ces trois conditions ne sont pas remplies, une aide ne se justifie pas, car on retournerait très vite à la situation antérieure.

On peut freiner la récession charbonnière dans la région, a déclaré M. d'Ornano, mais il y a des limites. Quand M. Marchais affirme que cette région dispose en réserve d'un milliard de tonnes de houille exploitable, il « commet une mauvaise action » en donnant aux travailleurs de fausses illusions.

Le ministre de l'Industrie a enfin promis un effort particulier de l'Etat pour que la conversion de la sidérurgie du Valenciennois se fasse dans de bonnes conditions. — G.S.

● M. Paul Antier, ancien ministre, a annoncé, vendredi 5 novembre, qu'il conduira une liste « pour la défense d'Antibes » aux élections municipales de 1977, sans autre étiquette.

LA FAMILLE, ÇA VA ?

France 1976. On se marie, on se marie... comme jamais!

Chacun prédit la mort de la famille. Elle se porte bien, merci.

Votre fille vous quitte ? Elle se marie, bien sûr.

On divorce beaucoup ? Oui, pour se remarier, avoir d'autres enfants...

C'est à n'y rien comprendre ! Que faire ? Se pencher sur le « phénomène ».

Demander partout : « La famille, ça va ? » Le Nouvel Observateur l'a fait.

En vente dès aujourd'hui.



LE NOUVEL observateur

● GIRONDE

M. FRANÇOIS MITTERRAND, premier secrétaire du parti socialiste, venu à Pauillac soutenir la candidature de M. Raymond Julien, radical de gauche, conseiller général, a déclaré vendredi 5 novembre : « A deux ans des élections générales, votre bulletin de vote pèse lourd. Vous avez à choisir non pas tellement des hommes, mais un programme politique capable de changer la société. (...) De petits bouts de France vont se porter comme témoins de la France entière. Quelques dizaines de milliers d'électeurs vont avoir la charge de faire savoir ce que pense la France. »

● RHONE

M. MICHEL MOUSEL, membre du secrétariat national du P.S.U., a posé une série de questions aux partis de gauche à propos des nationalisations, au cours d'un meeting organisé vendredi 5 novembre à Villefranche-sur-Saône pour soutenir la candidature de son parti, M. Gérard Dubreuil. Il a notamment demandé : « Dans quel délai, à partir de la victoire électorale de la gauche, les nationalisations interviendront-elles ? (...) Quelle sera l'attitude du gouvernement à l'égard des entreprises dont les travailleurs demanderaient la nationalisation ? Selon quels critères répondrait-il à une telle revendication ? (...) »

POLITIQUE

AU PALAIS DU LUXEMBOURG

Cours de médecine pour les sénateurs

Le Sénat a engagé, le 5 novembre, un débat sur une question de Mme JACQUELINE ALEXANDRE-DEBRAY, sénateur, non-inscrit, de Paris, concernant la prévention médicale périnatale. « Le taux de mortalité périnatale », déclare Mme Alexandre-Debray, « demeure trop élevé en France. Il est de dix-huit à vingt-trois pour mille contre douze pour mille seulement en Suède. L'objectif est de réduire aussi l'importance du nombre des handicapés dont l'infirmité a pour cause une mauvaise grossesse ».

« L'étude de rationalisation des choix budgétaires réels, dit-elle, que, passant de quatre à sept consultations obligatoires prénatales, on envisage de faire cinq cents morts et quatre mille handicapés par an ».

« Les pouvoirs publics n'ont pas retenu cette mesure, considérant qu'elle coûte trop cher. Cependant, la collectivité y gagnerait ».

« Le ministère de la santé », souligne Mme VIEL, « étudie les modalités d'une prise en charge totale de l'ensemble des frais médicaux afférents à la grossesse pendant sa période la plus vulnérable, ainsi que celle des frais afférents à la stérilité ».

Dans son intervention, M. HENRIET (ind.) a contesté la méthode analogique d'accouchement, dite « spirale », que Mme Alexandre-Debray avait préconisée. « Cette méthode », a-t-il déclaré, « a été utilisée par le sénateur du Doubs, entré dans 30 % des cas de l'application des forces de l'obstétrique, sans la moindre complication, sans que l'application de cette méthode ait entraîné des complications graves ».

Au cours de la séance de la matinée, Mme VIEL a répondu à M. Marcel CHAMPELLE, président du groupe socialiste, l'égard des maladies rénales : « Le traitement de l'insuffisance rénale chronique par hémodialyse dérivée », a-t-elle déclaré, « est répandu avec une extrême rapidité. De mille sept cent quarante malades traités en 1971, on est passé à six mille cent vingt actuellement. Tous les malades sont traités et la répartition encore inégale des équipements oblige certains à suivre le traitement dans un

centre éloigné de leur domicile, des difficultés disparaissent au fur et à mesure qu'intervient l'installation des centres programmés en cours de réalisation. Je m'attache, d'autre part, à développer la dialyse à domicile. Outre sa supériorité dans le domaine médical et dans le domaine social, cette méthode est l'outil de la lutte contre la mortalité et l'invalidité en centre ».

Le ministre reconnaît toutefois que le développement du traitement de l'insuffisance rénale par transplantation n'a pas suivi le même rythme. « Depuis plusieurs années, précise-t-elle, le nombre annuel des transplantations est de l'ordre de cent cinquante, alors qu'il serait souhaitable d'arriver à mille. Mais l'expérience a montré qu'une campagne de propagande de recrutement ne saurait retourner la situation. Les embarras pratiques, administratifs ou financiers sont un obstacle plus grand que la suffisance du nombre des donneurs. Pour mieux connaître ces embarras, conclut Mme VIEL, et les dominer, j'ai demandé une enquête à l'inspection générale du ministère ».

Excédents de sucre

Au cours de la même séance du matin, M. JACQUES PELLETIER (gauche démocratique), avait protesté contre la déclaration de M. Olivier SIKM concernant le sort de l'île de Mayotte. Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM avait notamment déclaré : « L'insuffisance pure et simple du budget des DOM-TOM n'est pas le seul facteur de leur situation. Par exemple, l'île entrerait à part dans le marché commun, ce qui entraînerait des difficultés insurmontables. Il paraît donc plus réaliste de proposer pour cette île un statut original, d'ailleurs susceptible d'évolution, qui tienne compte des réalités locales ».

M. PELLETIER : « Les Mayots se sont prononcés à la majorité des deux tiers pour le maintien de leur île dans la République française. Le 11 avril 1976, de nombreux conseillers, ils ont réclamé le statut de département, et vous même vous êtes prononcé dans ce sens en termes non équivoques. Il semblait alors acquis que le vote de la population, de bien vouloir soumettre à l'examen du Conseil constitutionnel la question de savoir si l'engagement international du 20 septembre 1976 comporte des clauses contraires à la Constitution ».

Répondant à M. JEAN COLIN (ind. cent.), qui l'interrogeait au sujet des risques de pénurie de sucre, M. PIERRE BROUSSE, ministre du commerce, a apporté les précisions suivantes : « La campagne de 1976 fournira en métropole 2 millions 600 000 tonnes, à quoi s'ajoutent 350 000 tonnes en provenance des DOM-TOM, soit presque 3 millions de tonnes. Or, la consommation annuelle de la France ne dépasse pas 2 millions de tonnes. De plus, la production de la C.E.E. en dehors de la France, laissera 1 300 000 tonnes d'excédent. Aucune pénurie, aucune hausse des prix n'est en vue ».

MISE AU POINT. — M. Pierre Brousse, ministre du commerce et de l'industrie, conteste la version de son intervention devant la commission sénatoriale des affaires économiques telle qu'elle a été donnée le 3 novembre dans le communiqué du service des commissions du Sénat (Le Monde du 5 novembre). Il fallait lire, et non pas, comme il a été écrit, « En ce qui concerne les régimes fiscaux et sociaux des non-salariés, le ministre a indiqué que l'échéance fixée par la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat serait respectée. Il a fait observer que l'harmonisation fiscale était liée, de par la loi elle-même, à une meilleure connaissance des revenus. Pour ce faire, il est nécessaire, a-t-il dit, que chacune des deux parties fasse « un bout de chemin ». Et c'est ainsi que l'on pourra aboutir à l'harmonisation à l'échéance prévue ».

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, a indiqué devant la commission sénatoriale des affaires culturelles, qu'il avait engagé des négociations avec le ministre de la défense en vue de faire bénéficier les appelés du service national d'une affectation dans des lieux proches de ceux du club sportif qu'ils ont animé.

M. François Bordry, membre du secrétariat national du Centre des démocrates sociaux et secrétaire national des Jeunes Démocrates sociaux, a publié jeudi 4 novembre une déclaration dans laquelle il affirme notamment : « Le budget pour 1977 de la jeunesse et des sports est exemplaire, de bien vouloir soumettre à l'examen du Conseil constitutionnel la question de savoir si l'engagement international du 20 septembre 1976 comporte des clauses contraires à la Constitution ».

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CULTURE : des ressources limitées pour un besoin infini

déclare Mme Françoise Giroud

Vendredi 5 novembre, sous la présidence de M. LEBENARDT (P.S.), l'Assemblée nationale examine le budget de la culture. Pour M. JOSEPHIN (P.S.), rapporteur spécial, ce budget souffre du poids excessif des équipements lourds : en 1977, les théâtres nationaux et le Centre Pompidou absorberont en 1977 des dépenses ordinaires. A son avis, aucun des objectifs poursuivis en matière de conservation du patrimoine, d'aide à la création, d'animation et de diffusion, ne pourra être atteint. « Le secrétariat d'Etat », affirme-t-il, « va continuer à servir en continuant par des transferts d'argent, baptisés « redéploiements », les brèches les plus visibles : il ne pourra pas mener de politique culturelle digne de ce nom ».

A l'invitation du rapporteur, la commission des finances a rejeté les crédits de la culture pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur « la situation, très préoccupante » des services chargés de la conservation du patrimoine.

Rapporteur pour avis, M. FILLOUX (P.S.) déclare : « L'ensemble des crédits en discussion n'ouvre qu'une alternative : abandonner le patrimoine ou renoncer à la culture vivante. Les termes du choix ainsi offerts ne peuvent être que refusés, car c'est un choix impossible. « Il nous faut rejeter ce budget », conclut-il, « et suggérer au gouvernement la préparation d'une loi-programme sur le développement culturel ».

« Le cinéma », déclare M. FILLOUX, « est en situation de crise. Les crédits de la culture, qui ont été réduits de 10 %, ne permettent pas de maintenir le niveau de la production de films. La production de films diminue, la production de films diminue, la production de films diminue... ».

« Le cinéma français », déclare M. FILLOUX, « est en situation de crise. Les crédits de la culture, qui ont été réduits de 10 %, ne permettent pas de maintenir le niveau de la production de films. La production de films diminue, la production de films diminue, la production de films diminue... ».

défavorables à l'adoption des crédits du cinéma.

« Je me présente devant vous », déclare Mme FRANÇOISE GIROUD, secrétaire d'Etat à la culture, et chargée de défendre un budget qui met en regard d'un besoin infini des ressources limitées. « C'est ce qui est au Centre Georges-Pompidou, symbole de la modernité, réel, unique au monde », le ministre justifie la hausse des crédits qui lui sont dévolus, sans se dissimuler la lourdeur de la charge ainsi imposée à un département ministériel auquel il incombe à la fois « d'entretenir des cathédrales et des danses », et de protéger, et conservation, d'autre part création et diffusion.

« Depuis deux ans », reconnaît Mme Giroud, la seconde en raison notamment de l'inflation, s'exerce au détriment de la première. « Il faut mettre fin à cette situation déplorable », ajoute-t-elle avant d'ajouter que « pour corriger le déséquilibre entre Paris et le reste de la France, il faut augmenter sensiblement la part réservée au développement de la pratique culturelle en province ».

« La décentralisation du théâtre », précise-t-elle, « doit être soutenue et encouragée ».

Mme Giroud souligne ensuite l'importance de l'irruption de la télévision sur la scène culturelle, irruption aux résultats ambigus : « Elle a vidé le théâtre de son public, mais elle a vidé les salles ; jamais autant de Français n'ont vu autant de films, mais le nombre des entrées dans les cinémas diminue ; la production de films diminue, la production de films diminue, la production de films diminue... ».

« Le cinéma français », déclare M. FILLOUX, « est en situation de crise. Les crédits de la culture, qui ont été réduits de 10 %, ne permettent pas de maintenir le niveau de la production de films. La production de films diminue, la production de films diminue, la production de films diminue... ».

laire. Aussi s'emploiera-t-on à permettre à chacun de « retrouver les gestes de la création, le bonheur d'être et de faire, les pratiques culturelles oubliées ».

Mme Giroud conclut : « La situation économique nous condamne à une pause relative dans la mise en œuvre de réalisations spectaculaires. Je souhaite en profiter pour tracer les lignes nouvelles d'une politique de la culture. Entre le mercantilisme culturel et la confiscation des esprits par un Etat autoritaire, la voie est étroite, mais c'est la voie royale, la seule digne de la France ».

Dans la discussion générale, M. FREDERIC-DUPONT (R.I., Paris) s'élève contre le sort réservé au projet de Musée du XIXe siècle. M. MESMIN (réf. Paris), qualifie le Centre Beaubourg de « monument de prébénédictine à l'architecture d'après la mode ».

M. MARCUS (U.D.R., Paris) précise que son groupe votera ce budget, « sans pour autant approuver tout ce qui a été ou sera fait ». Pour M. CHAMBAZ (P.C., Paris), « ce mini-budget conduit à des coupures et à des gaspillages ». M. MAYOUD (R.I., Rhône) ne votera pas un budget « qui accentue les disparités Paris-province ».

Après les interventions de MM. BIZET (app. U.D.R., Manche), BICHAT (R.I., Meurthe-et-Moselle) et de Mme MISSOFFE (U.D.R., Paris), M. CANTIER (R.I., Paris) note que Beaubourg existe et que Paris en a besoin, tandis que M. FISZBIN (P.C., Paris) dénonce le « mythe de l'opulence parisienne ».

Revenant à la parole, Mme GIROUD indique qu'elle verra à ce que Beaubourg « irrigue la province » et affirme préférer la centralité de l'argent à celle de l'Etat, car on peut la combattre « sans être économiste ».

L'Assemblée repousse ensuite plusieurs amendements, conséquence du rejet par la commission des finances des crédits de la culture. Elle adopte en revanche un amendement du gouvernement qui majore de 20 millions de francs les crédits destinés à la musique et à la danse.

Le budget de la culture est finalement adopté.

PATRICK FRANCES.

S'IL EST JUGÉ CONFORME A LA CONSTITUTION

Le projet d'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel sera soumis au Parlement

annonce M. Giscard d'Estaing

M. Valéry Giscard d'Estaing a annoncé à M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel, reçu vendredi après-midi 5 novembre à l'Élysée, son intention de soumettre à l'examen du Conseil « la question de savoir si l'engagement international du 20 septembre 1976 comporte des clauses contraires à la Constitution ».

Cet engagement, signé à Bruxelles par les Neuf, porte sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. Le Conseil constitutionnel se prononcera, a précisé M. Frey, dans un délai

d'un mois à partir de sa saisine officielle. S'il juge l'accord de Bruxelles conforme à la Constitution, un projet de loi portant ratification de cet accord sera soumis au Parlement : le chef de l'Etat exclut en effet dans sa lettre le recours au référendum et indique son choix de la procédure parlementaire.

M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Élysée, a rappelé que le Conseil constitutionnel, saisi il y a six ans du traité du 23 avril 1970 établissant un contrôle du Parlement européen sur les « ressources

propres » de la Communauté, avait estimé celui-ci compatible avec la Constitution.

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a souligné que la question principale demeure celle des « pouvoirs de l'Assemblée ainsi constituée ».

Samedi 6 novembre, en fin de matinée, on assurait à l'Élysée que le président de la République demanderait une modification de la Constitution si le Conseil déclarait le projet incompatible avec celle-ci.

La lettre du président de la République

M. Giscard d'Estaing a remis à M. Frey, président du Conseil constitutionnel, la lettre suivante :

« Lors de sa réunion tenue à Rome les 1^{er} et 2^e décembre 1975 le Conseil européen est intervenu que l'Assemblée serait élue au suffrage universel direct à une date unique, située en mai ou juin 1978. Cette prise de position s'est traduite, sur le plan juridique, par une décision du Conseil des Communautés européennes en date du 20 septembre 1976, à laquelle est joint un acte qui

détermine la répartition des sièges entre les États membres.

Avant de demander au Parlement l'autorisation d'approuver la décision du Conseil des Communautés européennes, je veux m'assurer de sa compatibilité avec la Constitution, au respect de laquelle j'ai missionné le Conseil constitutionnel. Aussi je me propose de vous demander, en application de l'article 54 de la Constitution, de bien vouloir soumettre à l'examen du Conseil constitutionnel la question de savoir si l'engagement international du 20 septembre 1976 comporte des clauses contraires à la Constitution ».

M. de Guiringaud : l'assemblée élue

est le complément de l'exécutif européen

« L'action de la France pour la construction européenne est une action d'ensemble nationale. Une majorité de députés étrangers, sur lesquels l'influence de Bonn et de Washington serait déterminante, légiférerait pour la France. Étonnante façon de concevoir la démocratie ! »

« L'Assemblée élue », déclare M. de Guiringaud, « n'est qu'un organe d'appoint, un organe d'appoint, un organe d'appoint... ».

« L'Assemblée élue », déclare M. de Guiringaud, « n'est qu'un organe d'appoint, un organe d'appoint, un organe d'appoint... ».

De nouvelles réactions

M. DEBRÉ : la Constitution est limitative.

M. Michel Debré, ancien premier ministre, a déclaré, vendredi 5 novembre, sur Antenne 2, que « on ne peut pas faire appel à la souveraineté nationale en dehors des cas qui sont prévus par l'acte fondamental de la République ». Selon M. Debré, la Constitution « fixe d'une manière inéluctable les cas d'appel au suffrage universel direct » (l'élection du président de la République et des députés à l'Assemblée nationale) et « on ne peut pas ajouter un cas supplémentaire ».

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, vice-président de la Fédération nationale des républicains indépendants, a déclaré au micro d'Europe 1, vendredi 5 novembre : « On connaît bien le dynamisme et la capacité de M. Chirac, et je suis persuadé que l'action qu'il va

M. GUÉNA : ce n'est pas tout le dossier.

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a affirmé vendredi 5 novembre : « Nous savons très bien que le président de la République a droit de saisir le Conseil constitutionnel sur le point de savoir si une révision de la Constitution est nécessaire avant de faire délibérer le Parlement sur le projet de loi relatif à l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne. C'est un aspect important du dossier, mais ce n'est pas tout le dossier. Il reste la question des modalités de l'élection [...] ».

« L'Assemblée élue », déclare M. de Guiringaud, « n'est qu'un organe d'appoint, un organe d'appoint, un organe d'appoint... ».

« L'HUMANITÉ » : un numéro d'illusionnisme

Yves Moreau écrit dans l'écrit de l'Humanité, organe central du P.C.F., samedi 6 novembre : « L'extension des compétences du Parlement européen ne

peut se faire qu'au détriment de celle de l'Assemblée nationale. Une majorité de députés étrangers, sur lesquels l'influence de Bonn et de Washington serait déterminante, légiférerait pour la France. Étonnante façon de concevoir la démocratie ! »

« L'Assemblée élue », déclare M. de Guiringaud, « n'est qu'un organe d'appoint, un organe d'appoint, un organe d'appoint... ».

« L'Assemblée élue », déclare M. de Guiringaud, « n'est qu'un organe d'appoint, un organe d'appoint, un organe d'appoint... ».

« L'Assemblée élue », déclare M. de Guiringaud, « n'est qu'un organe d'appoint, un organe d'appoint, un organe d'appoint... ».

« L'Assemblée élue », déclare M. de Guiringaud, « n'est qu'un organe d'appoint, un organe d'appoint, un organe d'appoint... ».

« L'Assemblée élue », déclare M. de Guiringaud, « n'est qu'un organe d'appoint, un organe d'appoint, un organe d'appoint... ».

« L'Assemblée élue », déclare M. de Guiringaud, « n'est qu'un organe d'appoint, un organe d'appoint, un organe d'appoint... ».

12 millions de francs pour l'enseignement agricole

M. DENIS (R.I.) présente

un amendement de la commission de la production destiné à marquer sa volonté de voir majorer « très substantiellement » les crédits de l'enseignement agricole.

M. BONNET, ministre de l'Agriculture, souligne le caractère « paradoxal » des critiques de l'opposition. Elle déplore que la fin de la loi de finances du budget « alors qu'elle a refusé de voter l'aide de 6 milliards de francs aux agriculteurs victimes de la sécheresse, effort

non négligeable comparé aux 180 millions de francs accordés aux agriculteurs allemands par le gouvernement socialiste de la R.F.A. ».

M. BONNET, ministre de l'Agriculture, souligne le caractère « paradoxal » des critiques de l'opposition. Elle déplore que la fin de la loi de finances du budget « alors qu'elle a refusé de voter l'aide de 6 milliards de francs aux agriculteurs victimes de la sécheresse, effort

« L'Assemblée élue », déclare M. de Guiringaud, « n'est qu'un organe d'appoint, un organe d'appoint, un organe d'appoint... ».

« L'Assemblée élue », déclare M. de Guiringaud, « n'est qu'un organe d'appoint, un organe d'appoint, un organe d'appoint... ».

« L'Assemblée élue », déclare M. de Guiringaud, « n'est qu'un organe d'appoint, un organe d'appoint, un organe d'appoint... ».

مجلس الامم المتحدة

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES
61, rue Froidevaux - 75014 PARIS
A.T.P. s.a. au capital de 642.000 F.

150

MODELES VITRES

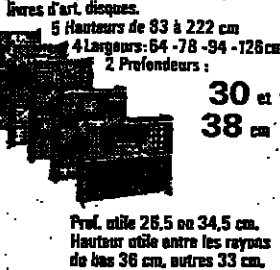
Superposables - Juxtaposables
Démontables - Accordables
Voir nos combinaisons d'assemblage
**Installez-vous...
ULTRA-RAPIDEMENT
Vous-même!**

BIBLIOTHEQUES STANDARD VITRES
7 hauteurs de 84 à 224 cm
4 largeurs : 84 - 104 - 124 - 144 cm
2 profondeurs :



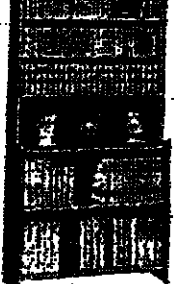
20 et 25 cm
Prof. utile 16,5 cm ou 21,5 cm.
Hauteur utile entre les rayons de base 36 cm, autres 33 cm.

BIBLIOTHEQUES GRANDE PROFONDEUR
Spécialement conçues pour servir de base à nos modèles standard ou pour très gros volumes, encyclopédies, livres d'art, etc.
5 hauteurs de 83 à 222 cm
4 largeurs : 84 - 104 - 124 - 144 cm
2 profondeurs :



30 et 38 cm
Prof. utile 28,5 cm ou 34,5 cm.
Hauteur utile entre les rayons de base 36 cm, autres 33 cm.

MODELES STANDARD VITRES

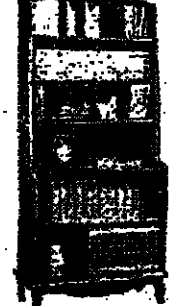


TOUS FORMATS
Haut. 195 cm - Larg. 94 cm
Prof. 30/20 cm



BIBLIOTHEQUE SECRETAIRE
Haut. 222 cm - Larg. 94 cm
Prof. 38/26 cm

MEUBLES RUSTIQUES VITRES

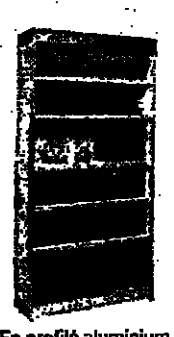


RUSTIQUE TOUS FORMATS
Haut. 205 cm - Larg. 94 cm
Prof. 42/27,5 cm



RUSTIQUE
Haut. 208 cm - Larg. 116 cm
Prof. 33 cm

BIBLIOTHEQUES CONTEMPORAINES



En profilé aluminium
Haut. 200 cm - Larg. 94 cm
Prof. 25 ou 35 cm



Tous formats avec portes pleines coulissantes
Haut. 245 cm - Larg. 94 cm
Prof. 45/35 cm

MEUBLES COLLECTIVITES superposables - vitrés - fermant à clé 2 modèles - 2 largeurs - 2 profondeurs



Mis au point pour les COLLECTIVITES, entièrement FERMES A CLE :
Côtés, étagères et portes pleines en panneaux de particules bois revêtues acrylique décoré.
Bais de chemin de roulement en alu oxydé ton or.
Glaces de 8 mm, joint profilé, avec onglet.
Ton acéjou moyen, vernis cellulosique satiné.
MODELE 410 C : haut. 222, larg. 78, prof. 38-25.
Partie basse : prof. 38, prof. utile 33, 1 rayon de 71 cm fermé en façade par 2 portes ouvrantes avec serrure. 1 étagère intérieure.
Partie haute : prof. 25, prof. utile 21,5, 1 rayon de 137 cm fermé en façade par 2 glaces coulissantes avec sabots et chemin de roulement, fermeture par serrure, 4 étagères intérieures. Réglages sur crémaillères.

MODELE MEDICAL
mêmes caractéristiques que les meubles Collectivités mais en STRATIFIE BLANC MAT pour hôpitaux, cliniques, docteurs, biologistes, infirmiers FERMANT ENTIEREMENT A CLE

PRIX IMBATTABLES
LIVRAISON RAPIDE



Si vous aimez les livres...
Si vous êtes adhérent à un club littéraire...
et si vous ne savez plus... où les mettre

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

La Maison des Bibliothèques de Paris vous dit : voulez-vous les conserver, les protéger, les classer ? Notre catalogue photographique illustré présente plus de 150 modèles de bibliothèques, vitrées ou non, convenant à tous les formats, du Livre de Poche aux grandes Encyclopédies.

Vous y trouverez une très grande variété de modèles STANDARD VITRES, juxtaposables, superposables, qui vous permettront de vous installer TRÈS RAPIDEMENT VOUS-MÊME, en quelques heures, sans aucune fixation, par simple pose.

A DES PRIX IMBATTABLES... COMPARÉZ-LES !
Démontables, pratiques, solides, élégants, pouvant contenir en plus des livres, des disques, des objets d'art, etc.

Leur teinte ACAJOU s'harmonise avec tous les styles. Nos modèles STANDARD, d'une solidité parfaite et d'une stabilité garantie, vous permettront d'augmenter la capacité de votre bibliothèque par SUPERPOSITION, SANS AUTRE ENCOMBREMENT QU'EN HAUTEUR.

Vous pourrez, par JUXTAPOSITION, couvrir de très grandes surfaces murales, utiliser les coins grâce à nos étagères d'angle et agrémenter votre bibliothèque d'un quart de rond.

Nos modèles STANDARD peuvent être exécutés dans différentes essences de bois, claires ou foncées, et également en stratifié blanc mat non vitré.

MODELES RUSTIQUES EXCLUSIFS JUXTAPOSABLES
Nous vous offrons aussi un choix EXCLUSIF très important de BIBLIOTHEQUES juxtaposables et superposables, de hauteur, largeur et profondeur différentes.

MODELES CONTEMPORAINS EXCLUSIFS JUXTAPOSABLES
Modernes et élégants, présentés en 2 hauteurs, 2 largeurs, 2 profondeurs, 2 couleurs, réalisés en profilé aluminium anodisé brossé, étagères réglables, juxtaposables.

Pouvant être équipés de vitrines.
MODELES COLLECTIVITES JUXTAPOSABLES
Meubles vitrés pouvant être ENTIEREMENT FERMES A CLE.

4 modèles, spécialement mis au point pour les Collectivités, Bibliothèques Municipales, Comités d'Entreprises, Laboratoires, Docteurs, Infirmières, etc.

NOTRE DEPARTEMENT "SUR MESURE"
Se tient GRATUITEMENT à votre disposition pour résoudre, avec vous, tous vos problèmes d'aménagement et assurer l'exécution de meubles bibliothèques modernes ou de style dans différentes essences de bois. Vous recevrez un DEVIS GRATUIT, sans engagement de votre part, dans un délai court et à des prix très étudiés.

Vous pouvez nous consulter pour tous vos problèmes de décoration. Nos spécialistes sont à votre disposition pour Paris et la grande banlieue, afin de vous suggérer une installation peu coûteuse, élégante, dans l'essence de bois qui vous convient.

Nous vous assurons, par avance, que nous apporterons nos meilleurs soins à l'exécution de votre commande. Notre service Après-Vente restera à votre disposition.

Examinez la qualité des matériaux, les techniques modernes de fabrication, la diversité et l'élégance de nos modèles, nos milliers de références de Particuliers et d'Administrations importantes.

En consultant le tarif joint au catalogue, vous pourrez chiffrer exactement le coût de votre installation sans aucune surprise.

Nos expéditions sont FRANCO et rapides toutes destinations France Métropolitaine. Vous serez avisé du délai de l'expédition à la confirmation de votre commande.

Venez visiter nos expositions à Paris et en Province. Vous pourrez ensuite comparer nos Prix, sans surprise, (vitrines et port compris). Nous sommes alors sûrs de vous compter parmi nos fidèles clients.

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

N.B. : Facilités de Retour en cas de non convenance.

NOS EXPOSITIONS EN PROVINCE

Ouvertes tous les jours, même le Samedi de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h

- * AMIENS : RUE DES CHAUDRONNIERS
- * BORDEAUX : RUE ROUFFARD
- * CLERMONT-FD : RUE G. CLEMENCEAU
- * GRENOBLE : RUE SAINT-LAURENT
- * LILLE : RUE ROQUENOT
- * LYON : RUE DE LA REPUBLIQUE
- * MARSEILLE : RUE PARADIS
- * MONTPELLIER : RUE DE LA GARE
- * NANTES : RUE GAMBETTA
- * NICE : RUE DE LA ROCHETTE
- * RENNES : RUE DE LA GARE
- * STRASBOURG : RUE DE LA GARE
- * TOULOUSE : RUE DE LA GARE
- * TOURS : RUE DE LA GARE

* fermé le lundi matin - ** fermé le lundi.

BON POUR

catalogue illustré GRATUIT

Veuillez m'adresser sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHEQUES VITRES contenant tous détails : hauteur, largeur, profondeur, bois, coloration, prix, etc.

M. _____

N. _____

OU téléphonez à 633.73.33

répondeur automatique 24 h sur 24 et jours fériés.

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

61, rue Froidevaux - 75014 PARIS
Magasin ouvert tous les jours de 9 h à 19 h sans interruption même le samedi
Métro : Edgar Quinet - Galté - Raspail. Autobus : 28-38-58-58

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES
61, rue Froidevaux - 75014 PARIS
A.T.P. s.a. au capital de 642.000 F.

100

COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE

par simple pose, sans aucune fixation
Du meuble individuel au grand ensemble

EXEMPLES DE JUXTAPOSITION ET SUPERPOSITION

MODELES STANDARD VITRES

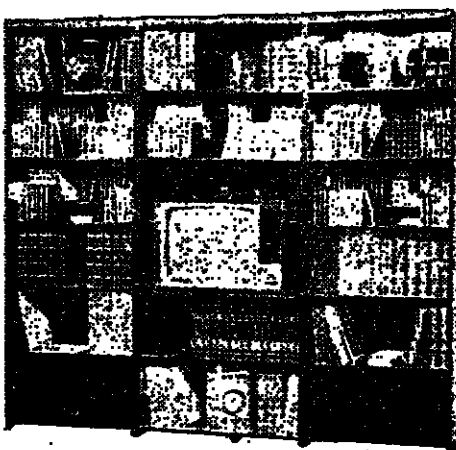
Étagères en multipil, montants en aggloméré bois (panneaux de particules) placage acéjou traité ébénisterie, vernis cellulosique satiné, teinte acéjou s'harmonisant avec tous les styles. Fonds contre-plaqué.

Vitrines coulissantes avec onglets, bords droits. Peuvent être exécutées en d'autres essences de bois ou présentation : Acajou, Chêne, Sapelli, Merisier.

Bois traité à l'acide ou à l'essence. En stratifié blanc (non vitré).

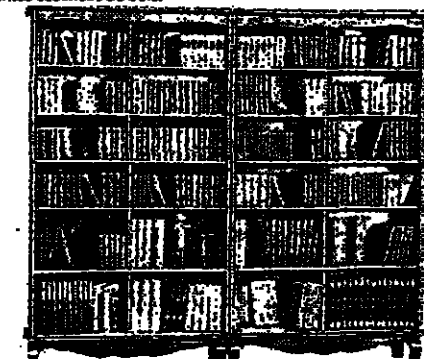


JUXTAPOSITION ET SUPERPOSITION DE 8 MEUBLES STANDARD VITRES DE DIFFERENTES PROFONDEURS
Sur 3 meubles juxtaposés de 30 cm de profondeur, on a superposé 3 meubles de 20 cm de profondeur, de même largeur, sans aucune fixation, par simple pose.
Largeur de l'ensemble : 228 cm - Hauteur : 280 cm. Contenance : environ 800 volumes divers.
Livres démontés.



JUXTAPOSITION DE MODELES GRANDE PROFONDEUR
Ensemble obtenu en juxtaposant 3 meubles grande profondeur (30 ou 38 cm) sans aucune fixation, par simple pose, permettant l'installation d'un poste de télévision. Largeur de l'ensemble : 250 cm - Hauteur : 222 cm - Contenance : environ 350 volumes (qui peut être augmentée par l'utilisation de 1/2 tablettes "librairie")
Livres démontés.

BIBLIOTHEQUES RUSTIQUES VITRES
Étagères en multipil, montants en aggloméré bois (panneaux de particules) placage traité ébénisterie, vernis mat satiné. Teinte noyer. Frontons, dessus et socles débordants avec moulures de style en bois massif. Pieds en forme. Vitrines coulissantes avec onglets.
Différentes essences de bois.



JUXTAPOSITION DE GRANDS MODELES RUSTIQUES
Grâce à notre système exclusif de moulures amovibles par simple pose, sans fixation.
Largeur de l'ensemble : 232 cm - Hauteur : 208 cm - Profondeur : 33 cm. Contenance : 400 volumes.
Livres montés.

BIBLIOTHEQUES CONTEMPORAINES
Réalités en profilé aluminium anodisé brossé et en stratifié blanc ou noir. Montants et traverses en aluminium. Pince d'assemblage breveté A.T.P. Pieds à verins plastique noir. Montants et lattes en caoutchouc double face 8 mm. Crémaillères aluminium anodisées. Étagères réglables en aggloméré stratifié double face 19 mm. Chant avant avec l'aluminium encastré.



JUXTAPOSITION DE MODELES CONTEMPORAINS
Largeur de l'ensemble : 268 cm - Hauteur : 200 cm - Profondeur : 35 cm. Contenance : 400 volumes.
Livres démontés - montage très facile à l'aide d'une simple clé jointée.

HISTOIRE

Mort du général de La Porte du Theil ancien commissaire général des Chantiers de jeunesse

Le général Paul de La Porte du Theil, qui fut sous le gouvernement de Vichy, de 1941 à 1943, le commissaire général des « Chantiers de jeunesse », est mort dans sa propriété de Sèvres-Anxaumont (Vienne). Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Ses obsèques auront lieu, le lundi 8 novembre, à Sèvres-Anxaumont.

Un néo-scoutisme, une armée de jeunes, un culte de propagande visant à encadrer et à mettre au pas la jeunesse, un des « fers de lance » de la « Révolution nationale » de Vichy. Tout et le contraire de tout — et même « biblique » rose et marché noir — selon la définition plus ou moins ad hoc des « Chantiers de jeunesse » étaient un peu tout cela, et autre chose aussi.

Ideologie et camouflage

Quelques cinquante mille jeunes recrues, appelées sous les drapeaux en pleine débâcle de juin 1940 et qui avaient été incorporées dans le désordre dans la suite de la France, en sorte non occupée. Ces soldats étaient souvent sans équipement pour la plupart sans uniformes et sans ravitaillement. Qu'en faire ? Les conditions d'armistice ne laissent subsister qu'une force militaire strictement limitée en nombre et réduite en principe à un rôle représentatif et symbolique. D'où l'idée — et l'urgence — de constituer des « chantiers », une sorte d'armée sans armes, où ils étaient versés pour un « service » de six mois. D'où aussi la tentation de rééducation par le travail manuel, de brassage social et de formation idéologique sur la base de la doctrine de Vichy. Mais, en même temps, pour beaucoup des officiers placés avec le général de La Porte du Theil, à la tête de l'organisation, il y avait l'espoir de créer là, en secret, l'armoire d'une France instruite et facilement mobilisable pour le jour où on pourrait reprendre le combat.

Ancien élève de Polytechnique, ancien « commissaire de province » des Sommes de France, le général de La Porte du Theil avait dirigé l'école d'artillerie, commandé le VII^e corps d'armée qui avait combattu en juin 1940 jusqu'à la dernière minute. Les épreuves qui lui furent données étaient très vagues, ses moyens dérisoires. Les « chantiers » étaient rattachés au ministère de la Jeunesse. Tout naturellement, l'organisation fut

calquée sur l'armée avec les « groupements » qui équivalaient aux régiments, les « groupes » reproduisant les compagnies, les « équipes » équivalant aux sections, respectivement commandées par des colonels ou commandants, capitaines ou lieutenants, sous-lieutenants ou aspirants baptisés « commissaires », « commissaires adjoints », « chef de groupe », « assistant », etc. Mais on chantait Maréchal, nous voilà de préférence à la Marseillaise, et si l'on défiait au pas cadencé en uniforme vert foncé, c'était la hache sur l'épaule puis qu'on faisait, en l'occurrence, en Savoie et ailleurs, du forage, du charbon de bois, de la vannerie, des tonneaux ; bref, de l'artisanat.

L'ambiguïté des « chantiers » était évidente. D'abord parce que l'appel sous les drapeaux des jeunes de la zone sud appartenant aux classes d'âge qui n'avaient pas été mobilisés était plus ou moins suivi d'effets. Ils furent néanmoins trois cent quatre-vingt-quatre mille en tout et furent les « chantiers », parce que l'interprétation de l'ordre et de l'idéologie officielle était de plus en plus sensible dans la plupart des groupements, tant que que quelques-uns et notamment les « chantiers » d'Algérie — s'orientaient au contraire vers une instruction militaire camouflée.

Au moment du débarquement allié en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942, les « chantiers » d'Algérie étaient, par leurs chefs, en place et en position de combat. Van Hecke, en liaison avec les résistants qui préparaient l'opération. Ralliés au « gauchisme », ils devaient ensuite rejoindre l'armée française en voie de reconstitution. Nombreux devaient être les unités formées à partir des groupements, comme la 1^{re} armée. Cependant, à l'Assemblée, un chef des « chantiers », Georges Toupet, maintenant la cohésion et le moral d'un autre groupement, transféré en bloc dans le camp de concentration nazi. Dans le même temps — toujours l'ambiguïté de cette organisation — un « violon » dans lequel l'occupant pouvait puiser pour le Service du travail obligatoire, le S.T.O.

Les « chantiers » étaient supprimés en France occupée par une loi du 14 juin 1944. Quelques mois auparavant, le 1^{er} janvier de la même année, le général de La Porte du Theil avait été nommé par la Gestapo et transféré en Allemagne. Rapatrié après la victoire, un moment emprisonné, jugé, frappé d'indignité nationale et condamné à la prison à perpétuité, il se retirait dans sa propriété de la Vienne. Il ne devait rompre le silence que pour prendre à distance, reprises la défense de certains aspects de ses « chantiers ». Maître de sa commune pendant quelques années, il était commandeur de la Légion d'honneur.

P. V.-P.

SOCIÉTÉ

Enfants d'aujourd'hui

(Suite de la première page.)

L'école, physiquement, n'est pas plus accueillante dans la plupart des cas : couloirs sombres, cantines en casernes de résonance, mobilier étriqué qui enserrme les enfants. Quant aux cours de récréation d'aujourd'hui, leur charme reste à l'échelle. Toutes, heureusement, n'ont pas la vocation de celle d'un C.E.S. de la banlieue nord, placée en bas d'une H.L.M. où des étages et qui accueille les orphelins que les ménages jettent par les fenêtres.

Les conditions pratiques de la vie infantile se sont dégradées avec l'urbanisation. Certes, l'hygiène a progressé, la scolarité obligatoire a été prolongée mais l'enfant, en tant qu'être de chair de vie, de jeux et de cris, a vu son univers se restreindre.

L'existence des enfants d'aujourd'hui est aussi marquée, certes, par le surcroît de leur propre existence. Pour les mères, ce n'est pas l'enfant. Lorsqu'il revient au logis, les parents apportent avec eux l'émerveillement et le stress de leur propre existence. Pour les mères, ce n'est pas l'enfant. Lorsqu'il revient au logis, les parents apportent avec eux l'émerveillement et le stress de leur propre existence. Pour les mères, ce n'est pas l'enfant. Lorsqu'il revient au logis, les parents apportent avec eux l'émerveillement et le stress de leur propre existence.

Les femmes ne doivent pas être exagérées : on oublie trop qu'en 1901 il y avait, proportionnellement, autant de femmes « actives » qu'en 1974. Si, à l'époque, on se souciait moins des conséquences que cela pouvait avoir sur l'équilibre des enfants, c'est peut-être que les classes aisées de la population n'étaient pas atteintes par le phénomène.

L'élévation du niveau d'instruction et l'aspiration à une vie matérielle toujours plus confortable se sont additionnées pour accroître le désir des femmes mariées de ne plus se limiter à l'exercice des tâches ménagères et d'éducation. Le développement de méthodes de contraception efficaces et la volonté de prendre place au sein du monde social expliquent aussi le changement d'identité de la femme. La révolution féministe n'est pas née d'une mode, elle est l'écume d'une lame de fond.

Une double culpabilité

Il est tentant de faire retomber sur les femmes tous les maux d'une civilisation dure aux enfants. Mais la culpabilité est double. Nous sommes parvenus en France, la femme mariée est menacée d'une double culpabilité. Travaill-leuse, elle est responsable de la femme au foyer, elle est irresponsable et socialement nulle. Il faut d'un jour sortir de ces schémas simplistes et admettre qu'un état de société qui n'aurait qu'un seul par ce qu'il fait, produit ou consomme. On en est loin.

Le tort causé aux enfants par le fait que leur mère travaille est-il si considérable ? Une étude a été réalisée il y a six ans par le Centre de recherche de l'éducation spécialisée et de l'adaptation scolaire (C.R.E.S.A.S.) pour déterminer si la réussite scolaire des enfants était conditionnée par l'activité de leur mère. Lorsqu'un enfant de maternelle à des difficultés d'adaptation, il est « si-certain » aux spécialistes par les maitresses. Sur les mille cent trente-quatre enfants observés, la proportion de « signaux » était équivalente dans le groupe de référence et celui des enfants de femmes au foyer. Le niveau scolaire des premiers est même supérieur, dans cette enquête, à celui de ceux de femmes au foyer. Une enquête du ministère de l'éducation a montré que le pourcentage de redoublants était rigoureusement équivalent entre les deux groupes, pour les enfants des deux sexes.

La réussite scolaire n'est pas le seul critère — loin de là — du bonheur d'un enfant, mais il est le plus aisément mesurable. Les enquêtes ne prouvent pas qu'il soit meilleur — de ce point de vue — qu'un enfant ait une mère « active », elles prouvent en tout cas que ce n'est pas un handicap par rapport aux autres. De son côté, Mme Pierrette Sartin, psychosociologue, se fonde notamment sur des études de l'Unesco, écrit : « Le manque de tendresse et d'affection, qui est l'un des facteurs de la délinquance juvénile, se rencontre dans tous les milieux, quelles que soient les occupations de la mère » (1).

Nul ne conclurait, pour autant, que la présence des parents auprès de leurs enfants soit nocive ! Mais c'est bien la présence des deux parents qu'il s'agit de promouvoir. La pression sociale des femmes s'exerce aussi en ce sens, et c'est là qu'elle rencontrera le plus de résistance : il faut qu'une femme à mesure que les femmes sortent de la maison les hommes y entrent. La répartition traditionnelle des tâches entre l'homme et la femme était d'un simple confort pour tout le monde, mais ce modèle, en Occident au moins, a craqué : la fonction sociale prend de l'importance et les tâches ménagères s'accumulent par le développement d'outils variés et de « services ». Les vêtements ne sont plus fabriqués à la maison, les plats cuisinés s'achètent en boîte, des institutions spécialisées prennent en charge les enfants de plus en plus tôt. La femme s'est mise à regarder par la fenêtre.

Un des dangers qui la guettent à l'extérieur est celui dans lequel sont tombés bien des hommes. La valorisation excessive du travail, devenu une véritable religion. Dans toutes les réflexions sur le travail féminin, l'accent est mis sur la nécessité pour la femme de ne pas perdre son âme. Ces arguments auraient d'autant plus de valeur si ceux qui les utilisent les appliquaient aussi aux hommes.

Rendre leur père aux enfants sans leur faire perdre totalement leur mère, voilà un projet de société qui mériterait qu'on s'y attelle. Mais les hommes le veulent-ils ? Lorsque Mme Francoise Giroud, alors secrétaire d'Etat à la condition féminine, proposa timidement en mai dernier, parmi cent autres mesures, d'accorder aux hommes qui le voudraient la possibilité de prendre un congé de garde de deux ans comme pour les femmes, ce fut un tollé. « C'est la fin de la civilisation », dit un ministre. Les ministres se faisaient l'écho assez fidèle du milieu masculin : que la condition féminine change, soit, mais pas la condition masculine. La garde des enfants ? C'est le problème des femmes. Nous avons déjà fait à faire avec nos responsabilités sociales, professionnelles, syndicales, politiques... A la fin de la longue grève de Lip, des femmes de syndicat listes rédigèrent des textes dans lesquels elles signalaient que leurs maris, si révolutionnaires en ville, se conduisaient, à la maison, comme des patrons de combat. On est loin du souhait de Mme Giroud : « Ce qu'il faut attendre, dans l'intérêt de l'individu comme de la famille, c'est la symétrie dans les fonctions parentales ».

Lorsqu'on propose de favoriser le travail à mi-temps pour les femmes, on répond à côté du sujet : la possibilité doit en être ouverte

aux hommes aussi. Mais il est loin le jour où l'homme qui ne travaille pas à plein temps sera considéré comme un individu normal. Dans certains milieux, la valeur d'un homme croît avec son degré de surmenage.

Les enfants d'aujourd'hui ne sont guère gâtés que par la publicité. Il suffit de regarder régulièrement les spots télévisés pour se rendre compte de la mission que leur reconnaît la société marchande : ils sont les V.R.P. polyvalents au sein de la famille. Une séquence habile vous transforme des milliers d'enfants en agents de liaison zélés entre une marque de camembert, de yaourt ou de crème au chocolat, et la famille. Leurs cartables sont des panneaux publicitaires ambulants, les marchands de viande les choisissent, les sociétés pétrolières veulent s'en faire des amis.

Examen de conscience

Depuis quelques années, le Mouvement de libération des femmes a attiré l'attention sur l'utilisation du corps féminin dans la publicité. Si l'on avait un mouvement de libération des enfants, il aurait fort à faire pour lutter contre l'image que la publicité donne d'eux. Mais il en est bien d'autres revendications. Que dirait-il du rythme de vie que leur imposent les parents ? Le calendrier scolaire est conçu de plus en plus ouvertement en fonction de l'intérêt prioritaire de certains parents. L'aménagement de la semaine scolaire suit le même train : dans toutes les écoles où est proposée aux parents la libération du samedi matin, cette formule emporte l'adhésion nettement majoritaire. Qui dit que les enfants ont, au même point que leurs parents, besoin de ces week-ends qu'on étire en partant tôt et en revenant tard dans la nuit ? Faut-il s'habituer à l'idée que les enfants de France seront tous abrutis de sommeil le lundi matin ?

Que les adultes se rassurent : la nature infantile est ainsi faite que la révolte des enfants décrite par Christiane Rochefort dans un de ses derniers livres (2) restera du domaine de l'imaginaire. La capacité d'acceptation des enfants paraît illimitée. Tout de même, si l'on y prend garde, la cohorte des « enfants à problèmes » deviendra vite majoritaire. On comprend, alors, que nous ayons tort de prendre les enfants pour des adultes. Mais cet examen de conscience qu'ils attendent de nous ne sera-t-il pas trop tardif ?

BRUNO FRAPPAT.

FIN

(1) Les Chantiers français : Vireux au féminin, n° 171, mai-août 1975.
(2) Encore l'enfant qu'on ne veut l'être, par C. Rochefort.

AÉRONAUTIQUE

La SNECMA devra réduire ses effectifs d'ici à 1978 de cinq cents personnes environ

Entendu jeudi 4 novembre à la commission de la défense à l'Assemblée nationale, le président-directeur général de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA), M. René Ravaut, a déclaré que la SNECMA allait connaître une baisse de son plan de charge à partir de 1977.

Cette dégradation des activités, liée à l'étalement dans le temps de certains programmes aéronautiques, entraînera une diminution des effectifs de cinquante personnes en 1977 et de quatre cent cinquante autres en 1978. La SNECMA emploie actuellement treize mille neuf cent personnes. M. Ravaut a mis l'accent, d'autre part, sur la baisse des crédits d'études et de recherches du ministère de la défense en 1977, qui sont en diminution de 30 % en francs courants par rapport à 1976. « Les conséquences s'en feront sentir dans les années à venir », a expliqué le président-directeur général de la SNECMA, qui a cité le cas du programme M-53.

Pour mettre au point le réacteur M-53 destiné au nouvel avion de combat Mirage 2000 de l'armée de l'air française, les crédits jugés nécessaires en 1976 et 1977 étaient de 310 millions de francs. Les crédits prévus (plan de soutien, budget de 1978 et projet de budget pour 1979) sont de 244 millions de francs. « Il en résulte », a déclaré M. Ravaut, un retard de six mois dans la livraison des premiers réacteurs de série et un étalement dans le temps du développement des versions plus perfectionnées de ce moteur. La mise au point en vol de M-53 sur un

Intercepteur Mirage F-1 vient de s'achever après une interruption de près de dix-huit mois.

La dégradation des crédits

La commission de la défense a également entendu M. Jacques Maillet, président-directeur général de la société Intertechnique et président du groupement des industries aéronautiques et spatiales, le syndicat patronal de la construction aéronautique en France.

Pour que les objectifs de la loi de programmation militaire, qui fixe les orientations de la défense jusqu'en 1982, puissent être atteints, a estimé M. Maillet, les crédits d'équipement de l'armée de l'air devraient être non pas de 8 500 millions de francs mais de 8 700 millions de francs. « Cette situation, a-t-il expliqué, est d'autant plus grave que la dégradation des crédits d'études et de fabrication militaires n'est pas occasionnelle, mais qu'elle est régulière depuis plusieurs années. Or les résultats extrêmement favorables de nos exportations aéronautiques dans les dix dernières années (les commandes entre 1968 et 1975 se sont élevées à 48 606 millions de francs) résultent directement du bon niveau élevé des crédits d'études consacrés à l'aéronautique militaire pendant les années antérieures. »

M. PIQUET (P.C.F.) : Français et Britanniques ont signé l'acte de décès de Concorde.

« Les ministres français et britanniques des transports ont signé l'acte de décès de Concorde. C'est vraiment le monde insupportable de l'insécurité que nous espérons », a déclaré M. Piquet, membre du bureau politique du P.C.F., après les entretiens à Londres entre MM. Gérard Raftoy et Marcel Cavallé. Les ministres ont décidé (le Monde du 4 novembre) de mener à son terme la construction de seize exemplaires du superconcorde franco-britannique et de maintenir en l'état l'outil de production si de nouveaux clients se manifestaient après la décision, attendue pour l'an prochain, des Etats-Unis d'autoriser ou non l'atterrissage du superconcorde à New-York.

« Qu'a fait le gouvernement pour riposter au dictat américain qui interdisait l'atterrissage de Concorde à New-York et sur d'autres aéroports ? Qu'a fait le gouvernement pour riposter aux pressions exercées par les Américains sur un certain nombre de pays intéressés par ce superconcorde ? », demande M. Piquet. L'annonce par M. Cavallé que la France, sans la Grande-Bretagne, consacrerait 20 millions de francs en 1977 à l'étude théorique d'un successeur de Concorde est très diversement commentée par les syndicats.

« Dans la mesure où la construction de ce super-Concorde donnera du travail à la Société nationale industrielle aéronautique », estime le syndicat F.O. de la SNTIAS à Toulouse. En revanche, le secrétaire général C.G.T. de la métallurgie a estimé que « M. Cavallé a trouvé la manière élégante de dire qu'on arrête carrément la construction de Concorde ».

ÉDUCATION

« Mme Alice Saunier-Selz, secrétaire d'Etat aux universités, s'est entretenue, le 4 novembre, à Paris, avec M. Klaus Schütz, maire de Berlin et président de la République fédérale d'Allemagne pour les affaires culturelles. Il a été décidé qu'un groupe franco-allemand étudierait les équivalences entre diplômes et la suppression des tests de langues pour les élèves ayant fréquenté les sections bilingues de l'enseignement secondaire. Enfin, Mme Saunier-Selz et M. Schütz ont retenu le principe de la création à Sarreguemines (Moselle) d'un établissement franco-allemand de formation technique supérieure.

« Une rencontre entre la FEN et le P.C. Des représentants de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) ont rencontré, jeudi 4 novembre, place du Colonel-Fabien, une délégation du parti communiste, conduite par M. Charles Fiterman, membre du bureau politique du parti. Dans une déclaration commune, les deux organisations ont souligné la convergence de leurs analyses sur la situation économique, sociale et politique.

« La déléguée communiste a rappelé son soutien à l'indépendance des syndicats à l'égard de l'Etat et des partis. De leur côté, les représentants de la FEN ont réaffirmé leur volonté d'œuvrer à créer les conditions d'une unité syndicale ».

« Une manifestation de parents d'élèves samedi à Paris. Avec le soutien de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la Fédération de l'éducation nationale, la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (F.C.P.E.) a organisé, samedi 6 novembre, à Paris, une manifestation « contre l'austérité du budget 1977 et la réforme de l'enseignement », pour la gratuité, une réduction des effectifs et l'ouverture de nouvelles maternelles ».

L'âge religieux

L'enfance, dit-on, est l'âge par excellence de la métaphysique. Ses « pourquoi ? » embarrassent les adultes dont la curiosité s'est éteinte. Par là même, l'enfance est aussi l'âge religieux. Le goût du jeu, par exemple, traduit le besoin de transposer les réalités les plus banales et d'alimenter son imagination. Plus que d'autres, les enfants ont le sens du symbole et ont accès aux mystères.

Du temps où on les considérait comme des hommes en miniature, les catéchismes s'efforçaient de faire entrer les enfants dans la sphère religieuse par des méthodes d'adultes, érudites, individualistes, parfois béatitudes.

Il faut attendre Gerson, au XIII^e siècle, pour que parût un catéchisme qui se voulait adapté aux enfants. Mais ce sont, bien entendu, les découvertes de la psychologie contemporaine qui ont provoqué voici quelques années un profond renouvellement de la pédagogie religieuse (1).

Le foisonnement des ouvrages et des manuels est extraordinaire. Il reflète parfois des différences d'écoles éphémères. Outre les catéchismes proprement dits, on sait le succès des journaux illustrés, de nature à influencer l'éveil religieux des enfants. P o m m e d'api est renommé, mais aussi Chapelin et Pinpin, Frépouet, et combien d'autres.

Tous les moyens audio-visuels sont utilisés : diapositives, films, disques, chants. D'autre part, le catéchisme ne saurait être coupé de l'environnement et isolé : les enfants sont conviés à s'organiser en petites équipes et à régler en commun.

Pour l'éducateur, connaître les ressorts de l'âme infantile est aussi important que d'avoir une foi réfléchie : besoin de confiance totale, spontanéité, sincérité (éviter de mentir à l'enfant), mode de connaissance intuitive et active, utilisation des gestes et des images, capacité d'admirer, affectivité englobante,

pensée floue qu'il ne faut pas surcharger inutilement, etc.

La mémorisation serait alors une place exagérée, voire un danger de déconscience et d'incompréhension. Aujourd'hui, les textes appris sont peu nombreux, par exemple le Notre Père, ou le Je vous salue Marie. Mais les évêques viennent de rappeler l'inconvénient de minimiser l'importance de la mémoire et du « par cœur ». Il est demandé de ne pas négliger le rôle de la mémoire pour permettre une progression dans l'intelligence de la foi. « De toute façon cette loi ne saurait être tant un « donné à recevoir » qu'une découverte progressive.

La participation des parents est l'arme essentielle du catéchisme contemporain. C'est un pari éducatif à l'époque où beaucoup de parents s'intéressent assez peu, de prime abord, aux questions religieuses. Dans un premier temps, il s'agit de leur faire comprendre que, sans eux, on ne peut presque rien faire. La loi se transmet par l'enfant, l'autre de quel il ne peut s'agit que d'une injection plus ou moins artificielle et qui, très souvent, ne dure pas. L'expérience prouve que dans la plupart des cas les catéchistes arrivent à une collaboration fructueuse avec les parents et même avec les frères et sœurs qui comprennent l'indispensable caractère communautaire de la foi. La religion n'est pas seulement affaire de prière, mais de tous. Les parents sont invités à des réunions, à des célébrations, à leur réflexion nourrie par diverses publications spécialement conçues pour eux.

La faculté de croire des enfants a beaucoup évolué. Des miracles mal présentés, par exemple, les laissent sceptiques. L'exigence des enfants tourne au bénéfice d'un catéchisme plus rigoureux, délaissant les aspects magiques ou les mirivraux. Qui oserait s'en plaindre ?

HENRI FESQUET.

(1) L'Eglise catholique a fait un effort considérable dans la doctrine de la catéchèse pour les inadaptes.

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

aujourd'hui

AFFAIRES

« Tu ne jugeras pas... »

C'est est amusant dans le monde des affaires (déplacements-nous d'en rire), c'est la quantité de jugements téméraires que nous portons les uns sur les autres à longueur de journée et sans presque y penser.

Le directeur commercial repose l'appareil et dit à son adjoint : « Ce Dupré est décidément un imbécile. » Et l'adjoint, qui n'a pas d'idée préconçue, mais qui ne veut pas être en reste, réplique aussitôt : « Oui, il plane toujours à six mille pieds. »

« Bon, qui va-t-on inviter parmi nos clients à nos chasses d'automne ? » demande le patron de l'agence à ses collaborateurs. « Lemoine ? Il ne vole pas haut. Legrand ? Il est sur une voie de garage. Lambert ? Complètement out depuis six mois. Martheau ? C'est une petite polka. Duval ? Il n'a aucune surface. Gualier ? Il compte pour du beurre. »

« Intéressant, Giraud ? Qu'est-ce que ça veut dire intelligent ? », clame le chef des ventes. « Tout le monde est intelligent. C'est pas le problème. Moi, un homme, ça se mesure en chiffres. Bon, eh bien ! regardez la courbe de ses commandes depuis un an : elle chute à mort. Alors, votre Giraud, c'est simple, il ne vaut pas un clou. »

« La petite nouvelle s'est amusée avec ses grands airs pour me réclamer trois photocopies », dit le dactylo à sa copine. « Et tu sais ce qu'il a dit ? Il a dit : immédiatement et toutes affaires cessantes. Tu te rends compte d'un voyou ? Un de plus dans le maison. »

« Je ne comprends pas, dit le P-D-G, à la fois secrétaire, notre projet était le meilleur. Et c'est la Société Z... qui a été choisie. L'astuce, son président, l'avait tort. Finalement, il n'est pas à toucher avec des pinçettes. »

« Quel, c'est Marchandou, cette catastrophe, qui se permet de nous refuser une facture ? », ricane le chef comptable. « Un ringard, un mal dans sa peau. Alors là, je m'amuse, je joue au tennis demain avec son patron. Pauvre Marchandou, il n'a jamais eu les épaules. Il va rentrer dans son trou, vite fait. »

« Vous savez, c'est le genre de technocrate desséché dont la France crève, il faut bien le dire. Un publicitaire très mode, vous voyez, voiture anglaise, costumes décontractés, et l'inculte bien entendu. Bon, c'est un jeune loup comme les autres, qui croit que c'est arrivé. Bon, c'est un vieil animal, qui ne comprend plus grand-chose. Il serait meilleur sur les papillons. Ah ! lui alors, sorti de l'électronique, il n'y a rien à en tirer, il ne connaît pas le nom du président de la République... La mère Bertrand promise chef de service, on croit rêver, écoutez, la métallurgie lourde, c'est tout de même une affaire d'hommes, non ?... Vingt fois, trente fois, j'ai essayé de lui expliquer, qu'est-ce que vous voulez, ça passe au-dessus. Remarque, le faineau était mal, le père Delvigne, il n'est pas méchant, mais, entre nous, hein ?... Etc. »

Sans y penser, mes frères, et en toute innocence... Mais avec quel appétit !

OLIVIER RENAUDIN.

11 NOVEMBRE

L'automne, chez les soldats

LES touristes des Vosges sont partis, mais ils n'ont pas emporté les noms à la résonance claire : la Craux-d'Argent, les Marelles, le Bois-le-Sire, le Rain-des-Chênes, Bambols, la Froide-Goutte. Des pluies sont tombées récemment. Après l'été insolite, les ruisseaux bavaient à nouveau et les fermes, blanches comme lait, appelaient leurs coudes d'ardoise dans l'herbe grasse.

Cette région de verdure et de promesses a vu, il y a soixante ans, les hommes se tuer. Au-dessus d'Orbey la longue, sur la Tête-des-Faux, parmi les rills-tordus et les chevaux de frise, la guerre n'en finit pas de rouler et sous la terre du Linde, le champ de bataille qui domine la vallée, on retrouve de temps en temps un soldat oublié.

Le Linde, son cimetière voisin, est devenu des lieux de pèlerinage. Mais ce n'est pas la foule qui les déshonore. Dans les cimetières militaires, dans leur ordre entretenu par de souriants et placides gardiens, il y a comme un scandale. Cet ordre est inconnu des cimetières civils où la mort est due. Lorsqu'il s'occupe des morts en uniforme, l'homme veut oublier quelque chose. Incapable de vaincre l'anarchie du mal — qu'est-ce d'autre que la guerre ? — il range des noms sous la cellophane des registres, aligne des croix qui ne devaient pas d'un centimètre. Quelles soient en grail ou en fer, elles proclament l'échec. Rien n'aurait dû séparer ces fils de deux nations voisines et chrétiennes, en faire des ennemis, soldats gris contre soldats bleus.

Au pied de la Tête-des-Faux, le

petit cimetière dit « carrefour Du-chêne » s'applique discrètement à effacer une part de la honte. La géométrie y est moins rigoureuse, l'échec moins flagrant. C'est un enclos égaré en pleine forêt, avec une poignée de soldats dans l'ossuaire, une autre sous les aspens, tombes et racines emmêlées. Les arbres ont grandi plus vite que les croix. Adultes, superbes, ils sortent du sein des soldats et plongent dans le bois des ancêtres, le bois des cerueils. Aux jours bleus de l'année, il arrive que des enfants, innocents comme les framboises qu'ils sont las de cueillir, viennent glisser un instant sur les aiguilles et, dans la confusion au ras du sol, les échines nouées deviennent des chevilles souples.

Qui commande à la guerre ?

Ô liberté de l'homme ! Laquelle ? Celle que — m'a-t-on appris — je dois aux soldats ? Avec ferveur, je remercie pour le cadeau fait à moi-même, à la France ma patrie, s'il n'avait fallu nous le rendre, trente ans plus tard, sur le sable d'Oman. (« Guten Morgen — Guten Tag — Bonjour monsieur » : un à un, les marcheurs de la patrouille allemande viennent de ma saluer. Les chausses rouges et rouskackes bleus ont disparu. Ou bien seraient-ce la liberté du soldat, ce pauvre par excellence ?

PIERRE MEYER.

(Lire la suite page 15.)

Une femme à sa fenêtre

« ÉPOUSAILLES » AVEC LE MONDE

C'EST fascinant, la diversité des voies — ou des voix — chez les femmes qui s'éveillent. Voilà une fille du Limousin, mariée, mère comme beaucoup, prout de philo comme un certain nombre. Elle publie un roman — ça arrive. Elle est de la génération marquée par 1968 : grand élan et retombée. Alors elle écoute en elle : ce qui cherche une voix — ou une voie — ce qui veut être exprimé, c'est son corps. Depuis le temps que les hommes bémolent-maudissent, décrivent-chantent le corps des femmes, depuis le temps que les femmes en parlent ! Eh bien non ! Annie Leclerc trouve une *Parole de femme* qui dit des hontes imposées, des souffrances acceptées, mais surtout la lutte pour entendre, comprendre, traduire la joie réprimée. Cette parole a été entendue au-delà de la France, jusqu'au lointain Québec.

Après quoi elle a continué son écoute, s'y est consacrée. (« Tu as besoin d'un manteau de fourrure pour être contente, toi ? ») Elle a cherché ce qui, autour et au-delà du corps, est essentiel et pourtant inexprimé. Bien sûr, nous vivons dans un monde d'horreur, de violence, de guerres, d'inégalités, d'injustices... D'accord, mais faut-il adopter l'hypocrisie du deuil ? Jones, la Princesse de Claire Brécher ? Ou bien prendre au sérieux, remettre au premier rang, le grand cri oublié de 68 « Le bonheur, tout de suite » ?

Les doctes vous disent : « Oh !

mais, c'était clamé au plan du symbolique ! » Vraiment ? Et si la nouveauté profonde de notre temps était qu'on a pris conscience de la nécessité de voter, de chercher, de définir la Jole ? Et si c'était la grande nouveauté d'un féminisme du futur ? Dans un pays complètement opprimé, tyrannisé, on ne voit ni n'entend les protestations : si tôt un peu de liberté lâchée (on simplement promise : voir l'Espagne), de grands mouvements surgissent. C'est ainsi pour les femmes. A présent, après les grands cris dénonciateurs du sexe déclaré « deuxième », peut commencer le combat le plus subtil et difficile : la lutte pour la Jole. La Jole, acceptée des batailles. Celle — aussi — qui mène aux découvertes les plus profondément subversives.

Quand on guerrie contre le Pouvoir, le Capital, la Société avec des majuscules, on récolte toujours des soutiens en route. Mais si vous luttez pour désoler, désigner, déchiffrer, déclarer, le droit à la Jole, si vous décidez de démasquer ceux qui la détournent, défontent, démantent, sur quels alliés compter ? Vous découvrez que ce ne sont pas directement les grandes abstractions — le Pouvoir etc. — qui incitent à la femme que son bonheur est dans les trois M : maison, mariage, maternité. Non, c'est la famille. Montrer aux femmes que leur bonheur n'est « jamais dans le champ social, jamais dans les luttes, jamais dans la parole, jamais dans la pensée... la famille s'en charge... En douceur, et à mots si bien couverts qu'on n'entend rien. »

Allons plus loin, Annie Leclerc y va. La science, la connaissance, les philosophes « ces acrobates de la puissance », à quoi servent-ils, sinon à la Jole, à une plus profonde compréhension de tout, de la vie ? Seulement qui le dit ? Et surtout quelle femme ? Elles n'osent pas, jusqu'ici. Elles empruntent le langage de l'homme, pourtant bien élimé par l'usage, ses clichés, ses stéréotypes. La mère, celle qui donne la vie et donc la Jole, devenant « un contremaitre du père ».

Changer les rôles

Et si on changeait les rôles ? Si la femme, se donnant le monde de la Jole, devenait ainsi sa propre mère ? Si l'homme renonçait à incarner le Pouvoir et le Nom et préférait, lui aussi, donner à ses enfants le désir de créer, c'est-à-dire de Joler ? S'il prenait ainsi part à l'enfance, non plus dans la mutilation des interdits et la guerre des sexes, mais dans le compagnonnage de deux être singuliers ?

« Moi, ce qui me fait peur, c'est d'avoir peur, c'est de ne pas oser, c'est de me retenir », dit Annie Leclerc. *Eposailles* est certes un livre subjectif. L'auteur y est avec son enfance, les grands moments de bonheur, le malheur des vacances et le train qui y mène — ah ! le train, quel personnage ! — et aussi la suprême souffrance : la mort de la mère. Au travers du choc, l'enfant communique avec ceux qui vous acceptent tel qu'on est, mais dans ce rite payant et si profond : le rite de l'initiation. En croissant jusqu'aux sources de ses Joles, la femme se forge une parole qui rejoint « les mots d'homme et d'autres femmes », mots « d'un amour auquel nul ne renonce, langue de notre être-ensemble ».

Eposailles tient la promesse du titre : le livre ne renvoie pas les deux sexes chacun de son côté. « Je ne veux pas, avec vous, oublier le monde, mais m'en souvenir, mais l'épouser, mais le Joler naître ».

Annie Leclerc, avec *Eposailles*, vise haut. Elle veut que la femme fasse admettre sa parole et montre la richesse dissimulée, interdite, du corps, mais aussi du monde avec ses sciences et ses arts. Elle montre — sur le ton d'un lyrisme très incarné dans l'enfance et l'amour, les promesses et les étrangetés — que la femme possède ses clés à elle pour ouvrir le langage, « cette maison où l'homme habite », comme disait le vieil Heidegger.

DOMINIQUE DESANTI.

★ Editions Grasset, 1976, 196 p., 24 F.

Au fil de la semaine

« LES attaques dirigées contre M. Marcel Dassault sont ignobles. Sans ce prodigieux ingénieur, sans ce grand industriel, la France n'aurait pas de constructions aéronautiques dignes de ce nom. La génie — car c'est un génie — qui a inventé et imposé les Mirage et les Mystère fait des bénéfices, alors que les sociétés nationales sont perpétuellement déficitaires. Et l'on voudrait qu'un tel homme soit soumis au droit fiscal commun, qu'il ait des comptes à rendre ? On lui reproche d'avoir subventionné des journaux et aidé ses amis politiques, comme si aucune entreprise nationalisée n'avait jamais alimenté les caisses électorales et la presse de la majorité ! Seulement, lui, c'est avec son argent, l'argent qu'il a légitimement gagné, et c'est bien son droit d'en faire ce qu'il veut, tandis que les entreprises nationalisées détournent vers les fonds secrets et les versements occultes l'argent des contribuables, notre argent. »

Cette lettre d'un ingénieur en retraite, qui écrit de Toulouse, est représentative d'une des réactions que suscite l'affaire Dassault. Mais voici un tout autre son de cloche :

« Comment n'a-t-il pas compris, Interroge un jeune technicien de l'aéronautique parisien, qu'en montrant à la télévision qu'il se souciait comme d'une guigne d'avoir perdu 8 milliards, il allait braquer contre lui une foule de gens ? Ne parions pas de tous ceux qui, dans ses usines ou ailleurs, gagnent 2 000 francs par mois et qui ont peine à imaginer l'importance d'une telle somme. Mais même tous ceux qui, mieux partagés, peinent pour un peu plus de confort pour économiser quelques sous, comment ne seraient-ils pas choqués de la désinvolture du nabab qui balaise d'un revers de main et d'un haussement d'épaules, comme s'il s'agissait d'une petite contrariété sans importance, la perte de ce qu'eux-mêmes ne gagneront pas en toute une vie ? Et ne parions pas des 100 ou 150 millions de redressements fiscaux... A partir de là, toutes les indignations, toutes les colères meurent, et pourquoi ne pas le dire, tous les soupçons sont justifiés, car rien, aucun service rendu à la collectivité, aucune adresse technique, aucun savoir-faire commercial, ne peuvent suffire à expliquer une accumulation aussi formidable de profits. »

Alors, un génie auquel tout est dû et qui a tous les droits ou bien un nabab perché sur son tas d'or plus ou moins bien acquis et qui insulte ceux qui, en travaillant dur et en vivant modiquement, lui ont permis d'accumuler une telle fortune ?

La biographie de M. Marcel Dassault dans le « Who's who » détaille les sociétés qu'il possède, préside, dirige ou administre dans l'aéronautique, l'immobilier, la presse, ses vingt-cinq ans de Parlement, à l'Assemblée nationale ou au Sénat, élu des Alpes-Maritimes, puis de l'Oise. Les trente dernières années de la carrière de cet homme de quatre-vingt-quatre ans occupent ainsi une bonne vingtaine de lignes, mais il suffit d'une ligne et demie pour évoquer les vingt années précédentes : « Constructeur de plusieurs prototypes d'avions civils et militaires (1918-1939). »

On ignore trop souvent que M. Marcel Dassault n'a pas fait fortune une seule fois, mais deux. Un lecteur de son âge, qui fut son camarade de promotion à l'Ecole nationale supérieure de l'aéronautique, a beaucoup fréquenté les bureaux assez minables qui abritaient dans les années 20, le siège de la première société du futur constructeur des Mystère, « ils étaient, écrit-il, curieusement juchés dans un vieil immeuble du faubourg Saint-Antoine, parce que Marcel, fils de médecin, était marié dans une famille de marchands de meubles qui avait fait sa fortune dans le commerce, et il faut se souvenir aussi qu'à cette époque les hélices des avions, sa première production, étaient en bois. » Dans le lot des prototypes si modestement évoqués par leur créateur, deux modèles bien connus entre les deux guerres : le quadrimoteur de transport Languedoc-161 et un avion militaire, qui mérita en 1939-1940 le surnom de « cerceau volant ». Une consécration.

Un autre témoin. Dans le train chargé à Compiègne, qui, au printemps 1944, emmène vers les camps de concentration nazis quelques centaines de déportés, dont peu reviennent, dix des malheureux accroupis au fond du wagon bondé échangeant à mi-voix des confidences. Leurs noms. Leur métier. « Mais je te connais, dit l'un. J'ai fait sauter une de tes usines ! » Alors le constructeur d'avions, furieux : « Vous êtes des imbéciles. Pour mes usines détruites par les bombardements de la R.A.F., les Anglais m'indemniseront après la guerre. Mais les usines que la Résistance a

LES GRANDS CAÏMANS

par

PIERRE VIANSSON-PONTE

fait sauter, qui me les paiera, celles-là ? Pas toi, en tout cas, ni tes copains. » Et le train continuait de rouler vers Buchenwald. Belle démonstration d'optimisme dans un tel lieu et de telles circonstances.

Une clairvoyance à toute épreuve. L'Allemagne vaincue, un des proches et fidèles collaborateurs de Marcel Dassault, un brillant et séduisant général aviateur aujourd'hui disparu et qui fut peut-être son seul ami, est allé le chercher au cours de l'apocalypse. Il l'a trouvé épuisé, pesant 45 kilos, mais vivant — à quel prix ? Le général obtint une forteresse volante américaine pour repartir d'urgence à Paris l'industriel et quelques-uns de ses compagnons de misère aussi éprouvés que lui. En vol, Marcel Dassault examine l'avion, visite le poste de pilotage, pose des questions à l'équipage, réfléchit. Puis, tout à trac, il déclare à son ami stupéfait : « L'avenir, vois-tu, Camiglion, l'avenir est dans l'aviation de bombardement. » Ainsi, sahaat-il, après cinq ans de tragédie, le retour d'une poix que tous les puissants du monde s'entendaient pour déclarer éternelle. Un détail : on prétend qu'il n'a pris l'avion qu'une seule fois dans sa vie, ce jour-là.

On commence à voir ce qui, depuis un demi-siècle et davantage, fait courir Marcel Dassault. Mais comment, nouveau roi Midas, a-t-il su transformer en or, avec son caractère, sa clairvoyance et son savoir, tout ce qu'il a touché ? Un don magique, un talisman peut-être ? Ici, laissons la parole à un de ses anciens concurrents, aujourd'hui retiré des affaires, qui nous écrit :

« Savoir investir, tout est là. Certains, qui ont de l'entregent, mais sont des simplistes, croient que l'investissement doit porter sur l'outil qui sert à produire, sur les machines, sur les usines. Ce serait étonnant. Non ! Quand on s'y connaît, on va tout droit à l'outil humain : on investit dans la matière grise. Il n'y a pas de placement plus efficace. »

Vous pouvez commencer tout petit. Vous recevrez une différence décorée du nom de « profit ». Vous pouvez même l'avoir à crédit : le budget a de ces complaisances. Il soit choisi. La Banque aussi d'ailleurs. Dans ce milieu, très sélectif, on n'est jamais absolument bête comme on peut l'être par la foule aveugle et sourde des lourdauds, des consommateurs. Avec ce profit, vous vous offrez une part de la matière grise du concurrent le plus immédiat. Et ainsi vous faites coup double. Vous acquérez l'outil humain qui enrichit et vous en privez l'autre.

Nouveau profit plus substantiel. Nouvel investissement de même nature. Vous pouvez grossir jusqu'à passer pour un entrepreneur sans lequel aucun progrès de pointe ne pourrait être réalisé, pour un génie unique. Votre position est extrêmement solide. Du roc ! Et cela d'autant plus que l'investissement dans la matière grise comporte des retombées dans des secteurs connexes, dans d'autres techniques, et qu'il peut, bien protégé juridiquement par des gardes disposés à toutes les fissures, devenir inexpugnable. Personne ne peut s'y frotter, personne ne peut plus vous arrêter. C'est ainsi qu'ont procédé les premiers rois de l'acier, du pétrole, des chemins de fer... La liste est longue. »

Que conclure ? La passion des affaires, la volonté de réussir, puis le besoin d'accumuler encore et encore, toujours davantage, d'être chaque jour un peu plus riche, un peu plus puissant, un peu plus fort que la veille ? Ou bien la peur de l'ennui, l'horreur de la solitude ? Un rendez-vous manqué : il embarque le premier venu et va avec lui au cinéma. A ses collaborateurs, il téléphone volontiers à 3, 4 heures du matin. S'ennuyer, c'est mourir. Et il a un insatiable appétit de vivre. Les crocodiles, les caïmans, même frileux, sont toujours prêts à tout dévorer, dit-on. Génie ou nabab, et peut-être les deux à la fois, Marcel Dassault ne serait-il pas tout simplement, dans un monde qui parle tant de réduire les inégalités mais y parvient si mal, dans une société qui n'a en théorie les différences mais en pratique les favorise, le dernier des grands caïmans ?

ERRATUM. — Dans la précédente chronique « Au fil de la semaine » intitulée « Les derniers témoins » (*Le Monde* daté 31 octobre-1^{er} novembre), *Drôle de jeu* de Roger Vailland est devenu, par suite d'une erreur d'impression, *Drôle de guerre*. Eh non ! La « drôle de guerre », c'était avant la Résistance, avant ce « drôle de jeu » que raconte Vailland. Une nouvelle preuve que tout cela est déjà bien loin.

RADIO-TELEVISION

INFORMATION AU QUOTIDIEN

Les vérités directes de Jean-Pierre Elkabbach

Un journaliste. Un journaliste, à quelques places que ce soit, rédigeant un journal, prélève, qu'il le sache ou non, l'appelle cela l'information, il peut appeler cela « objectivité » (on laissera des guillemets pour souligner la gravité de la chose), mais le vrai nom de ce bien, c'est la vérité. Et — c'est son métier — il traite la vérité, pour la transmettre, c'est là que son travail. L'information passe à travers une multitude, des nouvelles qui « tombent », des décisions politiques, idéologiques, métaphysiques, des moments d'émotion, des mots, des phrases vitales pour l'un, ou pour l'autre, qui, dit, ou l'écoute. La vérité, la vérité de la parole, quand il s'agit de radio, se disperse, soumise à une diffraction, comme si un rayon de soleil devait traverser une multitude d'autres personnes qui reçoivent, avec leurs propres structures d'accueil, le mystère encore bien naïf comme, et qui relancent la vérité, la renvoient, la diffractent à nouveau. De quel s'y perdre. Le journaliste, lui, tient le fil, c'est son métier. Il est, comme tout professionnel, à une place où la pratique occupe tout le terrain : il fait de la vérité la sienne, celle des autres, il en entend de partout. Et pourtant, malgré tout, à travers ce travail, de la fin à l'infini, il se sent toujours en mouvement, qu'il en détiennne leur part. Ce ne sont ni les uns, ni les autres, qui trancheront individuellement, mais autre chose, de l'ordre de l'histoire.

Un jour comme un autre, dans un studio du Centre-France, Jean-Pierre Elkabbach nous a - 13-14 - donné l'information quotidienne. Le voilà, il y a eu Giscard, à l'Elysée; alors aujourd'hui, il y a plus de nouvelles, plus de vérités qui circulent. Les "invités" sont là, un peu pressés; juste avant, l'équipe est présente, cirque, passants, sans cesse (Jean-Claude Mangot, Georges Bagou, Jean-Pierre Yrman, Peter Godding, Pierre Alain, Didier Adès). Elkabbach parle avec le responsable du Centre d'études des revenus et des coûts, et comme l'autre lui parle de "soutien" à la loi de finances, il nous dit : "C'est un autre mot pour « sous-écritures ». C'est vrai, ce n'est pas assez clair, et il s'agira bien de faire — dans la mesure du possible — la clarté pour ceux qui écoutent, au moins pour le langage employé. L'émission com-

mence ; au menu, Tzetzé limogé, Poniostowski chantant les louanges des écuries idéologiques, qui lui a fait perdre la participation de Mitterrand en Israël, le voyage du successeur de France en France, et puis, un appendice — mais parfois l'appendice tient mieux en place que ce jour-là — un film, un livre. En cours de route, on entendrait parler de la hausse des prix — tout de suite — très forte, sans commentaire ; on entendrait une déclaration de l'actuel dirigeant de la FEN, furieux des propos de Ségué. Ça va être triste ; peut-être que, enregistrés dans une cassette, pendant la durée, on a toujours un grand équilibre. Bien sûr, c'est le problème même de ce métier-là ; mais cela paraît, à voir, un bératage décalé. On est toujours ailleurs.

Sau quand il y a dialogue, et que la vie s'instaure. Ce jour-là, Dupont, à Madrid, le comte de Motrico, qui lit partie d'un des premiers gouvernements post-Franco. Cette voix qui vient d'Espagne parle froidement, mais Ekababak, hors antenne, réagit à ce qui est interview par le comte. Il y a violence dans le dialogue. Sans départ du gouvernement, attaque le là-dessus tout de suite ! Attaques, enluxe, réponses — paroles. Il en dira sûrement plus qu'il ne voulait en dire, le comte espagnol. Second dialogue, avec Miraut, l'homme du CAC, qui est le journaliste qui a écrit le jour où il se poursuit depuis un certain temps. On apprend des choses sur ceux qui « soudoyaient » (l'autre, t'êt, n'a pas voulu renoncer à son mot de spécialiste) le moins, ou le plus, Ekababak : « Quand le vérité est dite, ça se voit. Ça se voit. Ça se voit. Il faut parler ; du coup, il a parlé du mal à arrêter ceux qui parlent, apprend sorcier, et puis, le radio, ça se des horaires, et puis...

Ce sale sur la mort

Et puis c'est la « culture ». Détachée, critique, habituelle, routinière, même si ceux qui, ce jour-là, la portent (Aldin Petret, Sophie Dumoulin) ont fait des efforts pour écrire. Car ils lisent leurs textes, et, du coup, toute vie s'en va. Elle revient quand ceux qui sont concernés par le film — Mr Klein, Francine Bergé — ou un écrivain qui aura, peut-être, sûrement, en tout cas on prend des garanties,

sait-on jamais, le Goncourt... se mettent à parler d'eux. Ou plutôt : l'une, la femme, parle de ce qu'elle a fait ; l'autre, l'écrivain, parle de lui. Dix minutes de culture par jour, pour tout ce qu'il y aurait à transmettre, à faire apprendre, à ouvrir : c'est peu, et c'est immense. C'est tout un travail à inventer. Ce n'est pas fait encore. Elkabeche, le dimanche, dans « 12-14 », a une heure de plus ; et cette semaine de Toussaint, ce sera sur la mort. Et ça s'ouvre un peu plus.

Tout autre chose

Et lui, le journaliste, qu'est-ce qu'il en dit lui-même ? Ça va et ça va de plus près. Il commence à parler : très professionnel, de « comment on fait » : comment ça se prépare, un dossier, les direct, les contacts. Mais ce n' dure pas très longtemps, voilà qu'il se remet à parler de la vérité. Il y a la préparation du direct, mais, puis il est préparé, puis il veut chercher ce qu'il appelle « l'inqualifiable, la fragilité de la vie ». Se pratique à lui, sa pratique professionnelle et subjective, c'est le dialogue, c'est-à-dire l'écoute et la parole. Ce qu'il dit : « Chacun est en face de lui quand il est en face de moi. Je ne fais que me faire passer des choses, je ne suis que le langage des autres. Les types y sont pris, à condition qu'on ne les agresse pas... » Ce qu'il dit, c'est qu'il cherche à donner la parole à ceux qui ne l'ont pas : « Un jour, je vais dans une usine, je cherche celui qui passe bien à l'antenne... (Tiens ? Ce barrage est encore là, de ceux qui « passent », ou qui ne « passent pas ») On s'étonne, on communique à réfléchir... » Ou bien dans une colonie de vacances, ou bien, l'autre jour, derrière le rideau, juste à l'endroit où officiait Mgr Lefebvre, au plaines bagarre, dans un climat d'injure. Car la vie passe aussi dans ses propres lieux, ailleurs que dans les studios. Alors il part, avec trois ou quatre : « On va chercher la parole chez ceux qui ne l'ont pas ; et, en plus, chez les autres pas cher... L'idée, bien claire, c'est de « faire histoire » : reporter score doit de... Une histoire, la presse, la presse, la presse.

Mais cela revient encore, la vérité. Que chacun puisse porter-la parole. « Il faut que chacun vienne avec sa peur. Si chacun vient

avec ses certitudes et ses lumes-cigarette, c'est en place de la vérité... Et puis cela se déplace : « Ce que j'essais de dédramatiser, c'est la réalité sociale — Il évoque Roland Barthes, le « secteur », — à la place que l'occupe, dans l'instantanéité, « C'est vrai que la parole est aussi un travail sur le temps. Il a une image de son travail : une création dans l'éphémère. Création dans l'actualité, l'actualité : ça formidable ! Ça trébuchant, le radio ne va pas à Blériot, mais que faut-il devenir ? Le sa-hi-tu-tu-même, toujours un cran d'avance ? Il sait bien qu'il est dans l'instant, et, quelque part, il s'en défend : « Ce que je fais s'inscrit dans une continuité... » C'est alors seulement — encore faut-il poser plein de questions — qu'il parle de son état de vie, de son histoire. Car le journaliste, bien sûr, est un homme d'histoire, c'est l'Algérie, la guerre : Sarrin, Camus, 1968, il parle de grands choix, il se réserve. Et puis, le rapport à l'antenne, dans la pratique quotidienne, son truc : « Cinq minutes avant l'émission, c'est l'angoisse », et « c'est pour les cinq minutes-là que je fais le métier... ». Vite, il se reprend : non, bien sûr, ça n'est pas vrai. Et... comme il dit aussi : « C'est la France, c'est la France, c'est la France... » France-Sol ultrair sur l'arrestation du plus grand assassin du siècle, on se doute bien qu'il y a tout autre chose que les cinq minutes d'angoisse avant le début de l'émission. Tout autre chose, mais alors quoi ? Il parle encore d'instantes intenses, qu'il recherche partout avec les moyens du bord — comme on dit et bien, et justement, information, création ? Quelques choses, oui, mais, en report, en report, en report, ça occupe tellement l'effort, le contrôle, la culture, qu'il ne contrôle pas. Et quand il parle d'une radio qui serait — très forte et très saie —, on se met à le croire, même si l'on sait bien que l'époque, les conflits, les crises, y font de toutes parts obstacle. Si le radio, telle qu'il l'a décrite, c'est, ce sera « écouter et regarder », alors on se dit qu'il viendra bien un temps où tous pourront le faire : où tous pourront s'y faire, à cette sacrée vérité.

CATHERINE B. CLEMENT.

* France-Inter, 13 h. (le dimanche : 12 h.)

LA RADIODIFFUSION DES ANNÉES 80

Les techniques d'une résurgence

Il y a encore peu de temps, le radio était devenu le point de vue des grands systèmes de diffusion audiovisuelle. Il n'y en avait que pour la télévision. Cette tendance semble persister en France, pays qui se targne volontiers d'avant-gardisme avec une dizaine d'années de retard sur les Etats-Unis notamment. La transformation de la demande en matière de radio dans différentes couches de population, particulièrement chez les jeunes, ne fait guère changer les conceptions des responsables de la radio. On envisage à peine la couverture du territoire français en émetteurs radio MF, alors qu'on poursuit systématiquement l'implantation de la télévision.

La nature des messages transmis par les télécommunications est très hétérogène. Ces messages sont diversément conditionnés et délivrés, selon qu'il s'agit d'informations quotidiennes, de données techniques, de messages de culture, de création, de distraction; mais, selon qu'ils concernent un auditoire international, national, régional ou local, et enfin, selon qu'ils sont émis par un émetteur fixe (ou l'émetteur local au satellite), en distribution (qui peut être le relais d'une diffusion), avec plus ou moins de rétroaction, plus ou moins de diffusion, les techniques de transmission de réduire le champ d'observation aux incidences d'une double évolution technique, déjà en cours. Il s'agit de deux types de perfectionnement dans le traitement du son qui s'appellent : le son « clair » et le son « utile », et le son « subtil ».

Les matériels du « son utile »

On pourrait aussi appeler le son « télé » : le son efficace, le son facile, le son qui est très simple d'accès, toujours à disposition. C'est une radio de manipulation aisée, toujours présente, susceptible de l'être en tout cas, qui peut aussi bien être radio d'accompagnement que radio-service, voire radio-général, comme par exemple, la radio-réveil qui se met en marche automatiquement à l'heure prévue, ou la radio-école qui se fonde, par exemple, sur la rapidité, la diversité d'intervention, peut être très automatisée. La perfectionnement des régulations automatiques permettra sans doute une extension de cette forme qui peut voir se développer un grand nombre de petits systèmes interconnectables. L'impératif dans ce mode de transmission est que le signal de transmission véhicule un maximum d'efficacité et de rapidité et un minimum de manipulations pour l'usager.

L'information routière est un bon terrain pour ce genre de radio. Cer-

Cependant, nous disposons déjà d'un parc de moyens qui nous permettrait pour peu qu'on le décide, de mettre en œuvre des types de comportement radiophoniques plus divers et plus riches que les pratiques actuelles. Il s'agit, en fait, moins du contenu de l'antenne que de la façon de se servir de l'instrument radiophonique.

radiophonique, la désurgence et cette transformation de la radio semblent être un phénomène général et on devra, bon gré mal gré, en tenir compte. Depuis plusieurs années, en effet, des rencontres internationales abordent la prospective radiophonique; notamment les Rencontres de Ténériffe, qui se tiennent régulièrement et la fiabilité sont et cela qu'on utilise et la diffusion insérée dans la cassette, la bande disque. De quelque s'agisse, dans cette diffusion, il faut aussi sage vite et bien. Le directeur (l'homme de l'œuvre) doit être conscient de ce qu'il conçoit à cet égard. C'est réflexion non ingénieur radio-électroacoustique en pratique. Il ne m'appartient pas de proposer une définition trop matérielle mais simple, la sens possible de il se passe de trop universel car trop

lorsque j'écoute mon
c, il est, par rapport à
immédiat, dans la dispo-
interlocuteur. Je peux
ce mal comme je peux
àce ou aller me prome-
ant. Bien sûr je sais
à rien da lui parler,
anche, j'ai une préroga-
ion lui : je peux le

« Je l'entends ici ? D'une
un confort tel que l'ap-
relative dépend de ma
sante, nettement influen-
progrès techniques et
d'écoute. Pour moi, la
technique ne doit pas
l'atténuer. A l'autre bout,
le confort ne doit pas
sacrifier la technique,
non non s'établir pas de
sante. Nous en arrivons
la maniabilité, la taille
doit pas se compromettre
à la communication.
L'allègement des
un des facteurs domi-
nants. L'absence de
et surtout dans la
à l'animateur - homme
présente et multiple
matériels, la simplifica-

évalué impropre-
ment, d'un raffinement
d'écoute.

Les techniques d'écou-
ont fait des progrès
durant ces trente der-
Cette évolution con-
effet de sensibilité
l'amener à percevoir
des de plus en plus
l'amélioration d'un
sonore de qualité
significative et
la maîtrise de haute fi-
délité.

La haute fidélité, le
trésor, le stéréopho-
phone marquent des
progression qui conti-
ment son évolution
phonie, les opinions

Dans ce secteur,
plus sophistiquée et

rement depuis octobre 1973 et, surtout, l'U.E.R. (Union européenne de radiodiffusion), qui a provoqué une réflexion (ouverte par le colloque de Belgrade du 5 au 8 novembre 1974 et close provisoirement par celui d'Ottawa du 6 au 12 juin 1978) sur le thème de : « La radio dans les années 80. »

Peut-on faire raisonnablement des prévisions en la matière ? Quelle crédibilité cela peut-il avoir ? L'évolution des matériels en relation avec l'évolution des pratiques et des demandes ne simplifie pas les choses. Dans un premier article, Emile Noël, producteur à France Culture, dresse un tableau des transformations intervenues dans les systèmes techniques.

des exigences très diverses, qui concernent à la fois l'acoustique architecturale et les techniques de prise de son, en plus, bien entendu, des problèmes de reproduction et de diffusion sonore.

D'ailleurs, toutes les prises de son, à présent, sont corrigées avec des procédés électroniques. Les techniques de prises de son sont devenues subtilement plus complexes.

Sans entrer dans le détail technique, on comprend qu'en plus des qualités de maniabilité, de souplesse et de fiabilité s'impose ici une nécessaire propriété des matériels : la possibilité de leur faire subir deux formes d'évolution du son relevant de processus techniques différents. Ce sont les mêmes perfectionnements qui rendent possibles les deux possibilités : la continuité de l'application, l'indépendance de ces deux

« utile »

« plastique » esthétique, la qualité du son central, sa complexité.

d'évolution dans la consommation : maniabilité, souplesse, automatisation demandées en matière de « son subtil », qualité sonore de plus en plus exigée en matière de « son utile » (ainsi la modulation de fréquence et la stéréophonie en autoradio).

La cassette et les frontières

En dehors de son rôle de support sonore à écouter comme un disque, la cassette sert aussi à enregistrer par et pour soi-même. Elle permet également d'enregistrer une émission pour pouvoir l'écouter à sa convenance : c'est, pour l'auditeur, l'éclatement des impératifs de grilles horaires de diffusion. Mais la cassette peut encore intervenir comme élément de la réalisation du produit radiophonique : une fois établies les normes qualitatives et de manipulation, rien ne s'oppose, en effet, à son utilisation, simple transfert dans le temps d'un document brut ou encore message d'auditeur. (L'émission « Pas de panique », sur France-Inter l'utilisait ainsi).



Ces deux exemples d'utilisation de la cassette sont choisis parmi d'autres possibles. Il n'est pas question d'énumérer toutes les astuces possibles pour l'emploi des cassettes, mais simplement d'attirer l'attention sur le fait que les frontières sont en train de s'estomper et que l'évolution des frontières n'y est pas pour rien. Les frontières qui se créent à la radio et celui qui l'écoute est en proie de disparition. On a parlé de plus en plus, dans les milieux les plus divers, de « rendre la parole aux gens ». Il s'agit bien sûr d'une formulation un peu floue dont on aimerait mieux connaître le sens et les implications. Mais, prisé, les moyens pour y parvenir de façon satisfaisante.

Diffusion, distribution, moyens particuliers d'enregistrement permettant l'écoute différée comme la participation de l'auditeur, réponses de langage plus spécifiques, évolution des langages, des styles, des échanges, la technique actuelle par sa mobilité et sa souplesse permet déjà la manifestation de cette diversité dans la demande comme dans la réponse. Elle possède dès maintenant assez de possibilités pour permettre à peu près toutes les réponses. La diversité n'est la vie.

Car l'obsession de « faire le plein » est vraisemblablement une des plus graves erreurs, cette volonté de conquérir tout l'auditoire en même temps est une conception antédiluvienne de communication audiovisuelle. Le monolithisme et le gigantisme vont de plus en plus apparaître comme inadaptés aux modes de vie contemporains. Mais, qu'il n'y ait pas malentendu : c'est dans le contexte du service public et vraisemblablement seulement dans ce contexte que cette diversité sera possible.

En tout cas, il n'y a pas de détermination technique, c'est - la façon de s'en servir - qui est déterminante.

Une millièrme
SUR FRANCE-CULTURE
L'APRÈS-MIDI...

MILLE après-midi, mille heures après-midi de France Culture, trois heures par jour, et quinze heures par semaine : depuis le 1^{er} janvier 1973, l'équipe constituée par Jacques Floran persévère dans la pédagogie de la connaissance et fête ce millième anniversaire avec la satisfaction d'avoir été fidèle à son même projet, tout en ayant constamment évolué. Dans la première émission, on trouvait déjà nos principales orientations, se remarquent Pierre Descauges et François Malettra, mais quand ils écoutent ce qu'ils ont fait entre 1973, ils ont l'audace de dire, c'est de la mauvaise radio.

A l'origine, ce n'était qu'un mensuel « modeste », un « découpage » en tranches horaires. Mais, très vite, il se sent apéruçu par ce que le public avait le temps d'écouter des émissions plus intéressantes. Mieux, en France, les journaux, les articles, tous les gens qui sont chez eux entre 15 heures et 18 heures, c'est donc à eux qu'il faut s'adresser en leur magazine quotidien, où l'on n'attache plus à la réflexion, qu'à l'information, puis la culture. On ne veut pas que les auditeurs sont souvent des gens sans bibliothèque, qui habitent en province et ont peu de moyens d'investigation. Au cours des Après-midi, des scientifiques, des philosophes, des artistes, commencent ce qu'ils appellent « l'effort de clarté » et se rendent compte, non simpliste, leur discours, voici finalement ce qu'en leur demande.

Chaque lundi, c'est la rencontre avec un « invité » qui choisit lui-même ses interlocuteurs. C'est ainsi que, le 8 novembre, l'astrophysicien Jean-Claude Pecker et le paléontologue Yves Coppens seront mis en présence de Tal-Coat, dont ils décriront les tableaux : confrontations des langages, des sensibilités, ces rencontres sont riches à la fois pour ceux qui parlent et ceux qui écoutent.

Rester dans l'actualité, mais prendre du recul et donner des clés aux gens pour qu'ils comprennent ce qui se passe sans toutefois tomber dans le défaut d'un mandarinat : les réponses des spécialistes sont toujours mises en situation et sont faites pour appeler la curiosité. Parfois, cependant, on se laisse aller à un rognon sur des problèmes très techniques. Des scientifiques viennent alors le vendredir transmettre l'état actuel des connaissances dans tel ou tel domaine. Mais il y a également des reportages, des essais de fiction, et tous les jours, à 17 heures, l'heure de pointe donne des échos culturels.

Les Après-midi de France-Culture sont enfin l'occasion de faire un travail collectif. Préparés par Pierre Descargues, Françoise Malettre, Jean Montalbetti et Nicolas Strotzy, ils donnent aux rédacteurs, aux assistants, aux techniciens, des possibilités de travail et d'expression personnelle. Le grand projet serait d'arriver à former un atelier cohérent où tout le monde serait partie prenante.

CLAIRE DEVARRIEUX.
★ Du lundi au vendredi, de
15 h. à 18 h.

**JACQUES MARTIN
PRÉPARE
LES NOUVEAUX
DIMANCHES
D'ANTENNE 2**

Jacques Martin ne rend pas sa place de rédacteur en chef à la table du "Petit Rapporteur" après avoir interrompu sa collaboration avec la première chaine de télévision pour consacrer au tournage d'un film le Charette, puis le film "Nava" et surtout le troisième "Nava" ; mais actuellement la dernière semaine à un projet de programme dominicaux pour Antenne 2, l'agit d'un "almansach", dont le premier numéro serait diffusé de 12 heures à 13 h 30 le 2 janvier. Ce projet de programme dominicaux est une série de variétés, de l'art lyrique, de la musique et de l'histoire, en une dizaine d'émissions autonomes, entre lesquelles Jacques Martin (qui refuse de donner le nom de ses collaborateurs) jouera tout le rôle de meneur d'orchestre.

La direction d'Antenne 3 s'est refusée à confirmer — elle ne le fera certainement pas non plus — ce projet. Elle précise qu'elle étudie actuellement de nombreuses demandes de collaboration pour ses nouveaux dimanches.

RADIO-TELEVISION

LA SARA A BIENTOT DEUX ANS

Les « Palestiniens » du droit d'auteur

CERÈE en janvier 1975 à l'initiative de la Société des réalisateurs de films, des syndicats de réalisateurs de télévision et des réalisateurs du Centre national de documentation pédagogique, la SARA (Société des auteurs et réalisateurs de l'audio-visuel) devenait la première société d'auteurs à ne compter que des « créateurs d'images » en France.

Pendant sa première année d'existence, la SARA a mis en œuvre la protection de tout un répertoire audiovisuel, elle a vu le nombre de ses sociétaires s'accroître et récemment, en conclusion d'un protocole d'accord avec la Société des gens de lettres, elle a étendu son action à la protection des droits télévisuels des émissions documentaires.

Charles Brabant, Paul Seban, Igor Barrère et Jean-Louis Bertucelli, fondateurs et membres du conseil d'administration de la nouvelle société, expliquent les raisons pour lesquelles la SARA a été créée et le sens de l'action qu'ils entendent mener.

« De grandes institutions gèrent le droit d'auteur existant déjà, la Société des gens de lettres (S.G.D.L.), celle des auteurs et compositeurs dramatiques (S.A.C.D.) ainsi que la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM)... Pourquoi avez-vous créé la SARA ?

— Plus de dix-huit années se sont écoulées entre la reconnaissance du droit d'auteur aux réalisateurs défini dans la loi du 11 mars 1857 sur la propriété littéraire et artistique et la création de la SARA, explique Charles Brabant, dix-huit années pendant lesquelles nous avons négocié ce droit tant avec l'O.R.T.F. qu'avec les sociétés d'auteurs traditionnelles, sans parvenir à être considérés comme des auteurs à part entière. Historiquement constituées pour gérer le droit des auteurs de textes et de musique, avant que l'audio-visuel n'existe (la S.A.C.D. a été créée par Beaumarchais en 1791 et la SACEM en 1850), les sociétés d'auteurs n'ont pas modifié leurs structures pour y intégrer les auteurs d'images. Devant la fin de non-recevoir qui leur était opposée, les réalisateurs ont été amenés à concevoir une société autonome afin de gérer eux-mêmes leurs intérêts qui avaient été mal défendus.

— Dans un premier temps, la SARA a voulu limiter son action à la protection du droit audiovisuel, toutefois, constatant que les auteurs audiovisuels, en tant que tels, étaient considérés comme des auteurs de second rang, les réalisateurs de la SARA passeront à la deuxième phase de leur action en étendant leur domaine à tout le répertoire audiovisuel et télévisuel pour les émissions documentaires. Devant la complexité croissante de la gestion et de la perception des droits, faisant des sociétés d'auteurs de vastes appareils bureaucratiques, la SARA a estimé qu'il serait souhaitable de dissocier la gestion de l'administration, afin d'éviter le piège de la technocratie. Récemment la Société des gens de lettres, attentive à nos efforts depuis la création de la SARA, a accepté de conclure avec nous un protocole d'accord, elle met son infrastructure administrative à notre disposition : désormais la comptabilité et la perception des droits seront assurées par la S.G.D.L. pour le compte de la SARA ; en revanche les

réalisateurs ayant opté pour la SARA gèrent eux-mêmes leurs droits.

— Et pour éviter le piège technocratique, comment les structures de la SARA ont-elles été conçues ?

— Nous avons créé une société autonome et qui se veut démocratique, dit Paul Seban. La SARA regroupe deux cent vingt réalisateurs d'audio-visuel dont une quarantaine de cinémas ; un conseil d'administration composé de dix-sept membres est élu par l'assemblée générale des sociétaires et un directeur de cinq personnes informe les autres sociétaires des décisions prises. La structure des autres sociétés traditionnelles rappelle la constitution de l'an VIII de Napoléon où il était dit que « ceux qui faisaient les lois ne les votaient pas et ceux qui les votaient ne les faisaient pas ». Voyant que nous ne pouvions prétendre siéger en tant que sociétaires au sein des assemblées de ces sociétés, et que de plus il n'y avait aucune possibilité de dialogue, nous avons créé notre propre structure.

— Depuis plus de dix années, nous étions spoliés, les sociétés traditionnelles refusant de nous attribuer le titre d'auteurs, et ceux-là mêmes qui détenaient le pouvoir de l'argent donc de décision consentaient à ne nous accorder qu'une rétribution minime de 15 F la minute (droit-image), dérisoire au regard de la somme que touche l'auteur du texte qui s'élève à 400 F. Du reste, depuis la création de la SARA, ces mêmes sociétés ont rehaussé le taux de la rétribution aux réalisateurs déposant leurs œuvres chez eux à 45 F.

— Conformément à la loi du 11 mars 1957, il y a eu véritablement une dévaluation des sommes qui seraient dûes nous être justement versées ce qui faisait de nous en quelque sorte les « Palestiniens » du droit d'auteur.

— Toutefois, depuis l'accord que nous avons conclu avec la S.G.D.L. portant sur le droit télévisuel des documentaires à partir de 1976, il n'y a plus de droit auteurs-images ; désormais les auteurs d'une émission documentaire, qu'ils soient auteurs du texte ou de l'image, remplissent un bulletin de déclaration unique, selon le pourcentage qu'ils estiment entre eux.

Permettre un jour d'aider ces « faneux jeunes »

— Il semble que vous vous intéressiez également aux droits des auteurs de films de commerce ?

— Quand un metteur en scène de cinéma, après avoir connu maintes difficultés, rencontre un producteur, explique Jean-Louis Bertucelli, à la limite il est prêt à signer n'importe quel contrat pourvu qu'il puisse réaliser son film. Par méconnaissance de leurs droits, nombreux sont les réalisateurs de films qui signent des contrats contraires à la loi de 1957, stipulant notamment que le producteur se réserve tous les droits des « procédés connus et inconnus à ce jour », selon la formule usuelle. Ayant appris qu'il se créait une société spécifique aux réalisateurs, j'ai adhéré à la SARA, où se lient des rapports entre gens de même métier. La SARA m'est apparue comme la première organisation d'auteurs qui fasse un travail d'information utile au cinéaste, souvent plus solitaire que ne le sont les réalisateurs de télévision.

— Un des projets de la SARA est également d'obtenir le rétablissement des droits des auteurs-réalisateurs de films de commerce diffusés par les antennes des sociétés de programme de télévision, travail qui n'a jamais été entrepris par les sociétés d'auteurs traditionnelles. A raison de cinq cents films diffusés annuellement, la perte

subie par l'ensemble des auteurs de films a été de l'ordre de 1 350 000 F.

— Vos préoccupations ne sont pas seulement d'ordre matériel, dans quelles directions comptez-vous porter vos efforts dans l'avenir ?

— La SARA a pour moi deux raisons d'être, dit Igor Barrère, elle doit être avant tout une société d'auteurs et de réalisateurs de l'audio-visuel faite par eux-mêmes et pour eux, afin de protéger leurs droits d'auteurs. D'autre part, le répertoire de l'audio-visuel commence à exister et sera exploité dans un proche avenir. Enfin et surtout, dans le domaine de la création, il faut souhaiter que la SARA puisse intervenir auprès des autorités de tutelle gouvernementale, ou commerciale, pour éviter que ne soient prises des décisions unilatérales. Notre structure nous permettra peut-être un jour d'aider ces « faneux jeunes » qui sont comme l'Ariéleenne parce que tout est fait pour bloquer une politique d'auteurs. La SARA est une chance éventuelle, une possibilité de dialogue, entre la fameuse « géométrie » et le fameux « salimbanque », dialogue qu'elle souhaiterait instaurer à propos de la création et des idées, et non plus uniquement pour la défense de la profession. Cet objectif doit néanmoins être poursuivi.

Propos recueillis par EVELITA MOOD.

Écouter, voir

● DRAMATIQUE : LE MILLARDAIRE. — Mercredi 10 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Président-directeur général d'une grosse affaire d'électronique, milliardaire, Georges Fabre-Simmons, négligeant sa famille, ne vit que pour son entreprise. Aidé par son ami et collaborateur Pierre Masade, il fait tout pour avoir raison d'un rival, et il y parvient. Cependant, son fils quitte la maison, il ne connaît pas sa fille, et sa femme (qui, par ennui, a répondu aux avances de Pierre Masade) l'abandonne. Fabre-Simmons n'a plus d'autre interlocuteur que son jardinier. Sur fonds de meubles d'époque et d'objets raffinés, cette réflexion de Michel de Saint-Pierre sur la solitude des puissants est interprétée par Renaud Mary, Odile Versola, et Claude Tittre.

● SOCIOLOGIE : L'OPINION PUBLIQUE. — Mercredi 10 novembre, TF 1, 22 heures.

La Bretagne a servi de terrain d'étude à cette première émission d'une série de sociologie appliquée, produite par Jacques Mousseau (qui récidive, après quatre enquêtes controversées, mais intéressantes, sur le mariage, en janvier dernier). Spécialiste des problèmes de communication de masse, le sociologue repart un autre universitaire, Jean Stoezel, professeur à la Sorbonne, et tente en sa compagnie une analyse argumentée du phénomène « opinion publique ». Pourquoi, sur quel,

comment se forme-t-elle ? Quand s'implante-t-elle, pour disparaître, puis, éventuellement, renaître ?

Deux exemples à l'appui : les réactions de rejet collectif dans les Côtes-du-Nord, après l'annonce de la construction de la centrale de Flamanville ; la rumeur, encore une — selon laquelle un fabricant de meubles de Dol aurait livré de la drogue dans des pieds de tables.

En projet, et à ne pas manquer non plus, une émission sur les sondages.

● SÉRIE : LA PÊCHE MIRACULEUSE. — Jeudi 11 novembre, TF 1, 20 h. 30.

C'est un peu les souffrances d'un jeune Werther helvétique ; un peu, également, la réplique au masculin de la Vie de Marianne, de Jean Chatelet, diffusée naguère sur la même chaîne, même jour, même heure. Bref, l'intéressé d'une âme sensible, adapté par Jean Herman de l'ouvrage de l'écrivain suisse Guy de Pourtalès, ouvrage qui repart, en 1937, le grand prix de l'Académie française.

Les tentatives d'un jeune aristocrate pour échapper à sa vie languissante font l'objet de six épisodes et servent de prétexte à une série de faits et gestes d'une brillante reconstitution historique, due à Pierre Mateu.

● DRAMATIQUE : CRÉPUSCULE A VENISE. — Jeudi 11 novembre, A 2, 20 h. 30.

A la fin de sa vie, Wagner n'écrit plus

d'opéras. Il se contente de rédiger un essai sur « l'élément féminin dans la nature humaine » et ne semble plus rien attendre de l'existence que de voir grandir ses enfants. A Venise, le vieil homme qui souffre attend la mort, proche, entouré de sa femme Cosima, la fille de Liszt. Racontée par Jean Mistler, de l'Académie française, et réalisée par José Dayan, la petite histoire de l'existence quotidienne d'un « très grand homme » décevra sans doute les mélomanes. Mais toutes les ressources du mélodrame sont exploitées et Cosima est l'épouse docile, vertueuse et attendrie. Venise encore plus triste.

● DRAMATIQUE : LE LAUZUN DE LA GRANDE DEMOISELLE. — Samedi 13 novembre, A 2, 20 h. 30.

Parce qu'elle l'avait trouvé si beau dans son uniforme, la Grande Mademoiselle, cousine germaine de Louis XIV, était tombée amoureuse du duc de Lauzun. Mais, malgré l'autorisation du roi, la rumeur du mariage était mal accueillie. Après toutes sortes d'intrigues, Mme de Montespan fait mettre Lauzun en prison, il y restera dix ans ; sorti du cachot il épousera en cachette la Grande Mademoiselle, et s'en séparera très vite. Toutes les aventures, les manœuvres de la cour relatées par André Castelot ne sont pas du roman. Quand les romances de l'histoire, la petite, deviennent film policier.

Les films de la semaine

● LA VEUVE COUDERC, de Pierre Granier-Deferre. — Dimanche 7 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Comme dans le Chat — et encore que l'histoire ait subi quelques modifications, Granier-Deferre se fait l'adaptateur scrupuleux de Simenon. Dépassant l'anecdote — les amours oedipiennes d'une fermière quinquagénaire et d'un jeune baignard évadé — il crée minutieusement tout un climat réaliste et psychologique.

● VIVA VILLA, d'Howard Hawks et Jack Conway. — Dimanche 7 novembre, FR 3, 22 h. 30.

Bandit et héros de la révolution mexicaine, Pancho Villa est admirablement représenté dans ce film signé Jack Conway, mais dont une part importante revient, en fait, à Howard Hawks. Truculent, brutal, cruel, naïf aussi, Wallace Beery a donné du personnage une interprétation toujours célèbre. L'épopée prend des allures shakespeariennes, la tragédie est politique.

● LA FLOTTE SE MOUILLE, d'Edward J. Montagne. — Lundi 8 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Les joyeuses combines montées par l'équipage d'un sous-marin américain en pleine guerre du Pacifique. Un vaudeville militaire qui prétendait soulever des tempêtes de ceux qui arrache que des sourires crispés.

● L'HOMME DE LA LOI, de Michael Winner. — Lundi 8 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Un shérif s'obstine à appliquer ses conceptions de la justice dans la paix et se trouve confronté de beaucoup — tuer. Le thème de ce western classique, réalisé par un cinéaste anglais, n'est certes pas nouveau, mais il prend, grâce à une mise en scène bien rythmée qui cherche un réalisme authentique et à l'interprétation de Burt Lancaster, un saisissant relief.

● LE MONDE LUI APPARTIENT, de Ronald Walsh. — Mercredi 9 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Chasseur de phoques au temps (1850) où les Russes possédaient l'Alaska, Gregory Peck, marin aventurier, entre en compétition sur mer avec Anthony Quinn et conquiert

la femme qu'il aime à la force du poignet. Le vent du romantisme souffle dans les voiles. Walsh a un tour de main particulier pour ce genre d'imagerie.

● LE JOUR LE PLUS LONG, de Darryl F. Zanuck, Ken Annakin, Andrew Martin et Bernhard Wicki. — Mercredi 10 novembre, FR 3, 20 h. 30.

D'énormes moyens, des milliers de figurants et beaucoup de vedettes, pour reconstituer, à l'hollywoodienne, mais avec des épisodes français à leur localité, le débarquement du 6 juin 1944. Pour faire plus vrai sans doute, le film est en noir et blanc comme des actualités de guerre. Les acteurs célèbres, masqués en personnages célèbres, ressemblent bien peu à leur modèle et, de toute façon, cette grandiose épopée ne convient pas au petit écran.

● LES CASSE-PIEDS, de Jean Dréville. — Jeudi 11 novembre, A 2, 17 h. 25.

Noël-Noël fait une conférence sur les fâcheux modernes, un peu comme Sacha Guitry faisait ses conférences sur la petite histoire. C'est drôle, guilleret, finement satirique et joliment illustré par des trucs, des ombres chinoises et le jeu des acteurs. Cette revue cinématographique reçoit le prix Louis-Delluc 1948. Il allait, pour la première fois, à un film comique.

● COMME UN TORRENT, de Vincent Minelli. — Jeudi 11 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Une petite société provinciale (américaine) troublée par l'arrivée d'un ex-rumourier et d'une fille de petite vertu qui a plus de cœur à elle seule que toutes les bourgeoisies qu'elle côtoie. Passionnante étude de mœurs et de milieu traitée dans un style qui ne dédaigne pas le paroxysme. Un dénouement délassant dans l'ambiance survolée d'une fête foraine. Une prestigieuse interprétation dominée par Shirley MacLaine.

● CEUX DE LA ZONE, de Frank Borzage. — Vendredi 12 novembre, A 2, 22 h. 50.

L'Amérique de la dépression et les amours d'un couple pauvre dans un bidonville de Brooklyn. Lui est un « dur » qui tient à la liberté, elle est une romantique qui rêve d'un tournant blanc pour sa cul-

sine et d'une union idéale pour la vie. Grand auteur de mélodrame, Borzage entrobe de poésie, de sentiments subtilisés des scènes les plus excessives de cette émouvante histoire où l'amour fou se réalise finalement par le départ du couple, devenu légitime, dans un wagon de marchandises. Le grand — et rare — film de la semaine.

● ASSASSINS ET VOLEURS, de Sacha Guitry. — Dimanche 14 novembre, A 2, 14 h. 50.

Jean Poiret, homme du monde neurasthénique, raconte sa vie à Michel Serault, cambrioleur avarié, avant que celui-ci ne le tue, à sa demande. L'histoire ne finit pas du tout comme prévu. Elle est forcément amoralisée, débordante d'un amour noir et pressentie enlevée par les acteurs que Guitry aimait choisir et diriger.

● TARZAN ET LES SI-RENES, de Robert Florey. — Dimanche 14 novembre, TF1, 17 h. 25.

Pour la dernière fois, Johnny Weissmuller est Tarzan. Après quinze ans d'exercice, il est un peu épuisé, mais toujours efficace ; et ce film n'est pas le moins spectaculaire d'une série qui mène à découvrir sur FR 3 depuis quel temps.

● QUEIMADA, de Gillo Pontecorvo. — Dimanche 14 novembre, TF1, 20 h. 30.

Une île des Antilles, en 1815 et 1826, Marion Brando manipule les Nôts pour assurer les intérêts commerciaux des compagnies sucrières anglaises. Action romanesque, décor exotique et allusions à des problèmes contemporains : impérialisme, colonialisme, libération des peuples sous-développés. La fable, politique, est portée par un film d'aventures réussi.

● LA BELLE DE SAIGON, de Victor Fleming. — Dimanche 14 novembre, FR 3, 22 h. 30.

Pour retrouver Jean Harlow, la star aux cheveux blond

platine, qui fit une ascension fulgurante au début du parlant et mourut brutalement en 1937, après avoir lancé un nouveau « sex-appeal ». Ce film où le thème du « triangle amoureux » et de l'adultère bourgeois reflètent dans en valeur ses attraits physiques, mais elle apporte à son personnage de prostituée au grand cœur plus d'humour que de conviction.

● LA NUIT DU CHASSEUR, de Charles Laughton. — Lundi 15 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Dans cet unique film qu'il ait réalisé, Charles Laughton, monstre sacré de l'écran, a laissé à Robert Mitchum, prédateur criminel qui porte latence sur la main droite le mot amour et sur la main gauche le mot haine, le soin d'exprimer ses fantasmes. La vieille lutte entre le bien et le mal passe par les chemins les plus étranges, ceux des Chans de Maldoror en particulier. Chanson de nursery anglaise devenue poème surréaliste, l'aventure de deux enfants poursuivis par le loup-garou Mitchum est protégée par Lilian Gish, mère-grand armée d'un fusil, est un inquiet et fascinant voyage au fond du subconscient et de la vie infantile. Au mépris, d'ailleurs, de toutes les « règles » commerciales.

● RIVALITÉS, d'Edward Dmytryk. — Lundi 15 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Un drame de famille (inspired peut-être bien du fait divers scandaleux dont la fille de Lana Turner fut l'héroïne) au scénario trop compliqué, à la mise en scène très conventionnelle. Se réduit, en fait, à une rivalité d'actrices célèbres : Bette Davis et Susan Hayward, affrontant, se déchirant avec de grands effets. Ce qui permet à Dmytryk un festival de misogynie.

MÉTÉOROLOGIE

FRANCE-INTER (météo marine) : 7 h. 55 et vers 19 h. 55.
FRANCE-CULTURE : 9 h. 5, 12 h. 38, 19 h. 30 et 23 h. 55.

Les écrans de l'étranger

LES PROGRAMMES BRITANNIQUES SE VENDENT BIEN

Les émissions de la télévision britannique se sont répandues cette année sur les marchés internationaux avec un succès égal, sinon supérieur, à celui des émissions américaines qui figurent pourtant traditionnellement en tête des exportations des spectacles télévisés dans le monde.

En ce qui la concerne, la B.B.C.

a annoncé que quatre-vingts pays lui avaient acheté au cours des douze mois écoulés environ quatre-vingt-dix mille heures de programmes. Bien que la plus grosse partie de ces émissions aillent aux pays du Commonwealth et aux États-Unis, la demande ne cesse de croître du côté de l'Europe occidentale, du Japon, de l'Afrique, de l'Asie, du Moyen-Orient et de l'Amérique latine.

Si les Américains restent les maîtres dans le domaine des feuilletons, les Britanniques les devancent en ce qui concerne les productions théâtrales et les do-

cumentaires. D'ailleurs, celles-ci ne rencontrent pas beaucoup de concurrence.

Mais, en fin de compte, le « boom » de la télévision britannique est beaucoup encouragé par le coût relativement modéré des productions : en utilisant seulement un plateau ou un studio pour toute une série, comme c'est le cas actuellement, les émissions en Grande-Bretagne coûtent à peu près la moitié moins cher que celles tournées aux États-Unis. La chute de la livre sterling encourage aussi les ventes britanniques plus que les américaines.

LA POPULARITÉ DES PRÉSENTATEURS AMÉRICAINS

Avant même d'être sorti dans les salles, Network (Réseau), le nouveau film de Sidney Lumet, soulève une tempête de protestations dans les hautes sphères de la télévision. Film à clefs, Network met personnellement en cause un certain nombre de grands maîtres des trois chaînes nationales : C.B.S., N.B.C. et A.B.C., mais représente surtout une accusation savante de la télévision amé-

ricaine, entièrement vouée au conformisme, à la standardisation morale et émotive, au culte du plus bas dénominateur commun. Le trame de Network (produit en association par M.G.M. et United Artists et interprété par William Holden, Faye Dunaway et Peter Finch) suit les péripéties de l'ascension et du déclin d'un présentateur de nouvelles qui menace de raison de la chute de sa cote de popularité.

Interrogées sur le film, plusieurs célébrités de la télévision se sont d'ores et déjà inscrites en faux contre ses thèses. Barbara Wal-

ters (présentatrice de nouvelles à l'A.B.C., salaire mensuel : 1 million de dollars), a dit : « C'est de l'humour noir. Parfois l'hypocrisie qui règne dans nos bureaux est assez bien décrite, mais dans l'ensemble c'est une caricature et non pas un portrait de la télévision qui est présentée au public ». Walter Cronkite (C.B.S.), à la fois doyen et des journalistes de la télévision, a opiné : « C'est du barbaque, ça n'a rien à voir avec la réalité ». Le président de C.B.S., Richard Sarnat, a affirmé, de son côté : « J'ai lu le script de ce film malade et dégoûtant. Je n'irai pas le voir ». — (Corresp.)

صلى الله عليه وسلم

REVUE DES REVUES par Yves Florenne

Charles Du Bos et autres Cahiers - Jardins et lumières

CHARLES DU BOS a eu ce bonheur peu disputé de n'être jamais à la mode. Aussi ne l'est-il guère moins aujourd'hui que naguère, ce qui donne plus de prix à son œuvre et à l'attention discrète mais profonde qu'elle continue de susciter, hors du bruit.

Il y eut, ces dernières années, le colloque de Cérisy-la-Salle, office commémoratif qui était bien dû au célébrant le plus pieusement et ardemment assidu de Pontigny. Ce n'était là, pourtant, qu'un prétexte. Le dernier des Cahiers Charles Du Bos (1) est conçu comme le commentaire d'une manière d'événement : trois livres consacrés à l'auteur d'approximations paraissent ensemble (2). C'est d'abord le recueil des textes importants et des entretiens de Cérisy, où des voix s'entendent presque pour la dernière fois : sur tout celles de Gabriel Marcel et de Michèle Leleu. Puis, la tentative de Michèle Leleu elle-même, qui était vouée à Du Bos et qui laisse un livre capital que la souffrance physique a moins entravé que nous, bien qu'il ne fût à ses yeux que le fragment d'une sorte de somme spirituelle, un de ces ouvrages infinis à qui ne peut suffire la durée d'une vie humaine. Enfin, de Béatrice Didier, la mise à jour exhaustive du « dialogue à distance » avec Gide.

Sur ce dialogue, justement, le Cahier publie des textes décisifs. L'un, paru autrefois dans *Esprit*, d'Edmond Gilsen, qui a bien vu le fond du malentendu : Charles Du Bos honore royalement Gide du même traitement que ses amis, mais sans penser un instant, tout à la fois de l'honneur qu'il lui faisait, qu'une vision s'est posée sur une antipathie. Comment s'étonner que l'objet de l'opération se sentit écorché ? De toute façon, parlant de Gide (bien plus qu'il ne le méritait), Du Bos ne pouvait que dériver sa vérité : pour lui, la vérité (Pirandello n'a jamais dû entrer dans ce qu'il appelait sa « house of thoughts ») restait à se faire. Mais le pouvait-il ? D'autre part, une longue lettre très délicate de Jacques Hergon, en la réponse de Du Bos, Hergon s'emploie dédaigneusement à faire touter du doigt la « violation » au vivisectionneur innocent ; il lui reproche, avec une non moins délicate main franche sévère, ce par quoi son livre « manque de respect » à Gide. Il admire celui-ci d'avoir prononcé à cette occasion un de ses « je vous laisse le dernier mot ». Seu-

lement, Jacques Hergon, il ne se doute pas que ce serait vraiment le dernier : que se retirer, c'était pour Gide, à la lettre, rompre. Il n'y aura plus guère ensuite, « à distance », que des paroles de circonstance ; puis presque plus rien. Dix ans plus tard, le *Journal* ignore la mort de Du Bos.

Le Cahier apporte de nouveaux fragments du propre *Journal* de Du Bos, où quelques notations sur la maladie et la souffrance traversent d'un élanement aigu ce qui est essentiellement méditatif sur des lectures, des écrits, des poèmes, sur la littérature et l'art. Très significatif, ce qu'il dit de Rousseau : de la « glisse », de la « colle », qu'il sent dans sa prose, « comme si la pensée ne nous arrivait qu'à travers une bouffée de chloroforme ». C'est qu'il éprouve à son égard un « respect historique » bien plus que de l'admiration et des affinités. Ces affinités, il les met en évidence chez Bergson, qui lui avait d'ailleurs confié que Rousseau était son « favori ». Mais la formule, curieusement inversée, est révélatrice : « J'ai trouvé (chez Rousseau) une affinité réelle avec Bergson ». Affinité prémonitrice, en somme.

Nouveaux Cahiers consacrés à : il en pousse tout le temps, même en automne. C'est un vrai petit volume, ce premier des Cahiers Céline (3). J.-P. Dauphin et Henri Godard ont traditionnellement réuni des commentaires sur Céline, mais qui ont été de moins en moins traditionnels, tant que Céline lui-même : entouré de quelques esquisses du profil, du décor ; et juste ce qu'il faut pour relancer le monologue, qui n'en a d'ailleurs nul besoin, mais ce qui permet au lecteur de respirer ; bref, des interviews. On s'aperçoit que, s'il a fallu beaucoup ruser pour dénicher la première fois l'auteur du *Voyage au bout de la nuit*, il n'a pas rechigné par la suite pour répondre et même prendre la parole de lui-même, toujours en torrent et tourbillon. Au point d'étourdir les interviewers, surtout les femmes : « Je n'en pouvais plus. Jamais je n'ai rencontré quelqu'un d'aussi fatigué », note l'une d'elles. Une autre évoque l'« étourdissante verbosité », qui sidérait les garçons de café. A son premier interlocuteur professionnel, Céline avait dit : « J'écris comme je parle ». Il va donc sans dire que ces explications, ces révélations sur soi, ce qu'il écrit, son univers, sont parfois im-

portants, même — ou surtout — quand elles le sont involontairement. Avec les entretiens alternent des lettres, quelques articles ; le plus notable, dans *Candide*, intitulé justement : « Qu'on s'explique ». Il y apparaît que ce n'est pas si facile, mais émuant. Son point de départ est la lettre d'un agent forestier qui raconte comment il fait subir aux livres de sa bibliothèque des amputations radicales : il y coupe aux ciseaux tout ce qui ne lui plaît pas. De Bandelaire, il a gardé deux cents vers, et de Hugo un peu moins : « Des Loups (qui ont le Goncourt que Céline n'en a pas), j'ai gardé dix pages ; un peu moins du *Voyage au bout de la nuit*. » Là-dessus, Céline rebondit. A retenir, en marge : « La littérature doit être en avant de la psychanalyse, et non en arrière. » Freud était le premier à le savoir, qui est né de Sophocle.

Nous avions signalé, dès leur apparition, les Cahiers publiés par la Société des amis de Jean Giono, la qualité de leur présentation et tout ce qui s'y dégage de savoir et d'amitié, sans parler de la dépense tout court. La société, fondée par Henri Michaux, qui organise chaque année à Manosque des « Journées Giono », groupe un demi-millier d'amis. C'est bien peu, et parmi les autres amis, innombrables, qui restent fidèles à l'œuvre de Giono, il s'en trouvera sûrement assez pour s'intéresser à ces Cahiers, qui en ont besoin. Sans eux, il manquerait quelque chose d'essentiel à la connaissance et au souvenir de Giono (4).

Traverses a pris pour épigraphe, et pour programme, la définition de Littré : « Route particulière, plus courte que le grand chemin, ou menant à un lieu auquel le grand chemin ne mène pas. » Ce qui n'allait pas sans quelques paradoxes, le numéro inaugural de Traverses, qui est un juste réajustement, ayant pour thème la mort. S'il est une destination, plus sûrement encore qu'à Rome, mènent tous les grands chemins. Mais si le but peut être le plus commun, connu ou fatal, Traverses s'attache à le joindre par des voies peu fréquentées (5).

Ainsi, cette fois, ce beau recueil des jardins. Il porte en sous-titre : « Contre nature ». Est-ce être contre que d'ordonner et d'humaniser ? Il est vrai que le jardin, où l'artifice peut être à son

comble, secrète en tout cas la clôture, voire le fustil ; qu'il est la cellule initiale, irréductible et même ouvrière de la propriété. Jardin-jardin, fleurs, feuilles, branches et légumes, mais aussi et surtout : jardin d'Épicure et de Candide, où se cultivent la philosophie, l'esthétique, la théologie, le surréalisme, l'érotisme, la magie, jardin des délices ambiguës de Jérôme Bosch... Ne manque guère — bien d'époque pourtant — que le jardin des supplices. Quant à l'amour, le jardinier, il est devenu mystique. On remet sous nos yeux le *Cantique des cantiques* : « Source qui féconde les jardins... » Que mon bien-aimé entre dans mon jardin — Qu'il en goûte les fruits délicieux... » Et puis on nous fait entendre d'Avila : « Paroles de la troisième eau qui arrose ce jardin » — traduite ici par Lucie Glard, qui la commente et la résume : « Chez Thérèse, le seigneur du verger s'y promène. Puis, source lui-même, le jardinier fait éclore les foies de l'amour. »

Courons maintenant, par Traverses, jusqu'à Julie avec Louis Marin qui jardine dans la Lettre XI, quatrième partie de la *Nouvelle Éthique*. Une vignette de Johannot a pris pour légende : « Parmi les bosquets naturels, il en est un plus charmant que les autres dans lequel je me plais davantage. » Non, Jean-Jacques n'y entendait pas malice : il s'en fut confesser. Mais en pouvait-il mettre, Du Bos (Rousseau nous y ramène), si préservé de toute malice et même de l'humour, quand il donnait innocemment, à propos de Gide, cette jolie définition de la pédérastie : « Une fois d'intimité local ». Une traversée, en somme. Traverses inverse, bien entendu.

On retrouve le bosquet au passage dans les analyses subtiles de M. Georges Benrekassa sur « l'individu et le sexe » chez Rousseau, son « érotisme sans sexe », « le système où l'individu excède le sexe sans l'éliminer ». De ce bosquet — nullement allégorique, bien en bois et en feuillage — la Julie de papier comme la Sophie de chair de Jean-Jacques sont-elles (J.-J. S.-P.) sortant également blanches. M. Benrekassa fait allusion quelque part, sans s'y arrêter, au « précepteur, objet d'amour », d'Emile. Confession d'autant plus involontaire qu'inconsciente ? Ce qui pourrait expliquer bien des choses : l'attitude envers les femmes et le besoin, le goût des « Mameans ».

Cet article est partie de l'excellent

numéro Rousseau, préparé par Roger Mercier, de la *Revue des sciences humaines* (6). Rousseau encore dans la *Revue d'histoire littéraire de la France* (7), où M. Raymond Trousson déplore une certaine ingratitude de Lammartine à l'égard de celui à qui il devait tant et qu'il finira par juger sévèrement, avec des attendus assez semblables à ceux de Charles Du Bos. Et Rousseau toujours, dans *Dis-Huitième* (8). Mais comment n'y serait-il pas présent, fût-ce dans ce numéro spécial sur les jésuites ? Il s'agit de l'entreprise de désamorage de l'engin explosif nommé Rousseau, menée dans les *Mémoires de Trévoux* (sur lesquels ce gros volume apporte une substantielle étude), entreprise plus générale et non moins globalement subtile et habile distinction ou de camouflage des lumières.

Ces lumières dont *Dis-Huitième* *Siècle*, comme de son côté la *Revue des sciences humaines*, marquent tout ce qu'elles ont perdu avec Jean Fabre, qui avait communiqué sa propre vitalité à l'étude dix-huitième devenue un peu languissante et qui apportait aux lumières, avec sa science, toute sa généreuse chaleur.

- (1) 78 bis, rue des Saints-Pères, Paris-7.
- (2) Chez Desclée de Brouwer, Jean Mouton en rendra compte dans un prochain *Monde* des livres.
- (3) Salimend.
- (4) L. Michel, Les Chavrinets, 04100 Manosque.
- (5) Centre G-Pompidou, 75004 Paris.
- (6) *Dominica universitaire*, S.F. 18, 5803 Villeneuve-d'Ang.
- (7) *Colin*.
- (8) Garnier.

SOMMAIRES

Est-il trop tard pour signaler l'émuant Cahier que l'Association des amis de Jacques Rivière avait publié pour le cinquantenaire de sa mort ? (31, rue Armand-Féret, 75220 Vitry-sur-Seine). Dans le cahier *Edmond aboutit*, bulletin des amis de Rimbaud : P.-C. Castex, Michel Gauthier, Suzanne Briet, (24, rue Gutenberg, 92100 Boulogne).

Dans les Cahiers Marie Noël, une importante correspondance avec Howard Sutton. (19, r. Castmir-Périer, Paris-7°).

Un beau numéro d'*Europe* : « *Chili*, une culture, un combat ». Des études et de nombreux textes choisis : poèmes, pages de romans, etc., qui témoignent, bien évidemment, de cette culture, mais non moins de ce combat, ouvert dès la colonisation, qui triomphe en 1910, mais n'en a pas fini. Le premier des textes publiés est le dernier appel de Salvador Allende, le 11 septembre 1973.

11 NOVEMBRE

L'automne, chez les soldats

(Suite de la page 9.)
Il pouvait à loisir se gratter la tête, à l'heure de la soupe changer de place la gamelle ou la cuiller. Pour l'essentiel, dans l'emboîtement infini des volontés, il dépendait de ces officiers, lesquels dépendaient de leurs généraux commandés par les Foch, Clemenceau, Kéiser ou Kronprinz, ces figures illustres éternelles prisonnières de l'époque et de la guerre. Et qui commande à la guerre, à notre guerre ?
Un dimanche d'août, en montant dans le sentier qui débouche sur les tombes perdues, je croisais une colonne de fourmis. Elles se dirigeaient en hâte vers leur mégapole, traînant un cadavre d'insecte fraîchement tué ou trouvé. En ces lieux, la nature, comme à Verdun, comme à Dachau, se taisait. Sous les obus, la pierre volait en éclats, sans protester. Dans la cabane aux souvenirs, sur les photographies d'époque, les arbres décalqués, dépeints, sortaient ridicules de n'avoir su empêcher l'absurde.

Le « guide parlant » (1) F. pour l'une des quatre langues au choix à fin de la saison, quitté son lyrisme : « Frappée en pleine jeunesse... » *Pris total du risque...* *Jeunes recrues entre dix-neuf et vingt ans...* *révélèrent d'héroïsme...* et d'autres choses encore. Les inscriptions peuvent se lire, la lettre ne fait pas de bruit : « Ici reposé... regrette... ne s'effacera jamais... à notre cher papa... » Papa de rose rouge sur silence vert qui pose, ayant eu tout juste le temps de faire les enfants, crânement devant le photographe : mine ronde sous l'énorme gilette de l'armée, l'ovale bombé du médaillon. « C.M.F. Coupe de rénovation de bois mitrailée. Respectez les plantations faites pour vous... tombé glorieusement à l'assaut de Grimsdorf... »

Soldats bleus, soldats gris, en vous parant tout bas, la main posée sur vos croix, sur la réponse ? Quand le grenit qui cède vos ossements est-il devenu grenit ? Quand le sapin, prenant ses aiguilles plates, claires d'un côté, foncées de l'autre, est-il devenu sapin ? En vous hissant jusqu'au sommet de l'histoire (pas celle des manuels ou du « guide parlant »), jusqu'à l'origine des temps, on dévorait peut-être que vous étiez connus, avant d'entrer en ce monde. Connus, complais, aimés, même titre que les grains de la

plage, les poussières de la voie lactée.
On vous a donné des noms, signes provisoires. Vous les avez portés, le temps de vos vingt ans. Les noms ensuite ont glissé sous la cellophane : vous les musiciens, « Berlioz, Marquis Jules », « Ravel Jean-Marie », et « Ravel Louis Marie », vous les noms qui accourent à Verdun Claude », « Kéiser Edouard Charles », « Allemand Iréné Jean-Marie », tués en France et toi, mon préféré inconnu, à qui j'aurais voulu arracher, avant qu'il fût trop tard, le nom qui pend, dans l'air, une loque calcinée : « Abattu Henri Isidore », deuxième sur la liste alphabétique et symbole des quatre années de mort.
En été, lorsque les épiéobes léchant leurs duvets dans le vent, les enfants verts et joyeux grimpent sur la

CORRESPONDANCE

La croisière anti-tabac de Radio-France

En réponse à l'article de P.-M. Doutréant intitulé « La petite folle du Massalia », et consacré, dans le *Monde* du 23 octobre à l'opération anti-tabac de Radio-France, M. Michel Tournier, rédacteur en chef et conseiller à la présidence de Radio-France, nous écrit :
Vous regrettez que l'on ait appliqué la méthode appelée « Plan de cinq jours » au lieu d'une « formule de désintoxication adaptée aux conditions doublement particulières d'une croisière pour jeunes ».
Quelle autre formule, plus pratique et plus efficace, eût mieux convenu à ces jeunes que la « thérapie de groupe » qui fait appel à l'émulation, à la solidarité, au dialogue ?
Vous tenez à bon compte sur la liste alphabétique de ces centaines d'épaves et de « révérends moonistes » employés par les animateurs de cette méthode. Mais il faut savoir qu'une psychothérapie collective doit utiliser un langage simple pour être comprise par le plus grand nombre. L'expérience a prouvé que les cours magistraux sont inefficaces contre le tabagisme.
Vous vous offusquez, enfin, du coût de cette opération : « en pleine période d'austerité », en appelant cela « la petite folle du Massalia ». En fait, en provoquant cet événement, nous avons voulu susciter une prise de conscience

chez tous ceux qui suivent nos émissions en direct du Massalia. Si les ont été des millions, grâce à nos émissions : cinq heures d'antenne sur France-Inter, deux heures sur Radio-France-International sans compter vingt-cinq minutes de télévision et tous les articles des cinquante journalistes présents à bord.
Radio-France n'a fait que son devoir en patronnant une expérience d'intérêt général et en lui donnant le plus large retentissement possible. On pourrait demander à ceux qui lancent, en ce moment même, une nouvelle marque de cigarettes combien ils dépensent pour leur campagne publicitaire.
Enfin, ce que votre reporter n'a heureusement pas raconté au cours de ce voyage, c'est la joie, l'enthousiasme de ces centaines de jeunes qui ont répondu à nos appels de leur habitude.
Reportez-vous donc à votre journal habituel : dans ce même numéro où a paru l'article, Guillemette de Saligny, qui intitule son billet « La dernière cigarette » (titre de notre précédent article anti-tabac à Gérardmer), décrit est « air radieux des jours de fête » qui éclaire les visages des vainqueurs de la croisière anti-tabac. Toutes ces « petites victoires » sur soi-même et le grand bienfait qu'elles procurent ne valent-elles pas cette « petite folle » ?

maçonnerie croulante des abris : « Dia, papa, c'est un château ? » Pour les enfants, vous êtes déjà comme les morts des guerres passées. Une catastrophe nucléaire, imminente dans les sous d'angoisses, vous ferait reculer davantage. Vous menez et votre 11 novembre serait rayé des maîtres, du ministère. On ne se souviendrait plus du souvenir.

L'automne des feuilles, avec ses taches malades, ne mène pas jusqu'au bout. Sous les sapins du cimetière, de toute façon, l'en ne change et, sur le sommet, il n'y a plus d'arbres. La Tête-de-Faux sans doute restera chauve. Marchant sur les pelotes élastiques des barbeles aux dards pourris, sautant sur les épines de granit, dans le silence humide, je prends les ombres par la main.
PIERRE MEYER.

POINT DE VUE

L'amour est-il un crime ?

L'AN dernier, une plainte pour détournement de mineurs, actes contre nature et incitation de mineurs à la débauche, « crimes », judiciaires de la cour d'assises — avait été déposée contre un écrivain que je connais un peu, pour des propos sur l'adolescence tenus à l'émission télévisée de Bernard Pivot, « Apostrophes ». Menacé de la sorte, l'écrivain s'attendait à être défendu par les spécialistes de la pétition en tous genres, les *flurs* de tous de la conscience universelle, et à voir se constituer un comité de belles âmes qui se chargerait de collecter les signatures en sa faveur et de publier un communiqué indigné.
Curieusement, ce fut le silence. Les chers confrères, si prompts à

s'émouvoir de la moindre atteinte à la liberté d'expression commise à Madrid ou à Moscou, se bouchaient les yeux pour ne pas voir ce qui se passait du côté du jardin du Luxembourg. Soudain, la cécité compléta la raison en état double. D'abord, cet écrivain n'appartenait à aucune chapelle, à aucune coterie, à aucune secte : un homme isolé, un homme libre, autant dire un homme sans importance. D'autre part, la liberté sexuelle des enfants et des adolescents, ce n'est pas la pudeur sans pudeur les partis politiques. La droite, à cette seule évocation, grince des dents. Quant à la gauche, son idéal secret demeure la planche à clous et la continence de Rachmloff, le héros de *Que faire ?* de Tchekovskiy, bible des marxistes russes : comme on dit en charabia d'aujourd'hui, l'homme est « dénucléaire », il distrait les chères têtes blondes et brunes de la nécessaire lutte des classes. L'oncle Lénine veut des disciples chastes. Et, de fait, la gauche n'a pas entièrement tort : une passion amoureuse, quand on s'y donne à fond, cela prend du temps.

Cette gêne, réimée de réprobation, voire d'hostilité, explique que dans la France de 1973 des hommes, pour s'être livrés « à des actes immoraux » et à des attentats à la pudeur sans violence sur des mineurs de moins de seize ans, garçons et filles, puissent moi en prison depuis plus de trois ans, sans avoir été jugés, et que ce scandale ne scandalise personne, ou quasi. Arrêtés en octobre 1973 (1), le docteur Gallien et ses amis auront subi une détention préventive de près de quatre ans lorsque, l'été prochain, ils comparaitront devant la cour d'assises de Versailles. Je ne suis pas juriste, mais une si longue détention préventive, pour instruire une simple affaire de mineurs, où les enfants n'ont été victimes de la moindre violence, mais au contraire ont été au juge instructeur qu'ils étaient consentants et que cela leur avait été fort agréable, me paraît être une injustice monstrueuse. Le 20 octobre dernier, trois ans pour jour après son arrestation, — l'un des trois accusés, M. Bernard Delajard, a enfin obtenu de la chambre criminelle sa mise en liberté provisoire. Je l'ai rencontré à sa sortie de la prison de Fresnes. C'est un homme cassé, écorché vif, révolté par le traitement subi, que pétrifie l'attente de la cour

d'assises, qui peut-être le condamnera à une peine de cinq à dix ans de réclusion criminelle.

Cinq à dix ans de réclusion criminelle ! En vérité, c'est la justice du père Ubu, et il est urgent que le législateur modifie les articles du code pénal qui regardent la protection de l'enfance et de l'adolescence, — singulièrement le courtelassique article 330 et l'article 331 qui établissent que « tout attentat à la pudeur consommé ou tenté sur la personne d'un enfant de l'un et l'autre sexe âgé de moins de quinze ans sera puni de la réclusion criminelle à temps de cinq à dix ans ». Articles d'autant plus odieux qu'ils opèrent une discrimination entre l'hétérosexualité et l'homosexualité : l'ordonnance du 25 novembre 1960 et la loi du 8 août 1962, signées de Pétain, Laval et Abel Bonnard, validées par une ordonnance du 8 février 1965, qui constituent respectivement les articles 330 § 2 et 331 § 3 de l'actuel code pénal.

Que les viols et les violences soient punis avec rigueur, les amoureux de l'extrême jeunesse sont les premiers à le souhaiter. Ce que nous combattons, c'est cette loi, qui semble être la pierre d'angle de l'actuelle législation, que l'éveil de l'instinct et des pratiques sexuelles chez la très jeune fille ou chez le jeune garçon soit nécessairement nuisible et funeste à leur épanouissement. Cela n'est pas vrai. Ce qui est néfaste, ce sont les contacts sexuels mécaniques, sans tendresse, sans amour ; mais les lettres de l'adolescence que j'ai publiées dans les *Mémoires* de seize ans témoignent, ne semble-t-il, qu'une relation d'amour entre un adulte et un enfant peut être pour celui-ci extrêmement féconde, et la source d'une plénitude de vie. Almer un être, c'est aider à devenir celui qu'il est. Or cette quête d'identité, qui a pour but la possession et la connaissance de soi, est aussi une quête d'identité sexuelle. Une relation amoureuse, dès lors qu'elle est fondée sur la confiance et la tendresse, est le grand moteur de l'éveil spirituel et physique des adolescents. Les perturbateurs des moins de seize ans ne sont pas les balais de l'être aimé, mais les menaces des parents, les questions des gendarmes et l'hermine des juges.

GABRIEL MATZNEFF.

(1) Le *Monde* du 30 octobre 1973.

SCIENTIFIQUES DE TELEVISION.

ÉCONOMIE

SIDÉRURGIE

Il y aura certainement des suppressions d'emplois
déclare M. Beullac

Metz. — La situation de l'emploi en Lorraine commence à devenir préoccupante. C'est en effet une véritable crise que traverse actuellement la sidérurgie. Autre élément d'inquiétude, bon nombre d'entreprises travaillant directement en aval de la sidérurgie commencent à éprouver de sérieuses difficultés.

L'initiative du président de la BAI, le bouilliant Alexis Gournaverc, provoque évidemment la colère des amateurs bien installés sur les lignes voisines, et notamment Truckline (dont le capital est réparti entre la compagnie générale de marine, Worms et les Chargeurs réunis) qui exploite la liaison Cherbourg-Pool.

Il y a quelques jours le conseil d'administration de Trukline a décidé de cesser d'exploiter la ligne et l'arrivée de la BAI sur le secteur voisin la conduisit à prévoir des résultats financiers défectueux. « C'est alors la carence totale des pouvoirs publics et surtout du secrétariat à la marine marchande qui sera la cause du recul du pavillon français sur le Mancho. Il n'y a aucune coordination de la politique portuaire et maritime en France », s'exclame M. Pierre Legras, directeur général de Trukline.

Il serait évidemment dommage pour les intérêts français que Truckline baisse pavillon puisque les deux navires qu'elle exploite actuellement la société sont, de

Ils faut pourtant mettre très vite de l'ordre dans le trafic maritime sur la Manche. La « dégringolade » de la livre (alors que les tarifs des compagnies sont calculés en monnaie britannique) met en péril les résultats financiers des compagnies françaises. Le trafic de passagers — sauf sur les aéroports de la Manche — est en forte régression. Les départs de la ligne Boulogne-Douvres, mais sur la voie royale Le Havre - Southampton (la concurrence que lui livre Thorsen, avec ses grands bateaux, 10 à 15 %).

Faits et chiffres

Affaires

● **BIC-PEN ENTAME UNE ACTION EN JUSTICE CONTRE GILLETTE.** — La société Bic-Pen, filiale américaine du groupe Bic, vient de demander à un tribunal du Delaware d'invalidier certains brevets déposés aux États-Unis par le groupe Gillette. Ces brevets touchent à la fabrication de lames de rasoir enduites d'une couche de polymère solide à base de carbone et de fluor

● **LE SAUVETAGE DU GROUPE TEXTILE SCHLUMPF.** — La Cofegi, conseil en gestion économique et financière d'entreprises, chargée par le préfet de la région Nord d'une mission d'étude sur la situation des filatures du groupe Schlumpf et sur les moyens de relancer ces entreprises qui ont déposé leur bilan, nous révèle que celle-ci a estimé que nous avions écrit dans *le Monde* du 28 octobre, elle n'a pas fait de propositions aux pouvoirs publics qui n'auraient pas été prises en compte.

À la demande des autorités régionales, et après le dépôt de premières conclusions, la Cofegi a poursuivi ses études complémentaires et a communiqué avec l'entreprise Deffrenne à Roubaix (appartenant au

groupe Schlumpf¹⁾ et le tribunal de commerce

En l'état actuel de la procédure, ajoute la Cogefi, bien que le rôle des administrations centrales et des autorités régionales, dans le Nord comme en Alsace, soit important, toute décision appartient aux instances judiciaires.

● **LA SOCIÉTÉ ATLAS COPCO FRANCE**, filiale du groupe suédois Atlas Copco Aktie Bolag, vient de prendre le contrôle de la société Manguière, installée à Sermamagny (Territoire de Belfort), et spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de petits compresseurs et de matériels de peinture.

Модпаіе

● LE JAPON a décidé de quadrupler sa contribution aux « accords généraux d'emprunt » du Fonds monétaire international (F.M.I.), qui passera de 270 millions de droits de tirage spéciaux (D.T.S.) à 1 milliard. Cet accroissement, qui pourra bénéficier aux pays en difficulté, comme la Grande-Bretagne et l'Italie, place le Japon au troisième rang, après les Etats-Unis (1,7 milliard de D.T.S.) et l'Allemagne fédérale, 1,4 milliard. — (A.F.P.)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

(Publité)

République algérienne démocratique et populaire

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ
(SONELGAZ)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

Un avis d'Appel d'Offres International ouvert est lancé pour la fourniture de vannes destinées à équiper le gazoduc Centre 42 « HASSI R'MEL OUED ISSER » et ses ouvrages annexes.

Les dossiers d'appel d'offres pourront être retirés à partir du 27 octobre 1976 auprès de la SONELGAZ - Service Engineering Gaz - 2, boul. Salah Bouakouir, 3^e étage, ALGER.

La date limite de remise des offres est fixée au 15 décembre 1976.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

La grève de la Caisse d'épargne de Paris est entrée dans son deuxième mois

Un test pour les pouvoirs publics ?

Premier grand conflit du travail depuis la mise en place du plan Barre, la grève à la Caisse d'épargne de Paris, qui gère un million de milliards de francs, est entrée ce samedi 6 novembre dans son deuxième mois.

Le conseil d'administration et la direction générale de cet organisme se refusent à toute

négociation. Le premier ministre a indiqué à la télévision que « le gouvernement ne cédera pas ». Pour les pouvoirs publics, il semble s'agir d'un test. Les dirigeants confédéraux de la C.F.D.T., qui doivent être reçus le 6 novembre par M. Beullac, comptent interroger le ministre du travail sur son attitude à l'égard de ce conflit.

Le conflit est en train de perdre son caractère d'opinion publique. Ce caractère, au contraire, symbolise de la confiance. Une majorité de Français ont voté la petite épargne, clandestine, dans le hall du siège de la Caisse d'épargne, rue du Louvre, une épargne avec cette sorte d'épigramme : « Non au démantèlement ».

Une grève nationale prévue pour les 25 et 26 novembre doit affecter l'ensemble des caisses d'épargne de France, en signe de protestation contre un éventuel changement de statut du personnel. L'Union nationale des caisses d'épargne, intermédiaire patronale des syndicats, s'apprête à substituer à ce code, qui convient apparemment fort bien aux quelque vingt mille employés, une convention collective qui rognerait leurs avantages.

Restons pour l'instant rue du Louvre et énumérons, façon Prévert mais sans poésie : une grève suivie à quelque 80 % des mille quatre cents salariés de la Caisse de Paris depuis un mois exactement ; un mouvement qui, loin de s'écarter, renoue chaque matin, parfois plus fort que la veille ; votes massifs — environ 900 contre 20 — pour la reconduction quotidienne de l'arrêt de travail, à cela d'ajouter quatre semaines. Continuum : une déclaration de M. Raymond Barre à la télévision le 28 octobre (« Le gouvernement se cédera pas »), seche affirmation qui rappelle une certaine « petite phrase » (« Lip, c'est fini »). Ensuite : des explications mitigées mi-râles fournies devant l'Assemblée nationale par M. Michel Durand, ministre délégué à l'économie et aux finances, et, surtout, une attitude intransigente du conseil d'administration et de la direction générale de la Caisse d'épargne de Paris, respectueuse des directives

fait à un quatorzième mois. Jusqu'en 1975, pas de problèmes : cette somme a été régulièrement versée. Détail important pour comprendre ce conflit : cette prime n'est pas attribuée, en réalité, en fonction des échelons. Pendant vingt-cinq ans, elle a été accordée à un taux constant, que les vaches soient grasses — le plus souvent — ou maigres. Les syndicats ont pris l'habitude, se référant à la jurisprudence, de considérer cette somme comme « un élément du salaire ».

Arrive fin 1975 — début 1976. Arrive aussi, le 1^{er} janvier, un nouveau directeur général de la Caisse d'épargne de Paris, M. Jacques Viet, directeur général adjoint depuis 1970, qui a pour mission de « redresser la situation ». Les comptes de l'exercice de la rue du Louvre ne sont pas fameux pour 1975. La prime de fin d'année est tout de même versée.

C'est là l'erreur. Dans une lettre datée du 28 juillet, M. Jean-Pierre Fourcade, alors ministre de l'économie et des finances, s'exprime : s'appuyant sur un article du code des caisses d'épargne, qui en interdit un autre mis en avant par les syndicats, le ministre assure que « le fait d'attribuer une prime de bilan au personnel alors que la gestion est défectueuse et solde par un déficit (M. Viet a dit : « Un compte nul ») constitue une infraction grave ». Il invite le directeur général de la Caisse d'épargne de Paris, l'admettant, à « renoncer à l'avenir » à ce genre d'exercice.

Emporté et même agressif, notamment à l'égard de nos confédérés de Libération et de l'Unité, lors de sa conférence de presse de vendredi, M. Jacques Viet a affirmé qu'il ne prenait pas ses ordres au ministère de l'économie et des finances. Il n'empêche que le conseil d'administration, composé en majorité de banquiers, et la direction générale répondent scrupuleusement aux « souhaits » de la Rue de Rivoli depuis le coup de semonce du 28 juillet. M. Viet avoue lui-même qu'il n'a pas l'esprit « suicidaire » et M. Raymond Barre est doublement là pour lui rappeler la législation.

Alors ? Si l'on ne comportait apparemment pas un enjeu politique et social aux ordres du premier ministre, ce conflit, qui entame son deuxième mois, aurait été réglé depuis longtemps. La Caisse d'épargne de Paris a « les reins solides », selon l'expression de M. Viet, et ce ne sont pas 3 millions de francs que coûte cette prime de résultat comparée à sa fortune (500 millions de francs) et à la somme de 18 milliards de francs — rapportant des intérêts substantiels — qui peuvent raisonnablement compromettre sa gestion. Les revendications des syndicats portent aussi sur quatre autres points : recrutement de personnel, reconnaissance du rôle

SYNDICATS

LA C.F.D.T. CONFIRME SON REFUS DE PARTICIPER À L'ACTION ORGANISÉE PAR LA C.G.T. LE 15 NOVEMBRE

La C.F.D.T. ne participera pas à la journée pour la défense de la Sécurité sociale et la réforme de la fiscalité organisée, le 15 novembre, par la C.G.T., sous forme d'envoi de délégations à l'Assemblée nationale. M. Edmond Mahe et Albert Mercier l'ont confirmé, le 5 novembre, devant la presse, à l'issue de la réunion de leur bureau national. Ils estiment en effet que les conditions d'une large mobilisation de masse ne sont pas réunies.

En revanche, la C.F.D.T. a décidé plusieurs initiatives : en décembre, proposer une campagne d'information sur l'amélioration des droits sociaux et la Sécurité sociale ; en janvier-février, à la veille des élections municipales, engager une nouvelle action pour la lutte contre le chômage. La C.G.T. et la FEN seront invitées à participer à la campagne.

D'autre part, la C.F.D.T. a écrit au C.N.F.P. et au ministre du travail pour réclamer la prolongation des aides aux chômeurs, qui sont de plus en plus nombreux à avoir épuisé leurs droits, et pour obtenir le relèvement du montant des allocations publiques aux travailleurs privés d'emploi.

(1) Syndicat unitaire des agents et cadres de caisses d'épargne et Syndicat national du personnel des caisses d'épargne C.F.D.T.

EMPLOI

Les organisations patronales de l'amiante veulent améliorer la protection des travailleurs

La Chambre syndicale de l'amiante et le Syndicat de l'amiante-ciment ont réuni, le mercredi 3 novembre, une conférence de presse et publié une communication « au nom de quarante entreprises transformatrices de l'amiante employant quatorze mille cinq cents travailleurs en France ». En voici les points principaux :

- « La direction d'Amisol à Clermont-Ferrand a fait montre depuis plusieurs années, d'une attitude scandaleuse. La profession la condamne, et rejette avec indignation la suspicion qu'elle fait peser sur l'ensemble de ses membres. »
- « Elle souhaite examiner avec les pouvoirs publics les mesures prises ou à prendre pour résoudre les problèmes des ouvriers concernés. »
- « Certains procédés d'application de l'amiante tels que le « floccage » sont utilisés dans des conditions de sécurité inadmissibles pour les travailleurs qui les mettent en œuvre, alors que l'évolution technologique permet de les éviter. Ces pratiques soulignent la nécessité d'adopter des mesures de réglementation stricte de l'emploi de l'amiante. »
- « Cela conduit les industries transformatrices de l'amiante à prendre les décisions suivantes : »
- « Exiger ou poursuivre sans délai une information complète et objective des travailleurs de l'amiante sur la nature des risques encourus et sur les précautions à prendre pour les éviter. »
- « Ouvrir ou approfondir avec les comités d'hygiène et de sécurité et les délégués syndicaux des entreprises, en collaboration avec les médecins du travail, la concertation nécessaire pour mettre en application les mesures d'une meilleure hygiène du travail et de son contrôle permanent. (...) »
- « Collaborer avec les pouvoirs publics et les partenaires sociaux à l'établissement et à la stricte application d'une réglementation des conditions de travail et d'emploi de l'amiante. »

Une condamnation

Cette condamnation aurait eu plus d'effet si elle était intervenue avant qu'Amisol ne soit en faillite laissant sans ressources deux cents ouvriers et ouvrières menacés d'asbestose, maladie professionnelle analogue à la silicose et due à l'inhalation de fibres d'amiante (le Monde du 3 juillet 1976). La chambre syndicale pourrait aussi s'efforcer de trouver une solution au sort des chômeurs d'Amisol. Vingt-trois mois après la fermeture de l'usine, il n'est resté encore une petite centaine sans emploi : rares sont les employeurs à prendre le risque d'embaucher des ouvriers et ouvrières menacés d'asbestose. Ces chômeurs vivent depuis près d'un an avec 1 000 francs environ par mois alors qu'ils sont souvent âgés et en mauvaise santé. D'autre part, les conditions « insupportables » de mise en œuvre du floccage concernent des ouvriers du bâtiment dont les entreprises ne relèvent pas des organisations syndicales de l'amiante. Le floccage est une technique permettant d'ignifuger un mur ou un plafond par pulvérisation d'un produit à base d'amiante. Il entraîne une forte contamination de l'air ambiant par les fibres d'amiante au moment de la pulvérisation. En outre, le revêtement ainsi obtenu est fragile et peut, en se dégradant, causer une pollution permanente.

Ces réserves faites, il faut espérer que la prise de position des professionnels de l'amiante va hâter la mise au point d'une réglementation attendue depuis longtemps (le Monde du 12 novembre 1975). Deux décrets

« Une modération dans les prix de développement et la production de pétrole est « probable », écrit M. Sadil, ministre délégué aux mines et président en exercice de l'OPEP, dans la revue que publie depuis le mois d'octobre cette organisation.

En repoussant à plus tard une augmentation du prix du pétrole lors de la conférence de Bali en mai dernier, « l'OPEP a démontré une fois de plus sa solidarité et son sens des responsabilités vis-à-vis de l'économie mondiale », écrit M. Sadil. Mais il ajoute : « Un de nos principaux objectifs doit être en continu avec les possesseurs de ressources naturelles et producteurs de matières premières d'autres pays en voie de développement — de maintenir le pouvoir d'achat de nos recettes d'exportation. Cela doit être reconnu comme un but légitime pour les pays en voie de développement comme il est reconnu le droit aux syndicats des pays occidentaux de défendre le pouvoir d'achat des salariés. »

M. William Rodgers, sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires économiques, a de son côté souligné qu'une augmentation même minime du prix du pétrole brut aurait des conséquences très graves pour l'économie mondiale.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNISIC SICA V DE SICOMI

L'assemblée générale d'UNISIC, réunie le 29 octobre 1976 sous la présidence de M. Maurice Renard, par ailleurs président de la Samaritaine, a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1976. Au 30 juin 1976, la répartition de l'excédent par grandes masses était la suivante :

| | |
|------------------------|---------|
| Sicomi | 67,73 % |
| Obligations françaises | 28,85 % |
| Liquidités | 3,32 % |
| Total | 100 % |

Entre le 30 juin 1975 et le 30 juin 1976, la valeur liquidative de l'action UNISIC est passée de 110,35 F à 127,52 F, soit une hausse de 15,5 % ; si l'on tient compte du coupon mis en paiement en cours d'exercice, la valorisation est de 24,2 %.

L'assemblée générale a décidé la distribution d'un dividende net de 8,65 F formant avec l'impôt déjà payé au trésor (impôt d'impôt) de 0,19 F un revenu global de 8,84 F par action. Le dividende est mis en paiement depuis le 3 novembre 1976 pour toutes les actions existant à cette date.

Le siège social de la société Au Printemps S.A. est à Paris, 75008 (Paris), 119, boulevard Haussmann, 75008 (Paris).

SEB S.A.

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du Groupe SEB pour le troisième trimestre 1976 s'est élevé à 245,6 millions de francs, dont 73,1 millions à l'exportation.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le chiffre d'affaires s'est élevé à 801,5 millions, dont 231,8 millions à l'exportation, marquant respectivement des progrès de 14,4 % et de 12,2 % par rapport aux ventes réalisées par les mêmes sociétés au cours de la période correspondante de 1975.

| Chiffres d'affaires comparés (hors taxes) | 1975 | 1976 |
|---|------------------|------------------|
| 1 ^{er} tr. | 785 856 229,96 | 1 081 594 684,13 |
| 2 ^e tr. | 1 001 880 280,89 | 1 183 384 905,84 |
| 3 ^e tr. | 672 585 581,35 | 770 536 648,35 |
| 9 premiers mois | 2 460 322 192,20 | 2 935 514 238,32 |
| dont export : | | |
| 1 ^{er} tr. | 386 288 677,97 | 457 518 946,75 |
| 2 ^e tr. | 584 311 322,20 | 644 653 534,15 |
| 3 ^e tr. | 297 488 835,21 | 368 564 084,29 |
| 9 premiers mois | 1 268 088 835,38 | 1 470 726 565,19 |

(Publicité)

AVIS AU PUBLIC

Une enquête publique est ouverte dans six communes riveraines de la Truys, dans le département de l'Aveyron, sur le projet présenté par Electricité de France ayant pour objet la construction de la station de transfert d'énergie dite de Montezic. Cet aménagement, qui sera situé sur les communes de Montezic et de Saint-Symphorien-de-Théniers, comprendra, outre la retenue existante de Couesque, sur la Truys, un réservoir supérieur à créer, d'une surface de 321 hectares, et une usine souterraine avec galeries.

L'enquête est ouverte du 15 novembre au 15 décembre 1976. Le public peut prendre connaissance du projet en consultant les dossiers qui seront déposés dans les communes intéressées et dans les préfectures de l'Aveyron à Rodez et du Cantal à Aurillac.

Toutes observations éventuelles pourront être consignées sur les registres d'enquête ou adressées par écrit au président de la commission d'enquête de Montezic, préfecture de Rodez. Pour plus amples informations, s'adresser à la préfecture de Rodez.

(Publicité)

FOR FOREIGN EMPLOYMENT CONSTRUCTION ALGERIA SLIPFORM SUPERINTENDENT SLIPFORM GENERAL FOREMAN

This is for seed plant construction. English essential. French/Arabic beneficial but not a must. Applicants need to be highly experienced and have worked foreign. References must be furnished.

We offer high salary, tax free area, several allowances, rest and recreation every 4 months.

Applicants willing to accept single status employment please send resume with telephone contact and availability advise to :

MORRISON KNUDSEN INTL. CO. INC.
P.O. Box 1713
The Hague - HOLLAND
Tel. 070-835105

ÉNERGIE

Pour encourager une politique communautaire CINO COMPAGNIES PÉTROLIÈRES EUROPÉENNES SE SONT RÉUNIES À BRUXELLES

Les présidents de cinq compagnies pétrolières européennes se sont réunis, le 5 novembre à Bruxelles, avec M. Simonet, commissaire chargé de l'énergie, du mémorandum qu'ils ont déposé il y a deux mois et dans lequel ils proposaient l'établissement d'une politique énergétique européenne (le Monde du 5 octobre). Les représentants d'Elf, de la Compagnie française des pétroles, de Petrofina (Belgique), de l'ENI (Italie) et de Veba (République fédérale allemande) ont émis que c'est maintenant à la Commission de la C.E.E. de se prononcer sur leurs propositions, mais, malgré un accueil favorable, ils craignent que M. Simonet ne réponde pas immédiatement à leurs suggestions, car son mandat prend fin en janvier 1977.

Les cinq compagnies ont insisté sur la transparence des prix, tout vendeur de pétrole opérant dans l'Europe des Neuf devant publier, comme cela se fait aux États-Unis, un barème des prix auquel il s'engage à livrer ses produits. Ces compagnies, qui représentent en chiffre d'affaires 33 % du marché européen, se sont d'autre part défendues de vouloir former un cartel pour s'opposer aux majors.

LE PRÉSIDENT DE L'OPEP POUR LA MODÉRATION DANS L'AUGMENTATION DU PRIX DU PÉTROLE

« Une modération dans les prix de développement et la production de pétrole est « probable », écrit M. Sadil, ministre délégué aux mines et président en exercice de l'OPEP, dans la revue que publie depuis le mois d'octobre cette organisation.

En repoussant à plus tard une augmentation du prix du pétrole lors de la conférence de Bali en mai dernier, « l'OPEP a démontré une fois de plus sa solidarité et son sens des responsabilités vis-à-vis de l'économie mondiale », écrit M. Sadil. Mais il ajoute : « Un de nos principaux objectifs doit être en continu avec les possesseurs de ressources naturelles et producteurs de matières premières d'autres pays en voie de développement — de maintenir le pouvoir d'achat de nos recettes d'exportation. Cela doit être reconnu comme un but légitime pour les pays en voie de développement comme il est reconnu le droit aux syndicats des pays occidentaux de défendre le pouvoir d'achat des salariés. »

M. William Rodgers, sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires économiques, a de son côté souligné qu'une augmentation même minime du prix du pétrole brut aurait des conséquences très graves pour l'économie mondiale.

ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne L.C. | La ligne | La ligne L.C. |
|-----------------------------------|----------|---------------|---------------------|---------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 40,00 | 48,70 | L'IMMOBILIER | 28,00 |
| "Placards encadrés" 2 col. et + | | | "Placards encadrés" | 34,00 |
| (la ligne colonne) | 42,00 | 49,04 | Double insertion | 38,00 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 9,00 | 10,33 | "Placards encadrés" | 40,00 |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC. | 70,00 | 81,73 | L'AGENDA DU MONDE | 28,00 |

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

GROUPE FINANCIER DE L'EST DE LA FRANCE
RECHERCHE
INGÉNIEUR EN INFORMATIQUE
MAÎTRISE EN INFORMATIQUE
2 à 3 ans d'expérience sur matériel IBM 158
Postes à pourvoir :
Développement d'applications.
Système T.P.
Rémunération en fonction de l'exp. Exp. C.V. à
M. BARTHE, 34, rue de Wacken - 57000 STRASBOURG.

SOCIÉTÉ RECHERCHE
Ingénieur
capable d'animer et diriger une équipe faisant
des travaux à l'usage de l'informatique.
Expédier : C.V. à M. LUCAS - 2, rue J.-Baldé,
67000 STRASBOURG.

offres d'emploi
AFRIQUE CENTRALE
Usine de valves, recherche pour début 1977
ou date à convenir
CADRE MAROQUINERIE
connaissances parfaites fabrication valves souples,
rigides et ABS (éventuellement sacs)
Salaire : 10.000 à 15.000 F.P., suivant capacité :
logement gratuit ;
congé deux mois payé par an
et nombreux avantages.
Veuillez adresser votre sollicitation avec références
et curriculum vitae à :
Publitas Service International,
Case postale, CH-8021 Zurich - Suisse.

PSYCHOLOGUE homme pour
enseignement mathématiques terminales
C.T.D. par R.V. 95-54-55
Ch. professeur pour cours franc.
Ecr. n° 55 225 M. Régis-Presse,
83 bis, rue Réaumur, Paris-2
Import. organ. privé de cours
par corresp. ch. comptable à
temps complet ou partiel, pour
éventuellement corriger en sus
des devoirs, résumés, à l'unité.
Env. photos, diplômes, et
préférences à ARNAK (rét. M 15)
47, rue de Liège, 75005 PARIS
qui transmettra.
Pr. rempl. 1 an, serv. Doc./Publ.
documentaliste, maîtrise
Sci. nat. : épistémologie.
Env. C.V. : Serv. Doc. CNRS,
rte de St-Gyr, 78000 Versailles.

CENTRE CHIRURGICAL
MARIE-LANDELONGUE
Paris-12 ch. pour ses services
personnel jeune sténodactyle
1 ou 2 ans de pratique
Libre de suite. Tél. pour R.V.
707-47-39, poste 381.

VILLE DE BONDY (93400)
cherche INFORMATIENNE D.E.
Cand. av. C.V. à M. le MAIRE.

demandes d'emploi
Médecin Femme, 28 a., cherche
vacances ou remplacement.
Ecrire : O.S.P. Service « W »,
29, bd des Italiens, Paris (2^e)

L'immobilier

appartements vente
GOTE D'AZUR - MENTON
Une résidence exceptionnelle intégrée dans
25.000 m² de pinède surplombant la mer.
UNE VUE PANORAMIQUE INENFABLE.
Les Jardins de la Pinède
— Appartements-villas personnalisés.
— Station 2 et 3 pièces.
Pour une documentation gratuite, écrire :
Agence AMARANTE, B.P. 69, 06502 MENTON CEDEX
Tél. : (93) 35-11-80.

Paris
Rive droite
MARAI
Imm. XVII^e, Luxueux, récent
2 pièces de 40 à 53 m².
Un appartement de 80 m².
Possibilité Duple.
Entièrement équipé. Sur place :
vendredi et samedi, de 14 à 18 h.
2, rue Villaneuse.

ST-MANDE-TOURNAI
Imm. récent, cuisine de style
3/4 P. TT CFT, SOLEIL
PRIX INTERESSANT. Sur place :
Vendredi, samedi, dimanche, lundi,
14 h à 17 h : 11, AV. G. MOU.
M^e PASSY : Immobilier sérieux
pièce de taille
Salon, salle à mang., 3 chbres,
P. étage, 11 confort, 130 m².
+ chbre de service. 800.000 F.
Jean FEUILLEDE - 366-00-75

16^e AUTEUIL
Bel imm. pierre de taille ravale
5 P. EN DUPLEX
LIVING + 3 CHBRES, CUIS.
2 LUXUEUSES SAL. DE BAINS,
chauffage central, merris
6 et 7 étages. ASC. SOLEIL
Entièrement REFAIT NEUF
PRIX 595.000 F
SAMEDI, DIMANCHE, LUNDI,
16, RUE DE VARIZE
ou 723-91-21

16^e JASMIN
IMMEUBLE RECENT - 3^e ET
ASCENSEUR ENTIEREMENT
5 PIÈCES S'AVERTURE
gde cuisine, 2 s. de b. b. b.
MOQUETTE - BALCON
PRIX 675.000 F
SAMEDI, LUNDI, 14 à 18 h :
6-12, RUE RAFFET ou
723-91-21

SECONDI S.A. - VILLAINES
17^e Bel imm. 11 confort, Apt
de réception 120 m², 12 s.
décoration. Lundi, 12-17 h :
1, SQUARE VILLARET-
DE-LOUVRE

MONTMARTRE Plein
sud
4. BOULEVARD DE CLICHY
IMM. PIERRE DE TAILLE
LIVING + 2 CHAMBRES
ent. cuis., s. de b. b. b. cent.
Prix intéressant - Téléphone
Samedi-dim-lundi, 14 à 17 h 30.

Paris
Rive gauche
PARC MONTMARTRE
CITE UNIVERSITAIRE
Immeuble neuf 1973, gd stands
LIVING DOUBLE - entr.,
cuis., salle de b. b. b., park.
6^e étage, balcon sur jardin
107, boulevard KELLERMAN,
SAMEDI, DIMANCHE, LUNDI,
de 14 h 30 à 17 h 30

4. RUE RACINE
Palais vend gd studio décoré
luxe, Vis. ce jour, 11 h à 16 h
P. PARTHEM - ODE 9513
30, rue Montagne-Ste-Geneviève
Séjour, chbre, Caracère, 60 m².
Samedi, lundi, 13 à 17 heures
M^e VAUGIERARD - Bon imm.
ATELIER D'ARTISTE
+ 2 chambres 30 m², 11 conf.
à rénover - 300.000 F.
Jean FEUILLEDE - 366-00-75

CONVENTION
320, RUE DE VAUGIERARD
4 P. 100 m². Tout confort. Tél.
Imm. pierre de t. Px 380.000 F.
Vis. 6 et 8 nov. de 14 à 18 h
RUE D'ALEXIS - 3^e étage, ASC.
83 M² 4 p., ch. exceptionnel.
300.000 F. 374-04-55
M^e VAUGIERARD - Bon imm.
3 P. entr., cuis., wc, cab. de
toilette, 60 m². 220.000 F.
Jean FEUILLEDE - 366-00-75

locations
non meublées
Offre
Paris
Rue de Valenciennes - Charente
2 pièces, 161, 1500 F. c.c. L.
1^{er} étage, 1^{er} étage, 1^{er} étage.
261-16-58

Région
parisienne
BANLIEUE SUD PAR
EVRY-CORBEIL
A LOUER
dans RESIDENCE CO STANDO
APARTEMENTS NEUFS
— Studios, depuis 550 F. + ch.
— 2 pièces, depuis 850 F. + ch.
— 3 pièces, depuis 1.200 F. + ch.
— 4 pièces, depuis 1.500 F. + ch.
— 5 pièces, depuis 1.800 F. + ch.
— 6 pièces, depuis 2.200 F. + ch.
— 7 pièces, depuis 2.500 F. + ch.
— 8 pièces, depuis 3.000 F. + ch.
— 9 pièces, depuis 3.500 F. + ch.
— 10 pièces, depuis 4.000 F. + ch.
— 11 pièces, depuis 4.500 F. + ch.
— 12 pièces, depuis 5.000 F. + ch.
— 13 pièces, depuis 5.500 F. + ch.
— 14 pièces, depuis 6.000 F. + ch.
— 15 pièces, depuis 6.500 F. + ch.
— 16 pièces, depuis 7.000 F. + ch.
— 17 pièces, depuis 7.500 F. + ch.
— 18 pièces, depuis 8.000 F. + ch.
— 19 pièces, depuis 8.500 F. + ch.
— 20 pièces, depuis 9.000 F. + ch.
— 21 pièces, depuis 9.500 F. + ch.
— 22 pièces, depuis 10.000 F. + ch.
— 23 pièces, depuis 10.500 F. + ch.
— 24 pièces, depuis 11.000 F. + ch.
— 25 pièces, depuis 11.500 F. + ch.
— 26 pièces, depuis 12.000 F. + ch.
— 27 pièces, depuis 12.500 F. + ch.
— 28 pièces, depuis 13.000 F. + ch.
— 29 pièces, depuis 13.500 F. + ch.
— 30 pièces, depuis 14.000 F. + ch.
— 31 pièces, depuis 14.500 F. + ch.
— 32 pièces, depuis 15.000 F. + ch.
— 33 pièces, depuis 15.500 F. + ch.
— 34 pièces, depuis 16.000 F. + ch.
— 35 pièces, depuis 16.500 F. + ch.
— 36 pièces, depuis 17.000 F. + ch.
— 37 pièces, depuis 17.500 F. + ch.
— 38 pièces, depuis 18.000 F. + ch.
— 39 pièces, depuis 18.500 F. + ch.
— 40 pièces, depuis 19.000 F. + ch.
— 41 pièces, depuis 19.500 F. + ch.
— 42 pièces, depuis 20.000 F. + ch.
— 43 pièces, depuis 20.500 F. + ch.
— 44 pièces, depuis 21.000 F. + ch.
— 45 pièces, depuis 21.500 F. + ch.
— 46 pièces, depuis 22.000 F. + ch.
— 47 pièces, depuis 22.500 F. + ch.
— 48 pièces, depuis 23.000 F. + ch.
— 49 pièces, depuis 23.500 F. + ch.
— 50 pièces, depuis 24.000 F. + ch.
— 51 pièces, depuis 24.500 F. + ch.
— 52 pièces, depuis 25.000 F. + ch.
— 53 pièces, depuis 25.500 F. + ch.
— 54 pièces, depuis 26.000 F. + ch.
— 55 pièces, depuis 26.500 F. + ch.
— 56 pièces, depuis 27.000 F. + ch.
— 57 pièces, depuis 27.500 F. + ch.
— 58 pièces, depuis 28.000 F. + ch.
— 59 pièces, depuis 28.500 F. + ch.
— 60 pièces, depuis 29.000 F. + ch.
— 61 pièces, depuis 29.500 F. + ch.
— 62 pièces, depuis 30.000 F. + ch.
— 63 pièces, depuis 30.500 F. + ch.
— 64 pièces, depuis 31.000 F. + ch.
— 65 pièces, depuis 31.500 F. + ch.
— 66 pièces, depuis 32.000 F. + ch.
— 67 pièces, depuis 32.500 F. + ch.
— 68 pièces, depuis 33.000 F. + ch.
— 69 pièces, depuis 33.500 F. + ch.
— 70 pièces, depuis 34.000 F. + ch.
— 71 pièces, depuis 34.500 F. + ch.
— 72 pièces, depuis 35.000 F. + ch.
— 73 pièces, depuis 35.500 F. + ch.
— 74 pièces, depuis 36.000 F. + ch.
— 75 pièces, depuis 36.500 F. + ch.
— 76 pièces, depuis 37.000 F. + ch.
— 77 pièces, depuis 37.500 F. + ch.
— 78 pièces, depuis 38.000 F. + ch.
— 79 pièces, depuis 38.500 F. + ch.
— 80 pièces, depuis 39.000 F. + ch.
— 81 pièces, depuis 39.500 F. + ch.
— 82 pièces, depuis 40.000 F. + ch.
— 83 pièces, depuis 40.500 F. + ch.
— 84 pièces, depuis 41.000 F. + ch.
— 85 pièces, depuis 41.500 F. + ch.
— 86 pièces, depuis 42.000 F. + ch.
— 87 pièces, depuis 42.500 F. + ch.
— 88 pièces, depuis 43.000 F. + ch.
— 89 pièces, depuis 43.500 F. + ch.
— 90 pièces, depuis 44.000 F. + ch.
— 91 pièces, depuis 44.500 F. + ch.
— 92 pièces, depuis 45.000 F. + ch.
— 93 pièces, depuis 45.500 F. + ch.
— 94 pièces, depuis 46.000 F. + ch.
— 95 pièces, depuis 46.500 F. + ch.
— 96 pièces, depuis 47.000 F. + ch.
— 97 pièces, depuis 47.500 F. + ch.
— 98 pièces, depuis 48.000 F. + ch.
— 99 pièces, depuis 48.500 F. + ch.
— 100 pièces, depuis 49.000 F. + ch.
— 101 pièces, depuis 49.500 F. + ch.
— 102 pièces, depuis 50.000 F. + ch.
— 103 pièces, depuis 50.500 F. + ch.
— 104 pièces, depuis 51.000 F. + ch.
— 105 pièces, depuis 51.500 F. + ch.
— 106 pièces, depuis 52.000 F. + ch.
— 107 pièces, depuis 52.500 F. + ch.
— 108 pièces, depuis 53.000 F. + ch.
— 109 pièces, depuis 53.500 F. + ch.
— 110 pièces, depuis 54.000 F. + ch.
— 111 pièces, depuis 54.500 F. + ch.
— 112 pièces, depuis 55.000 F. + ch.
— 113 pièces, depuis 55.500 F. + ch.
— 114 pièces, depuis 56.000 F. + ch.
— 115 pièces, depuis 56.500 F. + ch.
— 116 pièces, depuis 57.000 F. + ch.
— 117 pièces, depuis 57.500 F. + ch.
— 118 pièces, depuis 58.000 F. + ch.
— 119 pièces, depuis 58.500 F. + ch.
— 120 pièces, depuis 59.000 F. + ch.
— 121 pièces, depuis 59.500 F. + ch.
— 122 pièces, depuis 60.000 F. + ch.
— 123 pièces, depuis 60.500 F. + ch.
— 124 pièces, depuis 61.000 F. + ch.
— 125 pièces, depuis 61.500 F. + ch.
— 126 pièces, depuis 62.000 F. + ch.
— 127 pièces, depuis 62.500 F. + ch.
— 128 pièces, depuis 63.000 F. + ch.
— 129 pièces, depuis 63.500 F. + ch.
— 130 pièces, depuis 64.000 F. + ch.
— 131 pièces, depuis 64.500 F. + ch.
— 132 pièces, depuis 65.000 F. + ch.
— 133 pièces, depuis 65.500 F. + ch.
— 134 pièces, depuis 66.000 F. + ch.
— 135 pièces, depuis 66.500 F. + ch.
— 136 pièces, depuis 67.000 F. + ch.
— 137 pièces, depuis 67.500 F. + ch.
— 138 pièces, depuis 68.000 F. + ch.
— 139 pièces, depuis 68.500 F. + ch.
— 140 pièces, depuis 69.000 F. + ch.
— 141 pièces, depuis 69.500 F. + ch.
— 142 pièces, depuis 70.000 F. + ch.
— 143 pièces, depuis 70.500 F. + ch.
— 144 pièces, depuis 71.000 F. + ch.
— 145 pièces, depuis 71.500 F. + ch.
— 146 pièces, depuis 72.000 F. + ch.
— 147 pièces, depuis 72.500 F. + ch.
— 148 pièces, depuis 73.000 F. + ch.
— 149 pièces, depuis 73.500 F. + ch.
— 150 pièces, depuis 74.000 F. + ch.
— 151 pièces, depuis 74.500 F. + ch.
— 152 pièces, depuis 75.000 F. + ch.
— 153 pièces, depuis 75.500 F. + ch.
— 154 pièces, depuis 76.000 F. + ch.
— 155 pièces, depuis 76.500 F. + ch.
— 156 pièces, depuis 77.000 F. + ch.
— 157 pièces, depuis 77.500 F. + ch.
— 158 pièces, depuis 78.000 F. + ch.
— 159 pièces, depuis 78.500 F. + ch.
— 160 pièces, depuis 79.000 F. + ch.
— 161 pièces, depuis 79.500 F. + ch.
— 162 pièces, depuis 80.000 F. + ch.
— 163 pièces, depuis 80.500 F. + ch.
— 164 pièces, depuis 81.000 F. + ch.
— 165 pièces, depuis 81.500 F. + ch.
— 166 pièces, depuis 82.000 F. + ch.
— 167 pièces, depuis 82.500 F. + ch.
— 168 pièces, depuis 83.000 F. + ch.
— 169 pièces, depuis 83.500 F. + ch.
— 170 pièces, depuis 84.000 F. + ch.
— 171 pièces, depuis 84.500 F. + ch.
— 172 pièces, depuis 85.000 F. + ch.
— 173 pièces, depuis 85.500 F. + ch.
— 174 pièces, depuis 86.000 F. + ch.
— 175 pièces, depuis 86.500 F. + ch.
— 176 pièces, depuis 87.000 F. + ch.
— 177 pièces, depuis 87.500 F. + ch.
— 178 pièces, depuis 88.000 F. + ch.
— 179 pièces, depuis 88.500 F. + ch.
— 180 pièces, depuis 89.000 F. + ch.
— 181 pièces, depuis 89.500 F. + ch.
— 182 pièces, depuis 90.000 F. + ch.
— 183 pièces, depuis 90.500 F. + ch.
— 184 pièces, depuis 91.000 F. + ch.
— 185 pièces, depuis 91.500 F. + ch.
— 186 pièces, depuis 92.000 F. + ch.
— 187 pièces, depuis 92.500 F. + ch.
— 188 pièces, depuis 93.000 F. + ch.
— 189 pièces, depuis 93.500 F. + ch.
— 190 pièces, depuis 94.000 F. + ch.
— 191 pièces, depuis 94.500 F. + ch.
— 192 pièces, depuis 95.000 F. + ch.
— 193 pièces, depuis 95.500 F. + ch.
— 194 pièces, depuis 96.000 F. + ch.
— 195 pièces, depuis 96.500 F. + ch.
— 196 pièces, depuis 97.000 F. + ch.
— 197 pièces, depuis 97.500 F. + ch.
— 198 pièces, depuis 98.000 F. + ch.
— 199 pièces, depuis 98.500 F. + ch.
— 200 pièces, depuis 99.000 F. + ch.
— 201 pièces, depuis 99.500 F. + ch.
— 202 pièces, depuis 100.000 F. + ch.
— 203 pièces, depuis 100.500 F. + ch.
— 204 pièces, depuis 101.000 F. + ch.
— 205 pièces, depuis 101.500 F. + ch.
— 206 pièces, depuis 102.000 F. + ch.
— 207 pièces, depuis 102.500 F. + ch.
— 208 pièces, depuis 103.000 F. + ch.
— 209 pièces, depuis 103.500 F. + ch.
— 210 pièces, depuis 104.000 F. + ch.
— 211 pièces, depuis 104.500 F. + ch.
— 212 pièces, depuis 105.000 F. + ch.
— 213 pièces, depuis 105.500 F. + ch.
— 214 pièces, depuis 106.000 F. + ch.
— 215 pièces, depuis 106.500 F. + ch.
— 216 pièces, depuis 107.000 F. + ch.
— 217 pièces, depuis 107.500 F. + ch.
— 218 pièces, depuis 108.000 F. + ch.
— 219 pièces, depuis 108.500 F. + ch.
— 220 pièces, depuis 109.000 F. + ch.
— 221 pièces, depuis 109.500 F. + ch.
— 222 pièces, depuis 110.000 F. + ch.
— 223 pièces, depuis 110.500 F. + ch.
— 224 pièces, depuis 111.000 F. + ch.
— 225 pièces, depuis 111.500 F. + ch.
— 226 pièces, depuis 112.000 F. + ch.
— 227 pièces, depuis 112.500 F. + ch.
— 228 pièces, depuis 113.000 F. + ch.
— 229 pièces, depuis 113.500 F. + ch.
— 230 pièces, depuis 114.000 F. + ch.
— 231 pièces, depuis 114.500 F. + ch.
— 232 pièces, depuis 115.000 F. + ch.
— 233 pièces, depuis 115.500 F. + ch.
— 234 pièces, depuis 116.000 F. + ch.
— 235 pièces, depuis 116.500 F. + ch.
— 236 pièces, depuis 117.000 F. + ch.
— 237 pièces, depuis 117.500 F. + ch.
— 238 pièces, depuis 118.000 F. + ch.
— 239 pièces, depuis 118.500 F. + ch.
— 240 pièces, depuis 119.000 F. + ch.
— 241 pièces, depuis 119.500 F. + ch.
— 242 pièces, depuis 120.000 F. + ch.
— 243 pièces, depuis 120.500 F. + ch.
— 244 pièces, depuis 121.000 F. + ch.
— 245 pièces, depuis 121.500 F. + ch.
— 246 pièces, depuis 122.000 F. + ch.
— 247 pièces, depuis 122.500 F. + ch.
— 248 pièces, depuis 123.000 F. + ch.
— 249 pièces, depuis 123.500 F. + ch.
— 250 pièces, depuis 124.000 F. + ch.
— 251 pièces, depuis 124.500 F. + ch.
— 252 pièces, depuis 125.000 F. + ch.
— 253 pièces, depuis 125.500 F. + ch.
— 254 pièces, depuis 126.000 F. + ch.
— 255 pièces, depuis 126.500 F. + ch.
— 256 pièces, depuis 127.000 F. + ch.
— 257 pièces, depuis 127.500 F. + ch.
— 258 pièces, depuis 128.000 F. + ch.
— 259 pièces, depuis 128.500 F. + ch.
— 260 pièces, depuis 129.000 F. + ch.
— 261 pièces, depuis 129.500 F. + ch.
— 262 pièces, depuis 130.000 F. + ch.
— 263 pièces, depuis 130.500 F. + ch.
— 264 pièces, depuis 131.000 F. + ch.
— 265 pièces, depuis 131.500 F. + ch.
— 266 pièces, depuis 132.000 F. + ch.
— 267 pièces, depuis 132.500 F. + ch.
— 268 pièces, depuis 133.000 F. + ch.
— 269 pièces, depuis 133.500 F. + ch.
— 270 pièces, depuis 134.000 F. + ch.
— 271 pièces, depuis 134.500 F. + ch.
— 272 pièces, depuis 135.000 F. + ch.
— 273 pièces, depuis 135.500 F. + ch.
— 274 pièces, depuis 136.000 F. + ch.
— 275 pièces, depuis 136.500 F. + ch.
— 276 pièces, depuis 137.000 F. + ch.
— 277 pièces, depuis 137.500 F. + ch.
— 278 pièces, depuis 138.000 F. + ch.
— 279 pièces, depuis 138.500 F. + ch.
— 280 pièces, depuis 139.000 F. + ch.
— 281 pièces, depuis 139.500 F. + ch.
— 282 pièces, depuis 140.000 F. + ch.
— 283 pièces, depuis 140.500 F. + ch.
— 284 pièces, depuis 141.000 F. + ch.
— 285 pièces, depuis 141.500 F. + ch.
— 286 pièces, depuis 142.000 F. + ch.
— 287 pièces, depuis 142.500 F. + ch.
— 288 pièces, depuis 143.000 F. + ch.
— 289 pièces, depuis 143.500 F. + ch.
— 290 pièces, depuis 144.000 F. + ch.
— 291 pièces, depuis 144.500 F. + ch.
— 292 pièces, depuis 145.000 F. + ch.
— 293 pièces, depuis 145.500 F. + ch.
— 294 pièces, depuis 146.000 F. + ch.
— 295 pièces, depuis 146.500 F. + ch.
— 296 pièces, depuis 147.000 F. + ch.
— 297 pièces, depuis 147.500 F. + ch.
— 298 pièces, depuis 148.000 F. + ch.
— 299 pièces, depuis 148.500 F. + ch.
— 300 pièces, depuis 149.000 F. + ch.
— 301 pièces, depuis 149.500 F. + ch.
— 302 pièces, depuis 150.000 F. + ch.
— 303 pièces, depuis 150.500 F. + ch.
— 304 pièces, depuis 151.000 F. + ch.
— 305 pièces, depuis 151.500 F. + ch.
— 306 pièces, depuis 152.000 F. + ch.
— 307 pièces, depuis 152.500 F. + ch.
— 308 pièces, depuis 153.000 F. + ch.
— 309 pièces, depuis 153.500 F. + ch.
— 310 pièces, depuis 154.000 F. + ch.
— 311 pièces, depuis 154.500 F. + ch.
— 312 pièces, depuis 155.000 F. + ch.
— 313 pièces, depuis 155.500 F. + ch.
— 314 pièces, depuis 156.000 F. + ch.
— 315 pièces, depuis 156.500 F. + ch.
— 316 pièces, depuis 157.000 F. + ch.
— 317 pièces, depuis 157.500 F. + ch.
— 318 pièces, depuis 158.000 F. + ch.
— 319 pièces, depuis 158.500 F. + ch.
— 320 pièces, depuis 159.000 F. + ch.
— 321 pièces, depuis 159.500 F. + ch.
— 322 pièces, depuis 160.000 F. + ch.
— 323 pièces, depuis 160.500 F. + ch.
— 324 pièces, depuis 161.000 F. + ch.
— 325 pièces, depuis 161.500 F. + ch.
— 326 pièces, depuis 162.000 F. + ch.
— 327 pièces, depuis 162.500 F. + ch.
— 328 pièces, depuis 163.000 F. + ch.
— 329 pièces, depuis 163.500 F. + ch.
— 330 pièces, depuis 164.000 F. + ch.
— 331 pièces, depuis 164.500 F. + ch.
— 332 pièces, depuis 165.000 F. + ch.
— 333 pièces, depuis 165.500 F. + ch.
— 334 pièces, depuis 166.000 F. + ch.
— 335 pièces, depuis 166.500 F. + ch.
— 336 pièces, depuis 167.000 F. + ch.
— 337 pièces, depuis 167.500 F. + ch.
— 338 pièces, depuis 168.000 F. + ch.
— 339 pièces, depuis 168.500 F. + ch.
— 340 pièces, depuis 169.000 F. + ch.
— 341 pièces, depuis 169.500 F. + ch.
— 342 pièces, depuis 170.000 F. + ch.
— 343 pièces, depuis 170.500 F. + ch.
— 344 pièces, depuis 171.000 F. + ch.
— 345 pièces, depuis 171.500 F. + ch.
— 346 pièces, depuis 172.000 F. + ch.
— 347 pièces, depuis 172.500 F. + ch.
— 348 pièces, depuis 173.000 F. + ch.
— 349 pièces, depuis 173.500 F. + ch.
— 350 pièces, depuis 174.000 F. + ch.
— 351 pièces, depuis 174.500 F. + ch.
— 352 pièces, depuis 175.000 F. + ch.
— 353 pièces, depuis 175.500 F. + ch.
— 354 pièces, depuis 176.000 F. + ch.
— 355 pièces, depuis 176.500 F. + ch.
— 356 pièces, depuis 177.000 F. + ch.
— 357 pièces, depuis 177.500 F. + ch.
— 358 pièces, depuis 178.000 F. + ch.
— 359 pièces, depuis 178.500 F. + ch.
— 360 pièces, depuis 179.000 F. + ch.
— 361 pièces, depuis 179.500 F. + ch.
— 362 pièces, depuis 180.000 F. + ch.
— 363 pièces, depuis 180.500 F. + ch.
— 364 pièces, depuis 181.000 F. + ch.
— 365 pièces, depuis 181.500 F. + ch.
— 366 pièces, depuis 182.000 F. + ch.
— 367 pièces, depuis 182.500 F. + ch.
— 368 pièces, depuis 183.000 F. + ch.
— 369 pièces, depuis 183.500 F. + ch.
— 370 pièces, depuis 184.000 F. + ch.
— 371 pièces, depuis 184.500 F. + ch.
— 372 pièces, depuis 185.000 F. + ch.
— 373 pièces, depuis 185.500 F. + ch.
— 374 pièces, depuis 186.000 F. + ch.
— 375 pièces, depuis 186.500 F. + ch.
— 376 pièces, depuis 187.000 F. + ch.
— 377 pièces, depuis 187.500 F. + ch.
— 378 pièces, depuis 188.000 F. + ch.
— 379 pièces, depuis 188.500 F. + ch.
— 380 pièces, depuis 189.000 F. + ch.
— 381 pièces, depuis 189.500 F. + ch.
— 382 pièces, depuis 190.000 F. + ch.
— 383 pièces, depuis 190.500 F. + ch.
— 384 pièces, depuis 191.000 F. + ch.
— 385 pièces, depuis 191.500 F. + ch.
— 386 pièces, depuis 192.000 F.

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
3. ASIE
3. DIPLOMATIE
3. AMÉRIQUES
4. PROCHE-ORIENT
4. AFRIQUE
- 5-6. POLITIQUE
6. ARMÉE
8. AÉRONAUTIQUE

LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 9 A 18

— Au fil de la semaine : Les grands événements, par Pierre Vinciguerra-Poulet.
— Lettres de Croisade, par Georges Vallet.
— Service des revues, par Yves Florenne.
— Emploi : Comment déjouer les pièges des tests, par Roger-Pol Droit.
— RADIO-TELEVISION : Les sélections de Jean-Pierre Elkabbach, par Catherine B. Clément ; Sur France-Culture, l'après-midi, par Claire Devaux.

- 17 à 19. ARTS ET SPECTACLES
19. PRESSE
20. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
20. JUSTICE
- 20-21. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
- 22-23. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (21 à 24)
— Annonces classées (22)
— Informations pratiques (23)
— Carnet (19) : Journal officiel (18)
— Loto (18) : Météorologie (18)
— Mots croisés (18).

Le numéro du « Monde » daté 6 novembre 1976 a été tiré à 569 988 exemplaires.

Avec la garantie
d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE

— dans un choix
de 3.000 draperies
à partir de 695 F
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR

27, rue du 4-Septembre, PARIS (Opéra)



DÉCOUVERTE INDIVIDUELLE

DÉPART PARIS

TUNIS 720 F
NEW YORK 1 450 F
DAKAR 1 700 F
RIO 2 800 F

ALLER-RETOUR

VOIS À DATER FIXES

CIRCUITS ORGANISÉS

Découverte de l'Égypte

du 20/12 au 02/01
du 09/01 au 22/01
du 13/02 au 26/02
du 06/03 au 19/03

2 550 F

avec transport Paris-Le Caire

aller-retour en jet.

BON À DÉCOUPER ET À ENVOYER

A NOUVELLES FRONTIÈRES

66, bd Saint-Michel - 75006 PARIS

Tél. : 325-57-51-033-98-40

NOM

RUE

VILLE

Je désire recevoir

la documentation

sur le voyage

LIC 730 A

LE SUICIDE A NICE, D'UNE MAÎTRESSE AUXILIAIRE AU CHOMAGE

« L'enseignement était ma raison de vivre »

Nice. — Une jeune maîtresse auxiliaire âgée de vingt-neuf ans, Renée Boudouresque, née à Hyères, s'est donnée la mort, jeudi 4 novembre, dans la chambre qu'elle occupait dans un petit appartement de Nice, en absorbant des comprimés de barbituriques. Les jours précédents, elle avait obtenu de la poste dans l'enseignement pour cette année et ne touchait pas d'indemnités de chômage.

« Je ne peux pas supporter l'angoisse que me tendait depuis des semaines. L'enseignement était ma principale raison de vivre. Vous avez fait l'impossible pour moi, pardonnez-moi, je n'en peux plus ! » Ce sont les derniers mots écrits par Renée Boudouresque, de Hyères, à son père, M. André Boudouresque. Depuis le début de l'été, elle vivait avec ses amis dans leur petit deux-pièces de l'avenue de la Bormale, en attendant vainement un poste d'enseignement. Pendant la dernière année scolaire, elle avait

De notre correspondant

enseigné comme remplaçante pendant quatre mois dans plusieurs établissements de Cannes. Mais, comme elle n'avait pas travaillé un nombre d'heures suffisant dans l'année, elle n'avait droit à aucune indemnité de chômage. Renée Boudouresque n'a, semble-t-il, jamais songé à un autre métier qu'à l'enseignement, pour lequel elle se passionnait. Tout en préparant sa licence de lettres classiques, obtenue en 1971, et en militant au parti communiste, elle avait dû travailler comme sœur de salle, serveuse, femme de chambre dans un hôtel de Nice. On la disait de santé précaire. Ni sa santé, ni sa maîtrise auxiliaire, ni son père, âgé de soixante-dix ans, habitant le petit village de Puget-Ville (Var), ni ses maigres économies, n'ont pu lui venir en aide sur le plan matériel. Maîtresse auxiliaire à temps partiel depuis cinq ans, elle espérait sa titularisation et continuait de préparer le CAFES, concours

de recrutement du second degré. La « carrière » de la jeune femme a été très hachée depuis 1972 : deux remplacements d'un mois cette année-là, plusieurs remplacements pendant toute l'année 1972-1973, trois mois seulement en 1974, quatre mois en 1975-1976. Il semble qu'elle n'ait pas eu de très bonnes notes pédagogiques en ces diverses occasions.

La lettre qu'elle avait envoyée au recteur de Nice, comme celles qu'elle avait adressées à l'ASEP, DDC et à l'Agence régionale pour l'emploi, était désespérée. On en retrouvait un brouillon dans sa chambre. Elle écrivait : « Je suis sans travail et absolument sans ressources (...). Je ne peux disposer d'aucune aide familiale, mes parents étant eux-mêmes dans l'indigence... »

Le recteur nous a précisé que cette anecdote est l'une de celles « où l'on compte le plus faible nombre de maîtresses auxiliaires sans emploi ».

MICHEL VIVIS.

Les projets de M. Hersant

LE S.N.J. : la justice appréciera.

La section normande du Syndicat national des journalistes (autonome), dans un communiqué publié vendredi 5 novembre, a appris sans surprise la décision de M. Hersant de quitter le Figaro pour Paris-Normandie.

« Cette mesure permettra à M. Hersant d'écarter de son bilan de la société d'écriture de Paris-Normandie. On ne pourra donc pas écrire que le « bon gestionnaire » a entraîné à la folie un journal prospère quand il a acheté dans les conditions que l'on sait trop, voici quatre années.

« Il nous rappelle que pour avoir critiqué sa gestion, jette le communiqué, prévu et espéré dans un livre noir la probabilité de ce qui est annoncé aujourd'hui, la section normande du S.N.J. et la Société des journalistes de Paris-Normandie ont fait l'objet d'une plainte en diffamation d'un même M. Hersant. La justice appréciera. De même qu'elle se montrera dans toute l'indépendance par le dernier projet en date de M. Hersant. »

LA CROIX : l'objectif suprême et inquiétant.

« Ces projets ne peuvent surprendre ceux qui savent depuis le début l'ascension de M. Hersant et plus précisément depuis l'offensive déclenchée en direction de Paris-Normandie et dont France-Soir est la dernière étape en date. Si le mot « concentration » a un sens, c'est bien une entreprise caractérisée de concentration à très large échelle qui est ici en cours de réalisation.

« On ne peut s'empêcher de penser que de tels desseins, de par l'implication de M. Hersant, qu'ils supposent, ne soient, dans un premier temps, pas au service d'une entreprise politique bien définie. Mais au-delà de ces échéances immédiates, n'est-ce pas la « politique Hersant », au bénéfice exclusif de M. Hersant, qui est l'objectif suprême ? Suprême et inquiétant. » (J.B.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : un empire dangereux.

« M. Hersant est en train de forger un empire de presse qui devient dangereux. Claude Estang se prononce pour le pluralisme de la presse, mais ne lève pas le petit doigt pour le maintenir. L'acte-on la commission des lois de l'Assemblée nationale à créer une commission d'enquête pour enquêter sur les concentrations de la presse, qu'aurait la majorité étouffé le projet.

« La démocratie française offre ainsi des paradoxes. Plus on en parle, plus elle s'estompe. Mais une presse monopolistique rendrait en définitive un mauvais service à ceux qui la souhaitent. La lassitude, le ras-le-bol engendrent souvent un effet qui s'apparente à celui du boomerang. » (JEAN-PIERRE MITHOIS.)

« Cent vingt-cinq tombes ont été profanées dans le cimetière de Calzade, le plus important de la ville de Nice. Parmi les sépultures profondément figure celle d'un ancien maire de la ville. » (Corresp.)

« Grève du métro. — Le trafic des lignes de métro Saint-Denis-Basilique - Champs-Élysées - Clemenceau et Invalides - Porte-Des-Vignes a été interrompu, le 6 novembre, par une grève de certains conducteurs. Le syndicat C.G.T. proteste contre les conditions de travail durant les opérations de prolongation de la dernière de ces lignes.

Ni enseignants ni chômeurs

Commentant vendredi les circonstances de la mort de Renée Boudouresque, le recteur de Nice a jugé « regrettable qu'un événement aussi désespérant soit l'occasion pour certains de déclarations passionnées qui, abusivement, exploitent le malheur d'une jeune fille ». Depuis plusieurs années, les suicides d'enseignants, qui viennent à la connaissance du public, c'est le plus petit nombre, — suscitant polémiques et commentaires.

Tout à tour sont accusés le système scolaire, l'indiscipline des élèves, l'absence de formation des maîtres, l'attitude de l'administration, etc. Il y a un peu plus d'un mois, le suicide d'une jeune enseignante de « classe pratique », à Reims, avait provoqué une vive émotion (le Monde du 20 octobre).

Le drame de Nice aurait-il pu être évité ? Il faudrait être bien naïf pour croire qu'une décision de mourir s'explique uniquement par des raisons « extérieures ». Qui sait ce que pèse, à l'instant fatal, le malheur intime et la désespérance sociale ? On ne peut rien dire du premier, seule la seconde est apparente.

Le sort des maîtres auxiliaires au

chômage est aggravé, par rapport à d'autres chômeurs, par la précarité très variable de leur situation administrative. Pour être reconnus chômeurs et toucher des indemnités décentes, il leur faut avoir enregistré un minimum d'heures les années précédentes. Ce n'était pas le cas de Renée Boudouresque, qui était, même lorsqu'elle enseignait, plus souvent chômeuse qu'enseignante. Elle n'était, comme tant d'autres, maîtresse auxiliaire qu'en pointillé, bouchant des trous de-ci de-là, selon les nécessités du service. Il lui avait fallu, pour subsister cette année, avoir derrière elle une carrière qu'elle n'a pas eue. Son drame illustre malheureusement le sort de ces quelques milliers d'oubliés de l'éducation nationale, deux mille selon la ministère, trois mille selon les syndicats, — qui n'ont pu être réemployés à cette rentrée. Ils ont rendu quelques services à l'enseignement français, mais pas suffisamment pour que celui-ci se sente redevable à l'égard de tous. L'anarchie dans leur emploi a conduit certains à ne pouvoir être finalement ni enseignants ni chômeurs à part entière. — B. F.

Nombreuses hausses des produits saisonniers

Des arrêtés publiés au Bulletin des services et des prix (B.O.S.P.) du 5 novembre précisent la liste des produits qui pourront être l'objet d'une modification de tarif au stade de la fabrication d'ici à la fin de l'année (articles de sports d'hiver, de décoration de Noël, agendas, calendriers, foie d'oie et de canard gras, boudin blanc, cervelles truffées, foie gras, pâtés en croûte, saucisson de volaille et de foie de volaille, terrines et pâtes de fin d'année, saumons fumés, chocolaterie et confiserie, conserves de champignons, fruits secs, pruneaux d'Agen, travail de déshydratation de maïs) ainsi que la majoration hors taxes au prix au kilogramme des bûches de Noël (1,25 F), galettes des rois (1,05 F), marrons glacés (3,10 F), des bûches de Noël glacées (0,50 F par litre). Un texte indique, en outre, que les prix à la production et à la distribution des produits congelés de l'agriculture, de la chasse et de la pêche ne sont pas bloqués comme les prix de ces mêmes produits frais.

Un autre arrêté indique que les prix à la production et à l'importation pourront être relevés pour le chocolat de 0,43 F à 1,24 F le kilogramme selon les qualités, pour le café de 1,20 F à 2,30 F le kilogramme selon les qualités et pour les cafés solubles de 0,88 F à 4,93 F le kilogramme, pour les huiles végétales de 3 F à 34 F les 100 litres selon les grades.

Ces hausses pourront être répercutées au détail. Enfin sont revus en hausse les tarifs hôteliers, les prix des marchés de chauffages, les tarifs des cours collectifs et des leçons individuelles de ski, les locations de terrains de camping et de caravaning.

Dans le domaine agricole, le relèvement de 10 % du prix du blé-terme, qui se trouve ainsi fixé à 70,50 F le quintal, a provoqué de vives réactions de la part du MODEP (Mouvement de défense des exploitants familiaux), dont une délégation a rencontré les groupes parlementaires de l'Assemblée nationale le 4 novembre, ainsi que de la section des

termiers-métayers de la F.N.S.R.A. (Fédération des exploitants). « Cette décision intervient précisément au moment où les fermiers sont très lourdement touchés par les conséquences de la sécheresse et alors que le plan Barre prévoit un blocage des loyers, notent les fermiers-métayers. Faut-il en conclure que les intérêts des bailleurs sont préférables aux impératifs du redressement économique ? »

Enfin, un autre arrêté modifie la taxation des marges bénéficiaires des fruitiers détaillants. Les nouvelles marges, calculées hors taxes sont, au kilogramme, les suivantes : 0,45 F pour les carottes ; 0,55 F pour les poireaux ; 1,15 F pour les artichauts ; 1,10 F pour les choux-fleurs effeuillés (0,70 F à la pièce) ; 1,35 F pour les salades (0,45 F à la pièce) ; 1,30 F pour le tomates ; 1,70 F pour les endives.

Pour les pommes de terre de conservation de toute origine et provenance, la marge est fixée, hors taxes, à 0,30 F le kilogramme, sauf pour les pommes de terre « chair ferme » et les pommes de terre commercialisées sous label de qualité où elle est de 0,25 F le kilogramme.

Pour les assortiments de produits frais groupés en vue d'une vente non fractionnée et comprenant au moins un des produits soumis à la taxation, la marge limite de vente au détail hors taxes est fixée à 0,60 F par kilogramme.

[Cet arrêté modifie les modalités de la taxation des marges définies le 23 septembre dernier à la suite du plan Barre. Ce texte définitivement les dispositions initiales fixant les marges hors taxes, et non plus T.V.A. incluse. Toutefois, à la suite des positions durcies adoptées par les fruitiers détaillants lors de la dernière grève, les propositions de conciliation de la direction des prix — libérée des prix pour les pommes de terre à chair ferme ; retour au coefficient multiplicateur pour les artichauts, les tomates et les carottes — n'ont pas été retenues malgré la reprise du travail par les commerçants.]

DANS UNE INTERVIEW A UN JOURNAL ITALIEN

« Alliance signifie analogie de vues »

déclare M. Carter

M. Carter a mis en garde l'Italie contre les conséquences éventuelles d'une arrivée de la gauche au pouvoir, dans une interview au magazine féminin italien Gioia.

« Les Italiens ne peuvent pas s'attendre à des aides continues de la part des États-Unis tout en faisant servir la barque politique de la gauche vers la gauche », estime-t-il.

« Nous ne pouvons ni ne voulons dire aux Italiens comment voter, poursuit M. Carter, mais nous pouvons cependant leur rappeler qu'une alliance signifie analogie de vues, aussi bien sur le plan de la politique internationale qu'en ce qui concerne la vision future de nos deux pays ». « On ne peut pas s'attendre que les Américains arment ceux qui prennent d'une main et qui jouent du poing avec l'autre. »

D'autre part, dans une interview à l'hebdomadaire Time, datée du 8 novembre, mais recueillie avant sa victoire, M. Carter, interrogé sur la différence qu'il y avait entre sa politique étrangère et celle de M. Ford, répondit notamment :

« Je m'écarterais également d'une politique tenant les bords pour acquis, avec nous d'un côté, les Soviétiques de l'autre, et les pays loyals de s'aligner sur l'un ou l'autre. »

« Je m'attaquerais énergiquement à arrêter la prolifération des armes atomiques, j'ai proposé, en termes catégoriques, l'absence de missiles dans les pays non alignés, dans mes discours aux Nations unies et ailleurs, onze différentes mesures qui devraient être adoptées pour ne permettre qu'une infime circulation de plutonium et autres déchets atomiques à des fins pacifiques, assorties d'un moratoire appliqué à tous les essais nucléaires et d'une interdiction de vendre du combustible nucléaire aux États qui n'accepteraient pas d'empêcher le retraitement des déchets atomiques pour l'élaboration d'armes atomiques. »

[M. Carter avait déclaré à l'« Express » (dans le numéro daté 23-25 août) qu'il ne « considérait pas la montée des communistes en Italie ou en France comme une catastrophe ou comme une cause de destruction de l'alliance atlantique. »]

« L'attentat contre un diplomate iranien. — M. Mohamed Reza Takht, trente et un ans, et Nader Oskoui, vingt-huit ans, les deux étudiants iraniens interceptés au domicile du premier, 119, avenue Félix-Faure (18^e), dans la matinée du 3 novembre (le Monde du 6 novembre) ont été reconnus formellement par le brigadier Jacques Cochet qui fut blessé lors de l'attentat.

BÈGUES

rééducation rapide à tout âge

Pr. M. BAUDET - 185, bd Wilson
33200 BORDEAUX

A B C D E F G

صلى الله عليه وسلم